

INVENTAIRE DES ARCHIVES DE
LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BELGIQUE
SIXIÈME VERSEMENT
1822 – 1998

ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME 2
DÉPÔT JOSEPH CUVELIER

INVENTAIRES

80

ISBN : 978 94 6391 xxx x

Archives générales du Royaume

D/2025/531/0xx

Numéro de commande: Publ. 65xx

Archives générales du Royaume
2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur notre page électronique
(<http://arch.arch.be>)

Numéro de l'instrument : I 80

Inventaire des archives de
la Société Générale de Belgique
Sixième versement
1822 – 1998

par

René BRION et Jean-Louis MOREAU

Bruxelles
2025

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées en communication via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page.

I 80

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Restrictions de consultation et de reproduction

Les archives de la Société Générale de Belgique (sixième versement) sont accessibles à toute personne munie d'une carte de lecteur des Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces.

La convention de don signée entre la Banque BNP Paribas Fortis et les Archives de l'État stipule que « pour toute archive produite après 1980, un délai de consultation de 40 ans est de rigueur ».

La reproduction des documents d'archives est soumise aux règles et tarifs en vigueur aux Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les Provinces.

Références aux archives

La première fois on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée :

Complet : AGR2-Joseph Cuvelier, *Archives de la Société Générale de Belgique, Sixième versement*, n° [cote de l'article].

Abrégé : AGR2, *SGB 6*, n° [cote de l'article].

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	9
DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	11
I. IDENTIFICATION	11
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	11
A. Producteur d'archives	11
1. <i>Nom</i>	11
2. <i>Historique</i>	11
3. <i>Compétences et activités</i>	20
4. <i>Organisation</i>	22
B. Archives	22
1. <i>Historique</i>	22
a. Les archives avant 1993	22
b. Le deuxième versement	23
c. Le troisième versement.....	23
d. Le quatrième versement.....	23
e. Le cinquième versement	24
f. Origine du présent versement	25
2. <i>Acquisition</i>	26
III. CONTENU ET STRUCTURE	26
A. Contenu	26
B. Sélections et éliminations.....	26
C. Accroissements/compléments	26
D. Mode de classement	27
IV. CONSULTATION ET UTILISATION.....	27
A. Conditions d'accès	27
B. Conditions de reproduction	27
C. Langues et écriture des documents	27
D. Caractéristiques matérielles et contraintes techniques.....	27
E. Recommandations pour l'utilisation	27
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	27
A. Documents apparentés	27
B. Bibliographie.....	28
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	28
VII. ANNEXE : LISTE DES ABRÉVIATIONS LES PLUS COURANTES	28

INVENTAIRE	31
I. STATUTS, HISTORIQUES.....	31
A. Statuts.....	31
B. Histoire de la société et de ses filiales.....	31
C. Célébration d'anniversaires.....	33
D. Anciens inventaires d'archives	34
II. CONVENTIONS	34
III. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES.....	37
IV. GOUVERNEURS, DIRECTEURS ET CADRES	39
A. Généralités	39
B. Jean Jadot	39
C. Ferdinand Baeyens	40
D. Louis Caspers.....	40
E. Jules Bagage.....	42
F. Edmond Carton de Wiart	43
1. <i>Correspondance pendant la Première Guerre mondiale</i>	43
2. <i>Subsides et mécénat</i>	46
3. <i>Participation au jury d'examens diplomatiques commerciaux</i>	46
G. Archives d'Édouard De Brabander	47
H. Félicien Cattier	47
1. <i>Seconde Guerre mondiale</i>	47
2. <i>Mandat au C.S.K. (Comité Spécial du Katanga)</i>	48
3. <i>Mandat à l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga)</i>	49
4. <i>Mandats d'administrateur dans diverses sociétés</i>	50
5. <i>Fondation universitaire et F.N.R.S. (Fonds National de la Recherche Scientifique)</i> . 52	
6. <i>Mécénat et patronage</i>	52
7. <i>Divers et mélanges</i>	53
8. <i>Documentation</i>	53
V. OPÉRATIONS BANCAIRES.....	54
A. Règlements, tarifs, formulaires	54
B. Virements	55
C. Prêts, crédits	55
D. Service (ou caisse) des recouvrements.....	55
E. Services des comptes courants	56
1. <i>Administration des comptes courants : règlements, tarifs, procurations, spécimens de formulaires</i>	56
2. <i>Chèques</i>	57
F. Caisse d'épargne	57
G. Dépôt de titres et valeurs par des tiers	58
1. <i>Règlement</i>	58
2. <i>Entrée et retrait de titres, relevés</i>	58
3. <i>Transferts</i>	59
4. <i>Paiement de coupons, remboursements</i>	59
5. <i>Liquidation ou vente de titres</i>	60
6. <i>Service des dépôts cachetés</i>	60
7. <i>Dépôts à l'étranger</i>	60

8. Location de coffres forts.....	61
H. Entrées et sorties de titres appartenant à la S.G.B.	61
I. Change	61
J. Émission de billets de banque.....	62
K. Émission d'emprunts privés et publics	62
1. Gestion des rentes belges 2½ %.....	62
2. Emprunt de reconstruction de 1920	63
3. Emprunts de la Ville de Bruxelles	63
4. Émissions de sociétés industrielles et obligations émises par la S.G.B.....	63
L. Opérations bancaires diverses.....	64
M. Inspection.....	64
VI. RÉSEAU (AGENCES ET BANQUES PATRONNÉES).....	65
A. Service d'Agence de la S.G.B.....	65
B. Circulaires, règlements.....	65
C. Rapports annuels des banques patronnées (1922-1934)	65
VII. SERVICES.....	70
A. Service des sociétés patronnées.	70
B. Finances	70
1. Capital.....	70
2. Portefeuille.....	72
C. Comptabilité.....	73
1. Généralités	73
2. Livre journal.....	73
3. Grands-livres.....	78
4. Dépenses diverses (2 ^e direction)	86
a. Dépenses de caisse.....	86
b. Dépenses d'administration (autos, vêtements, chauffage...)	86
c. Avances de roubles aux Belges émigrés de Russie (1921)	86
D. Contentieux	87
E. Personnel.....	88
1. Bulletin du personnel.....	88
2. Règlement d'ordre intérieur et circulaires.....	88
3. Rémunérations et avantages non pécuniaires	88
4. Mutualité	88
5. Pensions.....	89
6. État du personnel.....	89
7. Club de la Générale	89
8. Distinctions et hommages.....	89
9. Divers	90
F. Relations publiques	90
G. Bâtiments	91
VIII. FONDS D'AMORTISSEMENT DE L'EMPRUNT DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO DE 1888.....	91
IX. DIVERS.....	92
ANNEXE : ANALYSES DÉTAILLÉES.....	93

AVANT-PROPOS

Les archives dont l'inventaire suit font partie d'un vaste ensemble (près de deux kilomètres linéaires de documents) donné en 2022 par la Banque BNP Paribas Fortis aux Archives de l'État. Leur préservation est le fruit d'une politique de collecte, de sauvegarde et d'ouverture pratiquée sans défaillir par la Banque depuis les années 1970. Cette politique a pris un tour plus systématique encore au début des années 2000, quand la Banque a commencé à collaborer avec l'Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises (A.V.A.E.). Celle-ci a réalisé pour la Banque des instruments d'accès permettant aux chercheurs de s'orienter plus sûrement dans la masse des documents conservés.

Les archives de la Banque s'avèrent particulièrement riches. Et pour cause ! BNP Paribas Fortis est la plus ancienne banque du pays et la plus importante. Elle a toujours lutté pour maintenir son leadership en Belgique, fondant et absorbant au fil de son histoire un grand nombre d'institutions financières dont les archives se trouvent mêlées aux siennes propres. Elle a aussi été présente hors frontières, à travers des filiales actives en Europe, en Asie, en Afrique et dans les deux Amériques. Une histoire passionnante dont il était crucial de recueillir les traces.

Plus récemment, la Banque a estimé que les Archives de l'État étaient mieux armées qu'elle-même pour assurer la conservation et la mise en valeur de ses archives. Une convention de don a été passée, par laquelle la pérennité du travail assuré jusque là par la Banque est assurée. En corollaire, il a été décidé que les Archives de l'État publieraient les inventaires réalisés par les collaborateurs de l'A.V.A.E.

Les auteurs remercient vivement tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à la bonne fin de ce gigantesque chantier : les responsables successifs de l'A.V.A.E. (Pierre-Alain Tallier, Daniel Van Overstraeten, Chantal Luyckx, Renaud Gahide et Sylvie Lefebvre), qui soutiennent un projet global de préservation de la mémoire des entreprises actives en Belgique ; les responsables du service Art et Histoire de BNP Paribas Fortis, Dominique Van Hove et Ann Hollevoet et leur hiérarchie ; ceux des Archives de l'État (Karel Velle, Pierre-Alain Tallier, Joachim Derwael, Caroline Six, Roland Van der gracht...).

En dehors des auteurs, plusieurs personnes sont activement intervenues ces trois dernières années pour rendre possible la finalisation des inventaires suivant les normes ISADG et la préservation des archives de BNP Paribas Fortis dans de bonnes conditions : Annette Hendrick, Marie Meyer et Doriane Maringer. Qu'elles en soient chaleureusement remerciées !

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

Référence : BE AGR 2, Société Générale de Belgique, 6^e versement (545 – 919)
Numéro de l'instrument : I 80
Nom : Archives de la Société Générale de Belgique, 6^e versement
Dates : 1822-1998
Niveau de description : Fonds d'archives
Importance matérielle : 980 art. (65 m.l.)

Referentie : BE ARA 2, Société Générale de Belgique, 6^{de} reeks (545 – 919)
Nummer toegang : I 80
Naam : Archief van de Société Générale de Belgique, 6^{de} reeks
Datering : 1822-1998
Beschrijvingsniveau : Archiefbestand
Omvang : 980 nrs (65 m)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Société Générale de Belgique s.a.

Traduction :

Generale Maatschappij van België n.v.

Anciens noms :

Algemeene Nederlandsche Maatschappij ter Begunstiging van de Volksvlijt n.v.

Société des Pays-Bas pour Favoriser le Développement de l'Industrie Nationale s.a.

Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale s.a.

Nom abrégé :

S.G.B.

Producteur associé :

Fond d'amortissement de l'Emprunt du Congo de 1888

2. HISTORIQUE

La Société Générale de Belgique a été fondée en 1822 sur l'initiative du roi Guillaume I^{er} des Pays-Bas, sous le nom d'Algemeene Nederlandsche Maatschappij ter Begunstiging van de Volksvlijt, en français : Société des Pays-Bas pour Favoriser le Développement de l'Industrie Nationale. Elle est donc plus ancienne que la Belgique elle-même et une des premières banques d'Europe fondées sous le statut de société anonyme. Dans l'esprit de ses fondateurs, elle est à l'origine une banque d'escompte et de crédit immobilier. Sous le couvert d'une association privée de capitaux, le roi Guillaume cherche principalement à valoriser les

domaines patrimoniaux dont il jouit en vertu de la constitution (comme la forêt de Soignes), et à trouver grâce à la vente de ces domaines de nouvelles ressources pour financer la dette publique. Pour donner plus d'ampleur à l'activité de la Banque – pour que son activité ne reste pas confinée aux milieux bruxellois – le roi accorde un privilège d'émission à la Société nouvelle et lui confie les fonctions de caissier de l'État. Ce n'est pas là une activité très lucrative, sans doute, mais elle permet à la Générale de disposer sans trop de frais d'un réseau de succursales à travers tout le pays.

Comme prévu, la nouvelle Banque joue dès sa création un rôle actif dans le placement de la dette publique. Elle participe au programme de grands travaux publics du roi Guillaume et s'intéresse à l'escompte de certaines opérations commerciales. Parfois, le papier escompté est renouvelé à terme – il s'agit alors d'une forme indirecte de financement de certaines entreprises industrielles. Dans le Hainaut, en particulier, la Générale multiplie ce type de prêts déguisés aux charbonnages en voie de mécanisation. Elle participe donc dès les années 1820 à la révolution industrielle en Belgique.

Lors de la Révolution belge de 1830, le gouverneur de la Société Générale, le Hollandais Repelaer Van Driel, regagne précipitamment La Haye. Un directeur, le secrétaire et plusieurs commissaires se démettent de leurs fonctions. Mais l'institution subsiste. La plupart des directeurs se rallient sans hésiter à l'ordre nouveau (bien que la Banque soit souvent suspectée d'orangisme). Sous la houlette du nouveau gouverneur, Ferdinand de Meeus, la Générale rend plusieurs services à la jeune Belgique. Dès septembre 1830, elle accepte les fonctions de caissier du jeune État. Elle participe à la négociation d'emprunts destinés à consolider sa situation. Et en 1831, la Banque ouvre une caisse d'épargne au taux d'intérêt de 4 %, « service éminent aux classes industrielles et à toutes les personnes peu moyennées ». La Banque adopte le nom de Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale (le nom de Société Générale de Belgique sera seulement adopté au début du XX^e siècle).

Depuis l'indépendance, l'économie manque cruellement de débouchés. Pour assurer le désenclavement des charbonnages de la région de Charleroi, la Banque finance la canalisation de la Sambre, puis pénètre en territoire français, et réalise avec les Rothschild le canal de la Sambre à l'Oise. Sa première entreprise filiale a donc été une entreprise française !

Dans les années suivant la Révolution belge, la forte croissance économique mondiale des années 1830 permet de doubler la production de charbon belge. En 1835, à la requête du roi Léopold I^{er} de Belgique, la Générale crée aussi la Société de Commerce, spécialisée dans les avances sur marchandises. Objectif : faire d'Anvers une plaque tournante du commerce international, faciliter le placement des produits belges à l'étranger. Visionnaire, le gouverneur de Meeus veut que la Générale réalise la ligne ferroviaire Paris-Bruxelles... qui permettait aux troupes françaises d'intervenir, au cas où le roi Guillaume des Pays-Bas tenterait un coup de force contre le jeune royaume de Belgique. Pour profiter du formidable coup de fouet à l'industrie nationale, elle reprend ou crée trois complexes sidérurgiques et une douzaine de charbonnages.

La Banque attaque d'autres branches de l'industrie : construction mécanique, agro-alimentaire, textile, immobilier et même deux entreprises de navigation. En tout, la Banque patronne directement ou indirectement la création d'une quarantaine de sociétés entre 1835 et 1838, dont 15 aciéries et 7 grandes mines de charbon, introduites en Bourse de Bruxelles. Celle-ci connaît un boom qui fait dire au banquier parisien James de Rothschild que la Belgique se transforme en « une vaste fabrique d'actions ». La transformation des entreprises en sociétés anonymes permet une meilleure organisation comptable et administrative et un

recours direct de l'industrie au marché des capitaux. Les entreprises s'émancipent ainsi des marchands qui jusque là étaient leurs principaux bailleurs de fonds.

Entre 1831 et 1836, la Générale vend la plupart de ses domaines fonciers pour financer l'industrialisation du pays. Environ 28.000 hectares, dont près de la moitié constitués de forêts, sont mis en vente publique.

En 1838, une crise sérieuse ébranle l'économie nationale et met à genoux la Banque de Belgique, établissement concurrent de la Générale, créé en février 1835 par l'ancien ministre Charles de Brouckère pour faire contrepoids à l'hégémonie de la Générale. Les analyses de la crise diffèrent suivant les points de vue. Pour certains, il s'agit d'une crise de confiance liée à la signature du traité des XXIV articles par le roi Guillaume, et du retour forcé du Limbourg à la Hollande qui s'en est suivi. Pour le gouverneur, de Meeus, la crise est due à l'existence de deux maisons de crédit distinctes sur la place de Bruxelles : la disparition de la Banque de Belgique, qui restaurerait l'unité du crédit, permettrait d'éviter dans l'avenir ce genre de déboires. Mais de nombreux analystes estiment que la crise résulte d'une surchauffe de l'économie, liée à la transformation de trop d'entreprises en sociétés anonymes : il faut ralentir le processus d'industrialisation, interdire la spéculation à laquelle donnent lieu les opérations de bourse, protéger la petite entreprise en n'autorisant la création de sociétés anonymes que si ces dernières ne peuvent porter préjudice aux industries existantes. Le statut de société anonyme doit selon ces analystes être réservé aux entreprises « qui, par l'importance des capitaux qu'elles exigent, ou par leur caractère [hasardeux], comme aussi en même temps par leur longue durée, dépassent la portée de l'industrie particulière ». Le gouvernement demande à la Générale de circonscrire son activité à l'industrie lourde.

En 1848, une nouvelle crise s'abat sur le pays. Comme en 1838, elle est d'abord politique : la population belge s'émeut des troubles occasionnés en France par la chute de la Monarchie de Juillet. Les épargnants se précipitent aux guichets de la Générale et vident la caisse d'épargne, les porteurs des billets en réclament le remboursement immédiat en argent sonnant et trébuchant... Simultanément, à la requête du gouvernement belge, qui craint que l'agitation sociale et politique n'embrase le Hainaut, la Banque est tenue de continuer ses crédits à l'industrie. Assiégée de toutes parts, elle demande le cours forcé de ses billets. Le gouvernement n'y consent qu'à la condition d'une suspension du dividende, qui durera aussi longtemps que le cours forcé. D'ailleurs, pour le ministre libéral Walthère Frère-Orban, l'heure est venue de doter le pays d'un institut d'émission unique ou quasi-unique. C'est qu'il redoute la puissance de la Société Générale, véritable État dans l'État, et considère aussi que ses engagements imprudents dans l'industrie ne doivent pas porter ombrage à l'économie tout entière. En 1849, il n'accepte de proroger l'existence de la Générale que moyennant d'importantes modifications à ses statuts. Le gouverneur Meeus n'est pas en position de négocier et consent à cette réorientation des activités de la Générale. Tous les autres membres du conseil de direction ont été amenés à démissionner.

La Banque Nationale de Belgique est effectivement créée comme institut d'émission en 1850. Désormais, la vocation de la Générale est quasi-exclusivement industrielle. Elle s'est engagée vis-à-vis du gouvernement à participer activement au développement des infrastructures du pays.

Dans les années 1850 et 1860, la Société Générale devient un groupe industriel spécialisé dans trois domaines d'activité : le charbon, la métallurgie et la construction et l'exploitation de chemins de fer. Dans ces trois domaines, elle agit comme une force centripète, procédant à la concentration progressive des exploitations existantes.

Dans le secteur ferroviaire, elle construit pour le compte de tiers plusieurs lignes en Belgique dans les années 1850. Elle en exploite aussi plusieurs pour son compte propre. En s'associant avec des entreprises concessionnaires de lignes complémentaires aux siennes, une de ses filiales, la Société de Chemins de Fer de l'Est Belge, participe à la constitution d'un réseau transnational, connu sous le nom de Grand Central, et qui exploite des lignes reliant Anvers et le bassin de Charleroi à la France et à l'Allemagne. Toutefois, la concurrence entre le réseau de l'État et celui du Grand Central empêche ce dernier de prospérer. Cette concurrence aboutira à la fin du XIX^e siècle à la reprise du Grand Central par l'État.

Tous les charbonnages patronnés par la Générale sont soumis à un régime commun de contrôle financier et de gestion technique. Comme certaines de ses filiales exploitent des concessions mitoyennes, la Générale peut mener à bien d'importantes opérations de remembrement, diffuser rapidement les innovations technologiques, rationaliser et fusionner des exploitations et réduire ainsi les frais généraux. Elle a joué aussi un rôle moteur dans la création d'ententes entre charbonniers.

En sidérurgie enfin, la Générale joue dès les années 1860 un rôle important dans la création de grands ensembles capables d'aligner leurs prix de revient sur ceux du marché international. Elle contribue aussi à explorer de nouveaux débouchés pour ces usines.

La Société Générale intervient aussi à l'étranger. En Europe, une de ses filiales construit et exploite plusieurs lignes de chemin de fer à la fin des années 1870. La Générale développe progressivement son pôle bancaire en France, où elle prend également des intérêts dans le secteur des chemins de fer à voie étroite. Cette tendance expansionniste s'accroît ensuite dans les années 1890, et la Générale investit dans des pays sans cesse plus lointains, dans des secteurs plus diversifiés. Dans le secteur sidérurgique, elle est désormais présente au Grand-Duché de Luxembourg et en Russie. Dans celui des charbonnages, elle est active en Serbie, en Allemagne, aux Pays-Bas. Une de ses sociétés patronnées, la Banque Belge pour l'Étranger (créée en 1902) fonde un réseau de succursales bancaires en Chine, en Grande-Bretagne, en Égypte... Mais son secteur de prédilection à l'étranger reste le chemin de fer : ses filiales construisent de nouvelles lignes en Espagne, au Mexique, en Argentine, en Chine, en Russie... Peu avant la Première Guerre mondiale, la Générale prend des intérêts dans deux groupes présents quasi-exclusivement à l'étranger, dans les secteurs du chemin de fer, du tramway et de l'électricité : la Compagnie Mutuelle de Tramways (devenue ensuite Tractebel et reprise aujourd'hui par GDF Suez) et la Société des Chemins de Fer Secondaires (aujourd'hui CFE).

En 1914, les intérêts de la Générale à l'étranger représentent la moitié de la valeur de son portefeuille... En 1906, elle s'est engagée au Congo à la requête du roi Léopold II. À cette époque, la future colonie belge est encore l'État indépendant du Congo. En partenariat avec des capitalistes anglais et américains, la Société Générale a créé trois sociétés placées sous sa gestion, trois sociétés « sœurs » qui seront les plus importantes entreprises industrielles du Congo : l'Union Minière du Haut Katanga (qui exploite des mines de cuivre, d'or, d'étain, cobalt...). Cette société est devenue aujourd'hui Umicore ; la Société Internationale Forestière et Minière du Congo, alias Forminière (qui se spécialisera dans l'exploitation de diamants) ; et la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga. Cette dernière est chargée de construire une voie ferrée « nationale », c'est-à-dire entièrement implantée sur sol congolais, entre les centres industriels du Katanga et Léopoldville (aujourd'hui Kinshasa).

Le plan de développement du Congo mis au point par le roi, en collaboration avec un nouveau directeur de la Générale, Jean Jadot, repose donc sur son industrialisation accélérée. Et même

s'il avait fait appel à des capitalistes étrangers, le roi tenait à ce que la direction effective des trois entreprises repose en des mains belges.

En acceptant d'investir au Congo, la Générale renouait avec sa vocation de holding de développement. Tout cela sous le contrôle de l'État belge, qui reprit le Congo comme colonie en 1908. Mise à l'encan du Congo ? Il ne faut pas perdre de vue que dans les trois entreprises créées en 1906, la Colonie elle-même était le principal actionnaire et, partant, le principal bénéficiaire.

La Grande Guerre éclata alors que la situation de la Générale était des plus prospères. Pendant les cinq années de conflit, ses efforts vont se concentrer dans trois directions : organiser la résistance morale et le ravitaillement du pays ; préserver l'appareil industriel et économique belge, en Belgique même et à l'étranger ; préparer un relèvement aussi rapide que possible de la Belgique à l'issue du conflit.

Très vite, la direction comprit que la population ouvrière, privée de travail, était menacée de famine. Si l'on ne faisait rien pour venir en aide aux innombrables démunis, la guerre risquait de provoquer un clivage définitif entre classes sociales. À l'initiative de quelques personnalités bruxelloises – dont le gouverneur de la Générale, Jean Jadot, son directeur Émile Francqui, mais aussi Ernest Solvay, Dannie Heineman (patron de la Sofina, etc. – un « Comité national de secours et d'alimentation » fut mis sur pied, qui réussit à obtenir des belligérants l'autorisation d'importer des vivres en Belgique occupée sous la surveillance bienveillante de quelques États neutres. En l'absence des autorités légitimes du pays, le Comité national et la Générale jouèrent un rôle essentiel dans la vie sociale de la Belgique occupée, au point que l'on attribuait couramment à Francqui des intentions politiques pour l'après-guerre.

Du point de vue industriel, la Générale s'efforça de maintenir opérationnelles les entreprises indispensables à la survie du pays – les charbonnages, par exemple. Elle aurait également désiré pouvoir organiser l'exportation de produits manufacturés vers les pays neutres, mais les belligérants s'y opposèrent. Petit à petit, faute de matières premières, les usines s'arrêtèrent. Pas mal d'entre elles furent ensuite démantelées par l'Occupant, parfois dans le seul but d'affaiblir à jamais l'industrie belge.

Au lendemain de la guerre, la relance de l'industrie belge mobilisa toute l'énergie de la Société Générale. Sa direction imagina de créer dans plusieurs secteurs (textile, chimie, sidérurgie...) un « trust » national qui concentrerait l'essentiel des activités du pays. Plus que jamais, la Banque revendiquait une vocation véritablement nationale, que l'on peut résumer en trois mots : émanciper le pays (en ressources énergétiques, en matières premières, en moyens financiers, en technologies de pointe...). Le gouvernement intervint de différentes façons pour faciliter le déploiement de la Société Générale dans de nouveaux secteurs industriels (non-ferreux, engrais, carburants, produits pharmaceutiques...), parce qu'il voyait dans le holding un auxiliaire puissant de sa politique nationaliste. Cette connivence entre le holding et les pouvoirs publics fut alors particulièrement palpable. Elle s'exprima par exemple lors du rachat des entreprises allemandes séquestrées. À la même époque, ce fut avec le soutien inconditionnel et la bénédiction du gouvernement que la Générale joua un rôle capital dans la conquête économique du Grand-Duché de Luxembourg, dans la privatisation de l'économie congolaise ou dans l'expansion bancaire belge à l'étranger. La mise en valeur de la colonie joua évidemment un rôle fondamental dans le projet d'émancipation nationale imaginé à Bruxelles, dans la mesure où le Congo était une source inépuisable de matières premières pour l'industrie belge.

En 1928, la Société Générale absorba la Banque d'Outremer, fondée en 1899 à l'initiative du général Albert Thys, et qui était devenue sous la direction d'Émile Francqui et du juriste Félicien Cattier la deuxième puissance financière du pays... Cette opération allait renforcer encore le rôle prépondérant de la Générale dans l'économie de la Colonie. Par un réseau de participations en cascade, la Générale était désormais le deuxième plus important actionnaire de l'Union minière du Haut Katanga, après la Colonie elle-même. Elle contrôlait aussi les trois chemins de fer les plus importants de la colonie, la totalité de la production congolaise de cuivre, du diamant, du radium, du ciment et une partie de la production de l'or. Au prix de mille difficultés, elle avait réussi à asseoir solidement les trois sociétés « sœurs » fondées en 1906. En 1928, elle inaugurait avec faste et en présence du roi Albert Ier de Belgique le chemin de fer entre Bukama et Port-Francqui (aujourd'hui Ilebo) : le Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga ou B.C.K.

À la même époque, et dans un climat boursier euphorique, la Générale s'efforça de prendre des participations dans les différentes entreprises sidérurgiques belges. Le rêve de cartelliser l'ensemble de la production belge d'acier semblait devoir se matérialiser, moins de dix ans après que Jean Jadot avait tenté de négocier la fusion de toutes les entreprises sidérurgiques belges au sein d'un vaste trust. Même tendance à la concentration dans d'autres secteurs. Dans celui de la chimie, par exemple, la Générale prit une part importante à la création de la société Union Chimique Belge (UCB).

Mais le monde n'était pas remis des effets économiques et politiques de la Grande Guerre. Le krach de 1929 qui eut lieu en octobre à la Bourse de Wall Street se répercuta petit à petit sur l'Europe occidentale, après avoir mis à genoux l'économie de l'est européen et de l'Allemagne. Lorsque la Grande-Bretagne abandonna l'étalon-or (été 1931), les bourses de la vieille Europe s'effondrèrent. En Belgique, la Générale participa aux mesures de salut public prises pour enrayer la panique. Elle souscrivit au « syndicat du milliard », un organisme créé par les principaux organismes de crédit pour tenter de réguler les cours par des achats temporaires de titres. Mais en dehors même du syndicat, la Générale racheta de nombreux titres dépréciés, pour éviter la ruine des entreprises qu'elle patronnait. À la requête des pouvoirs publics, elle se porta aussi au secours d'entreprises et d'établissements bancaires défaillants étrangers au groupe. Mais le montant des crédits ouverts à l'industrie augmentait. Faute d'un mouvement d'affaires suffisant, les entreprises n'arrivaient pas à rembourser leurs dettes. Comme en 1848, la Générale se trouva alors paralysée par des créances gelées, jusqu'à ce que l'État en prenne une partie à sa charge, en 1934.

Parallèlement, et dans le souci de protéger l'épargne, le gouvernement imposa en 1934 la scission des banques mixtes : désormais, les banques de dépôt ne pourraient plus détenir des participations dans des entreprises industrielles. Pour se conformer à cette législation, la Société Générale fit apport en décembre 1934 de ses activités bancaires à une filiale nouvelle, la Banque de la Société Générale de Belgique (devenue ensuite Générale de Banque, puis Fortis Banque et aujourd'hui BNP Paribas Fortis). L'année suivante, et sous la pression des partenaires socialistes d'une coalition tripartite, le gouvernement mettait sur pied la Commission bancaire (plus tard Commission bancaire, financière et des assurances), chargée du contrôle des banques de dépôt.

À partir de 1934, la Société Générale de Belgique n'est donc plus une banque mixte mais est un holding industriel et financier avec des participations extrêmement diversifiées dans nombre de secteurs : charbon et sidérurgie comme au XIX^e siècle, mais aussi transports, chimie, textile, ciment, construction métallique...

En s'inspirant de l'attitude du gouverneur Jean Jadot pendant la Première Guerre mondiale, son successeur Alexandre Galopin influença considérablement le comportement de l'industrie en Belgique occupée, entre l'invasion en 1940 et son assassinat par la milice nazie « De Vlag », quatre ans plus tard. Les préoccupations du gouverneur étaient les mêmes qu'en 1914 : assurer la subsistance de la population belge ; éviter autant que possible les déportations de travailleurs ; éviter un clivage entre classes sociales ; et maintenir en état l'appareil industriel national. Mais pour survivre, la population belge devait se remettre au travail et même exporter une partie appréciable de sa production. Comme l'ensemble de la production et des transactions commerciales était sous contrôle allemand, il était fatal que l'Occupant se serve de l'industrie belge pour alimenter son effort de guerre. Galopin estimait que cette contribution pourrait plus efficacement être limitée si le patronat assumait ses responsabilités et acceptait de rester à son poste – ce fut la « politique de présence ».

Cette politique fut largement critiquée par la suite. La politique de présence passa pour une politique de collaboration aux yeux de beaucoup. Pour Galopin, cependant, l'industrie belge devait produire autant que possible pour le marché intérieur, et devait s'interdire de produire du matériel de guerre au sens propre. Après la guerre, ses collaborateurs et les industriels qui avaient suivi la même politique justifiaient leur comportement en disant qu'une résistance à outrance eût transformé la Belgique en cimetière. L'engagement du patronat avait été utile : « Si nous avions déserté, vous [le gouvernement de Londres] retrouveriez un pays germanisé, profondément divisé : divorce avec la masse, comme en France. Ici, rien de pareil ». La population aurait été livrée « au bon plaisir de l'Allemand », que ce soit en Belgique dans des usines dirigées par l'Occupant ou en Allemagne, dans des usines allemandes.

Dans les faits, la politique de travail de Galopin ne réussit à éviter ni les déportations, ni le travail des entreprises belges pour l'ennemi. Mais on est en droit de se demander avec Gaston Blaise, qui lui succéda comme gouverneur, ce que la Belgique aurait dû endurer, moralement et matériellement, en résistant à outrance à l'Occupant.

Dans le contexte sociopolitique de l'après-guerre, la notion même de profit fut remise en question. La Générale se trouva désormais en première ligne dans une lutte idéologique entre le libéralisme, le communisme pur et simple et la social-démocratie. Elle dut assurer la défense de l'entreprise libre, à une époque où l'on parlait surtout de nationalisations, d'intervention accrue de l'État et de planification économique. Elle encouragea aussi les efforts réalisés en vue d'améliorer les échanges internationaux, tout en déplorant la lenteur avec laquelle on levait les barrières douanières, notamment entre États européens.

La Générale continua à jouer un rôle fondamental dans nombre de secteurs industriels : sidérurgie, non-ferreux, ateliers métallurgiques, verre, papier, industrie cimentière, production et la distribution d'électricité. Dans tous ces domaines, un phénomène de rattrapage se produisit dans l'après-guerre pour rétablir la compétitivité économique des entreprises belges. Des accords furent passés avec des sociétés américaines pour obtenir des licences de procédés mis au point outre-Atlantique, tandis que les méthodes d'organisation du travail étaient revues pour améliorer la productivité et préserver la compétitivité des entreprises. La Société Générale commençait toutefois à souffrir de la séparation radicale entre les banques et l'industrie, réalisée en 1934. Pour assurer l'essor de ses filiales, le holding avait besoin de pouvoir recourir à l'épargne. Or, pour des raisons fiscales notamment, l'investisseur se détournait de l'industrie, tandis que l'État-Providence accaparait une masse sans cesse croissante de ressources. Cette situation obligeait les filiales du groupe à recourir

massivement à l'autofinancement. C'est ce qui explique sans doute en partie leur autonomie croissante vis-à-vis de leur maison-mère...

Dans les milieux politiques de gauche, la Société Générale se faisait critiquer à la fois comme le parangon du capitalisme sans visage, obsédé par la quête de puissance ; et comme un corps sans dynamisme, allergique à l'innovation.

Au Congo, cependant, les entreprises du groupe connurent un âge d'or dans les années 1950. Elles contribuaient aux revenus de la Société Générale pour une moitié environ.

Les années 1959-1961 sont une période de transition pour l'économie belge. La crise du charbon entraîna la fermeture accélérée des puits wallons, quelque dix ans avant celle des mines de Campine. Dans ce dossier, la Générale dut à la fois tenir compte des exigences de la CECA, qui demandait un assainissement accéléré du secteur sur le plan européen, et de celles des autorités belges, qui avaient par priorité à tenir compte des conséquences sociales des fermetures.

À la même époque, la Générale dut aussi faire face à une résurgence des tensions communautaires et à une intervention accrue de l'État dans l'économie (mise en place d'une programmation économique, création d'un holding public en 1962). Dans ce contexte peu favorable au lancement d'initiatives nouvelles, la Générale en prit une de taille : dans le cadre des lois de relance économique, elle créa de toutes pièces un nouveau complexe de « sidérurgie maritime » à Zelzate, près de Gand (projet Sidmar). Il s'agissait d'adapter la sidérurgie belge à de nouvelles contingences techniques et commerciales, pour assurer sa survie. Par ailleurs, pour combler le gap technologique qui existait désormais entre entreprises belges et américaines, de nombreuses entreprises furent créées en commun. Les Américains croyaient à la possibilité de faire de la Belgique une tête de pont pour s'implanter sur le marché européen... Quasi toutes les filiales de la Générale créèrent une ou plusieurs joint ventures avec des partenaires nord-américains. Même si ces associations furent souvent éphémères, elles contribuèrent à la reconversion économique des régions touchées par la crise charbonnière.

Dans les années 1960, plusieurs sociétés du groupe s'efforcèrent d'acquérir une taille suffisante, pour anticiper sur l'ouverture d'un grand marché européen. C'était le cas dans le secteur de la banque (concentration réalisée en 1964 entre la Banque de la Société Générale de Belgique, la Société Belge de Banque et la Banque d'Anvers), du verre (fondation de Glaverbel en 1961), de la construction électrique (1960), de l'électricité, des bureaux d'études (concentration des bureaux d'études de la Société de Traction et d'Électricité et de la Sofina en 1964), de la sidérurgie autour de Cockerill, etc. Durant les années 1960, les activités financières prirent aussi une importance accrue, tandis que les valeurs africaines perdaient de leur importance relative après l'indépendance du Congo en 1960 et la nationalisation des mines de cuivre en 1967.

La crise économique des années 1970 fut d'abord énergétique. Elle débuta lors de la flambée des prix pétroliers, en 1973. Cet événement survint alors que les économies occidentales étaient sujettes à une inflation galopante des prix et des salaires. Puis, vers la fin de l'année 1974, la récession industrielle commença. Cette crise était d'amplitude mondiale. À des facteurs conjoncturels, se mêlaient des changements structurels des moyens de production, et l'adaptation se fit dans la douleur.

La Générale, dont une bonne partie du portefeuille relevait de l'industrie lourde, souffrit des grands changements structurels induits par la crise. Le holding s'efforça de soutenir ses

filiales, dont plusieurs étaient fort ébranlées. Pouvait-elle d'ailleurs les abandonner à leur sort, alors même que les pouvoirs publics la sollicitaient pour pratiquer une politique dynamique de l'emploi ? La Générale fut ainsi amenée à porter à bout de bras des entreprises en pertes récurrentes, parce qu'il n'était politiquement et socialement pas possible d'« élaguer » le portefeuille. Indubitablement, la société payait là le prix de sa vocation « quasi-institutionnelle ». Et lorsqu'elle réussit à se dégager du secteur sidérurgique, ce ne fut pas sans essuyer les reproches les plus vifs de la part du politique et des syndicats, et moyennant la promesse d'intervenir dans la reconversion des régions touchées par la crise de l'acier.

La Générale s'efforça de redynamiser les nombreux secteurs dans lesquels elle restait présente. Alors même que tout recours à l'épargne était devenu impossible, elle essaya aussi de renouer avec la vocation créatrice d'un holding en lançant des projets axés sur des techniques de pointe, mettant en œuvre les compétences de plusieurs filiales. Mais en même temps, les pertes essayées dans plusieurs secteurs furent terribles.

Les années 1980 furent marquées par un effort de la direction de la Générale pour s'arracher aux effets néfastes de la crise et pour redéfinir une série d'objectifs à sa portée. Sous la conduite du treizième gouverneur, René Lamy, les finances du holding furent assainies. Par des appels répétés à l'épargne, dans un contexte de confiance retrouvée, les fonds propres de la Générale furent multipliés par sept en moins de sept ans. Revers de la médaille, l'actionnariat devient de plus en plus dispersé et instable (un groupe d'investisseurs flamands tenta d'ailleurs de spéculer sur le titre en 1987 en s'efforçant d'obliger la direction de la Générale à racheter un paquet de ses propres titres).

La stratégie industrielle du groupe fut l'objet d'une intense réflexion. Son avenir fut axé sur son internationalisation, l'élagage de son portefeuille et son redéploiement dans des secteurs porteurs. Les activités traditionnelles du groupe furent regroupées au sein de quelques sociétés pivots, et de nouvelles branches d'activité furent résolument attaquées : le trading, l'électronique, les médias (en association notamment avec le groupe GBL)... Le holding renforça ses participations dans les sociétés pivots, spécialement Tractebel et la Banque, tandis qu'il se dégageait de certaines participations industrielles « historiques » comme celles dans la FN, BN, CFE (Compagnie d'Entreprises CFE), Pabeltec...

En janvier 1988, le patron italien Carlo De Benedetti annonça son intention de lancer une OPA (offre publique d'achat) sur une partie du capital de la Société Générale de Belgique, dont il entendait devenir le premier actionnaire pour, dit-il, lui donner un nouveau souffle. De Benedetti agissait via une société française, Cerus, dirigée par Alain Minc. De Benedetti jouissait d'une réputation de redresseur d'entreprise avec Olivetti et, en France, l'équipementier Valeo. La direction de la Société Générale de Belgique, à savoir René Lamy, Jacques van der Schueren et Étienne Davignon, tenta de procéder dans l'urgence à une augmentation de capital de façon à diluer les positions déjà acquises par De Benedetti. Parallèlement, Davignon chercha à créer un noyau d'actionnaires stables, d'abord en recourant aux services d'André Leysen (mais celui-ci ne trouva pas d'ancrage dans le Nord du pays). Le groupe français Suez se montra alors l'arbitre des destinées de la société. Au terme d'une bataille boursière, il prit le contrôle de la Société Générale de Belgique avec l'appui d'une nouvelle coalition d'actionnaires belges, emmenée par la compagnie d'assurances AG (dirigée par Maurice Lippens).

La tentative d'OPA lancée par Carlo De Benedetti et ses alliés sur la Société Générale, début 1988, apparut comme un tournant fatal dans l'histoire de la Société Générale. Du combat que se livrèrent les groupes français Cerus et Suez pour prendre le contrôle du principal holding

belge, on peut faire plusieurs lectures : juridique (avec comme principaux acteurs Jean-Louis Duplat, à l'époque président du tribunal de Commerce, et la Commission bancaire) ; politique (avec l'absence de soutien du gouvernement belge, l'indifférence de la plupart des hommes politiques devant l'aliénation du premier holding du pays, le soutien au contraire de l'Élysée à Suez) ; financière (la perte d'indépendance de la Société Générale entraîna un boom boursier, la phobie des OPA et la recherche effrénée d'actionnaires stables par les principales entreprises du pays) ; industrielle (avec le recentrage de la Société Générale sur quelques secteurs d'activité, recentrage qui entraîne la vente de nombreuses filiales).

À Bruxelles, le groupe Suez délégua successivement à la tête de la Générale Hervé de Carmoy (1988-1991), Gérard Mestrallet (1991-1995), Philippe Liotier (1995-1998) et Christine Morin-Postel.

Hervé de Carmoy était un ancien de la Chase Manhattan Bank et la Midland Bank à Londres. Ses quelques mois passés à la tête de la Générale amenèrent de sérieux tiraillements au sein de la direction. De Carmoy est resté célèbre pour la façon très directe dont il s'est défait des participations de la Société Générale dans CIG-Intersys, Pabeltec, PRB ou la FN. Il est aussi celui qui procéda à la concentration du secteur des non-ferreux du groupe par la fusion entre ACEC-Union minière, Vieille Montagne et MHO.

Contrairement à de Carmoy, Gérard Mestrallet était un pur produit du groupe Suez, il avait fait toute sa carrière dans le groupe. Mis à la tête de la Société Générale en 1991, il négocia d'autres désengagements, comme la vente de CMB (ancienne Compagnie Maritime Belge) ou de CBR (anciennement Cimenteries Belges Réunies).

Les échecs de Suez dans la banque ou l'immobilier firent de sa participation dans la Société Générale de Belgique une part de plus en plus importante de son patrimoine. Gérard Mestrallet, rappelé de Bruxelles à Paris en 1995 pour succéder à Gérard Worms, choisit de donner une orientation résolument industrielle à Suez et liquida ses pôles bancaire et immobilier. À Bruxelles, il fut remplacé par Philippe Liotier, un ami de Gérard Worms, déjà venu en Belgique en 1989 pour être directeur d'ACEC-Union minière, avant de rejoindre la Société Générale de Belgique comme directeur délégué aux participations industrielles et à la stratégie. On lui doit le désengagement de la Générale de Banque par vente à Fortis. En 1997, le groupe Suez fusionna avec la Lyonnaise sous le nom provisoire de Suez-Lyonnaise des Eaux et annonça sa volonté de devenir un groupe industriel spécialisé dans l'eau, l'énergie, la propreté.

En 1998, Christine Morin-Postel, issue du sérail de la Lyonnaise des Eaux, prit à son tour la direction de la Société Générale Belgique. En avril 1998, le groupe Suez lança une OPE sur les actions de la Société Générale encore en circulation. Le groupe français cherchait à simplifier l'organigramme de son groupe, en supprimant un étage intermédiaire considéré comme inutile – et ce, en dépit des résistances d'Étienne Davignon. Il ambitionnait de limiter aussi le groupe de la Générale à sa participation dans Tractebel, filiale spécialisée dans l'énergie. La fusion entre la Société Générale de Belgique et Tractebel fut chose faite en 2003. La nouvelle société prit le nom de Suez-Tractebel.

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Le rôle de la Société Générale de Belgique dans l'économie a évolué au fil du temps. Durant ses premières années d'existence, elle fut essentiellement une banque d'escompte et de crédit immobilier, tout en remplissant les fonctions de caissier de l'État et de banque d'émission. À partir de 1830, elle est aussi une caisse d'épargne. Et dès 1834, elle investit directement

dans des affaires industrielles, devenant le prototype de la banque d'affaires ou de développement.

Avec la création de la Banque Nationale de Belgique, en 1850, la Société Générale de Belgique perdit certaines prérogatives, comme celles de caissier de l'État et de banque d'émission. La Banque Nationale lui faisait aussi concurrence pour ce qui regarde l'escompte de papier commercial. Durant la période 1850-1865, cette société se cantonna grosso modo dans le développement des sociétés qu'elle patronnait. Par ailleurs, la création de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite en 1865 amena une réduction du rôle joué par la caisse d'épargne tenue par la Société Générale.

À partir de 1866, toutefois, la Société Générale s'attacha de nouveau à développer ses opérations bancaires proprement dites, en donnant une extension progressive à ses comptes courants et de dépôts. En 1866 en effet, il fut décidé d'ouvrir aux personnes et sociétés admises par la direction des comptes de dépôt productifs d'un intérêt de 2,5 %. Ainsi que le stipulait le règlement de l'époque, il était délivré au déposant des reçus au porteur ou chèques pour ses retraits et au besoin des bons de virement pour les transferts de sommes d'un compte à l'autre. Ce service de comptes de dépôts connut un développement rapide. En 1873, la Société Générale institua un service pour le dépôt volontaire de titres et valeurs. Aux titulaires de dépôts de titres à découvert, étaient ouverts des comptes courants à vue ou à terme où étaient portés en compte les arrérages de ces dépôts. L'évolution de la masse des dépôts permit à la Société Générale de donner un nouvel élan à son activité de banque d'escompte.

Mais la Générale restait largement intéressée à l'industrie. La concentration de l'industrie belge fut en bonne partie son œuvre : dès la première moitié du XIX^e siècle, elle plaida pour les économies d'échelle et la rationalisation des entreprises, se heurtant à l'esprit de clocher des industriels liégeois ou hennuyers. Patronnant de nombreuses entreprises, elle leur fournit les fonds nécessaires pour surmonter les crises les plus sévères : en 1848, en 1886, en 1930...

Jusqu'en 1934, la Société Générale fut donc une banque mixte : à la fois banque de dépôts et banque d'affaires. Mais dans un contexte de crise, le législateur prit alors des dispositions pour scinder les banques mixtes.

À partir de cette date, la Société Générale de Belgique devint exclusivement une société holding. Elle entendait conserver un rôle d'animateur dans l'économie, en coordonnant le développement des secteurs industriels où elle était présente. Mais elle se heurta à de grosses difficultés : son portefeuille est très diversifié et ce phénomène ne va qu'en s'amplifiant ; ses ressources propres étaient pour une large part asséchées, car les temps étaient durs pour les capitaux à risque ; et sur le plan politique, le rôle des holdings et leur fonctionnement furent critiqués tant par la gauche (qui voulait établir un contrôle sur le holdings au même titre qu'il existait un contrôle des banques) que par la droite (qui critiquait un manque de vision et de dynamisme au sein de la Société Générale).

Malgré ces difficultés, la Société Générale patronna l'émergence d'entreprises belges d'envergure européenne ou mondiale dans les secteurs des non-ferreux, de l'électricité, du ciment... sans compter le rôle qu'elle avait joué dans la genèse de Cockerill. La Générale chercha aussi à intégrer certaines de ses filiales à des groupes plus vastes (ce fut notamment le cas de Glaverbel et des A.C.E.C.), au risque de se faire accuser de faire bon marché de l'indépendance économique nationale.

Après être passée sous le contrôle du groupe Suez, en 1988, la Société Générale de Belgique entama un recentrage accéléré sur un nombre sans cesse plus restreint de participations. Au

point que son rôle de holding intermédiaire entre la maison-mère (Suez) et la seule participation restée stratégique (Tractebel) fut remis en question en 1998 : Suez monta alors à 100 % dans son capital.

4. ORGANISATION

L'organisation de la Société Générale, fondée en 1822 sous le statut de société anonyme, a montré une grande stabilité au fil du temps. L'assemblée générale approuvait les comptes annuels et désignait les membres du conseil de direction – en théorie, du moins, car dans la pratique les directeurs étaient désignés par cooptation. Le conseil de direction était le principal organe de gestion de la société. Le nombre de membres du conseil de direction a toujours été limité : ils étaient sept en 1822, sept en 1914, treize en 1984 (sans compter le secrétaire). Le conseil était présidé par un gouverneur, assisté d'un vice-gouverneur (titre créé en 1871).

Dès la fin du XIX^e siècle, les directeurs se répartissent certaines tâches. Cette tendance va s'accroître avec la diversification des intérêts de la Société Générale. À partir de l'Entre-deux-guerres, la plupart des directeurs sont recrutés parmi les dirigeants des principales filiales du groupe, où ils ont fait leurs preuves. On cherche un équilibre entre les principaux secteurs où la Société Générale est active : un directeur pour le secteur du charbon, un pour la sidérurgie, un ou deux pour les affaires coloniales, un autre pour les métaux non ferreux, un pour le secteur de la construction mécanique et électrique, un pour le secteur de l'électricité, etc. Ce mode de fonctionnement amène une « pilariation » sectorielle du groupe et la formation de véritables baronnies. Les directeurs de la Société Générale conservent en effet leurs mandats dans les sociétés exploitantes contrôlées par la maison-mère et les intérêts de celle-ci ne sont pas nécessairement toujours pris en compte dans l'élaboration des stratégies sectorielles. C'est ce qui a amené l'émergence d'un conseil de direction restreint, qui peut être vu comme une tentative de lutter contre des forces centrifuges au sein du groupe.

Après la scission bancaire de 1934, le personnel de la Société Générale n'a jamais été très important. Parmi les services que le holding a développés, mentionnons surtout celui des études économiques.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

a. Les archives avant 1993

Dès sa création, la Société Générale de Belgique s'est activement préoccupée de la gestion de ses archives. Il existe d'ailleurs des documents se rapportant à leur conservation, à leur tri, à la destruction contrôlée d'archives considérées comme obsolètes. On possède une photo du service archives de la société prise vers 1922 (Archives de la Société Générale de Belgique, troisième série, numéro 917). On y voit deux archivistes en blouse blanche s'activant au milieu des travées marquées « pièces comptables – carnets de chèques » ou « contrats-récépissés ». Bien sûr, il ne s'agissait à l'époque que de gestion active, non de préoccupations patrimoniales. Mais à tous les niveaux de l'entreprise, les membres du personnel étaient convaincus qu'elle occupait une place éminente dans l'histoire du pays. Aussi les traces de son activité furent-elles jalousement et intelligemment préservées.

Le premier versement d'archives historiques de la Société Générale de Belgique aux Archives de l'État fut réalisé durant l'Entre-deux-guerres, à l'intervention d'Étienne Sabbe, qui

deviendra plus tard archiviste général. Il s'agissait d'archives remontant au XIX^e siècle, et même, pour la plupart d'entre elles, à la première moitié du XIX^e siècle.

En 1992, l'A.V.A.E. (Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises) fut approchée par la Société Générale pour réaliser l'inventaire d'archives gérées par le secrétariat du groupe. L'A.V.A.E. confia cette mission à René Brion et Jean-Louis Moreau. Ce premier contrat portait sur 250 mètres linéaires d'archives, une masse ramenée au terme du traitement à 160 mètres linéaires. Ce fonds comprenait notamment de nombreux documents concernant la période de guerre et un volumineux secrétariat financier où un dossier était ouvert au nom de chaque participation de la société. Une fois l'inventaire terminé (il comportait 2.343 articles), la Société Générale conserva ces archives par devers elle.

b. Le deuxième versement

Au cours de cette mission de 1992, cependant, les archivistes René Brion et Jean-Louis Moreau avaient découvert dans une des caves de la Société Générale de Belgique un autre lot d'archives historiques de la Société Générale de Belgique. Leur intérêt historique était tel que l'A.V.A.E. demanda à la direction de la Société Générale s'il était possible d'envisager leur sauvegarde définitive et le financement de leur classement. La cave où les archives étaient conservées était fort humide et en outre, la destruction des archives était programmée à terme. À l'intervention de M. Baudouin Waucquez, administrateur de l'A.V.A.E. et ancien cadre de la Société Générale de Belgique, celle-ci donna son feu vert et le classement et l'inventaire des archives eut lieu en 1993. L'inventaire était presque achevé lorsque leur transfert vers les Archives générales du Royaume eut lieu. En décembre 2000, la direction de la Société Générale décida de faire don de ces archives aux A.G.R. Deux ans plus tard, l'A.V.A.E. et les auteurs menèrent l'inventaire à terme. Il fut publié en 2006 sous le titre « *Archives du groupe de la Société Générale de Belgique. Deuxième versement* » (A.G.R., Inventaires, n° 382). Ce lot mesure quelque 72 mètres linéaires et comprend 1.082 articles.

Notons au passage que des archives de la Banque d'Outremer furent retrouvées en même temps que ce lot d'archives de la Société Générale. Elles furent également transférées aux A.G.R. et firent l'objet d'un inventaire distinct.

c. Le troisième versement

En 1993, au cours du traitement des archives qui firent l'objet du deuxième versement, de nouvelles archives historiques de la Société Générale de Belgique furent « découvertes » par les archivistes travaillant pour l'A.V.A.E. En juin 1993, la direction de la Société Générale confia le traitement de ce nouveau lot d'archives à l'A.V.A.E. Il s'agissait pour l'essentiel d'archives d'anciens charbonnages gérés par la Société Générale de Belgique et d'anciens directeurs de la société. Pour diverses raisons, leur traitement ne fut achevé qu'en 2000. Entre-temps, les archives (81 mètres linéaires après traitement) avaient été transférées aux A.G.R. C'est en 2000 également que la direction de la Société Générale décida d'en faire don aux A.G.R., en même temps que les archives du « deuxième versement ». Quant à l'inventaire, il fut publié en 2001 sous le titre « *Archives du groupe de la Société générale de Belgique s.a. Troisième versement* » (A.G.R., Inventaires, n° 302). Ce troisième lot comprend 1.174 articles.

d. Le quatrième versement

Ces différentes missions ponctuelles n'étaient toutefois que le prélude d'une opération de plus grande envergure. À la suite de contacts que René Brion et Jean-Louis Moreau prirent début

2001 avec Jean-Jacques Massart, directeur à la Société Générale, il fut décidé de verser l'ensemble des archives historiques de cette société aux Archives de l'État. De manière générale, les archives antérieures à l'O.P.A. manquée de Carlo De Benedetti en 1988 furent considérées comme historiques. L'A.V.A.E. fut chargée de procéder à la visite systématique des archives en place dans les caves de la société et de préparer le déménagement des archives historiques vers les A.G.R. Une double liste fut donc dressée en mars 2001, qui faisait la distinction entre archives qui resteraient la propriété de la Société Générale et celles qui seraient cédées en don aux A.G.R.

Parmi les archives cédées en don aux A.G.R., il y avait le lot d'archives déjà inventorié par leurs soins en 1992. Celles-ci avaient été malheureusement un peu malmenées depuis 1990 : certains dossiers avaient été détruits, d'autres avaient été ajoutés sans être répertoriés au préalable. Aux 146 mètres du fonds initial qui existaient encore, venaient ainsi s'ajouter 14 mètres environ d'archives supplémentaires. Une mise à jour de l'inventaire s'imposait donc.

D'autre part, la prospection systématique des différentes caves permit de repérer grosso modo 250 mètres d'archives supplémentaires présentant un caractère historique avéré. Il s'agissait pour l'essentiel des archives des organes statutaires de la Société Générale, des documents produits par une série de dirigeants du holding, des archives de quelques filiales et des archives comptables. Certaines séries essentielles – les procès-verbaux des réunions du conseil de direction, les bilans, le grand-livre, le livre journal – remontaient à la fondation de la Société Générale en 1822.

Ce furent donc plus de 400 mètres d'archives au total qui furent versées aux A.G.R. en 2001. Mais dans les années qui suivirent, l'A.V.A.E. mena à bien de nombreux chantiers qui l'empêchèrent de commencer leur traitement. Ce ne fut qu'entre 2008 et 2010 que René Brion réalisa l'inventaire. En 2014, Jean-Louis Moreau procéda à la renumérotation du fonds et à la mise en conformité de l'inventaire aux normes des A.G.R.

e. Le cinquième versement

À la suite de la fusion intervenue, le 31 octobre 2003 entre la Société Générale de Belgique et Tractebel (qui formèrent alors Suez-Tractebel), il fut décidé par la direction de mettre fin à l'occupation des locaux du 30 de la rue Royale, ancien siège social de la Société Générale de Belgique, et de regrouper les activités de l'entité fusionnée à la place du Trône, siège social de Suez-Tractebel. En janvier 2004, l'A.V.A.E. fut sollicitée pour effectuer un tri au sein des archives existant dans les caves de la rue Royale : il fallait opérer une distinction entre archives à éliminer, archives à transférer au nouveau siège « Trône » de la société Suez-Tractebel et archives à traiter comme « archives historiques ». Pour opérer cette distinction en connaissance de cause, René Brion eut de nombreuses entrevues avec des cadres du groupe, dont Jean-François Poncelet (juriste au secrétariat général), J. Perpete (ressources humaines), Christian Houet (responsable de la logistique), Pierre Navaux (Corporate Finance Officer), M. Authier (fiscaliste), Marc Burtomboy (contrôle de gestion), Ingrid Tubbax (communication), C. Verhagen (mécénat), Christine De Mayer (secrétaire des administrateurs délégués successifs), Hilde van Bockhaven (secrétaire de Jean-Pierre Standaert), Georges Nève, Mme Feyaerts (stratégie), P. Van den Bulcke (communication).

En mars 2004, le tri était terminé. La masse des « archives historiques » était évaluée à 320 mètres linéaires. Cette masse fut transportée jusqu'aux A.G.R. Une part de ces archives – un quart environ – concernait encore des périodes d'activité de la Société Générale de

Belgique antérieures à 1988 : ces documents furent autant que possible joints à la quatrième série, lors de son inventaire entre 2008 et 2014.

En septembre 2010, le groupe Suez-Tractebel prit contact une nouvelle fois avec l'AVAE : à la suite de la fusion entre la Société Générale de Belgique et Tractebel, la société quittait son siège de la place du Trône (revendu au groupe AXA) et comme en 2003, ce déménagement était l'occasion de vider complètement les caves du groupe. Un recensement de ces caves amena l'identification de différents lots d'archives historiques comprenant, entre autres, 347 mètres linéaires d'archives de la Société Générale de Belgique transférées de la rue Royale à la place du Trône en 2003. Un tri sévère fut effectué sur place en 2011 et la masse des archives ramenée à 100 mètres linéaires.

Les archives furent transférées de la place du Trône aux A.G.R. en décembre 2011 et janvier 2012.

Le traitement des deux lots d'archives déposés aux A.G.R. – les 320 mètres déposés en 2004 et les 100 mètres versés en 2012 – fut entamé dès 2012. Il fut décidé en cours de traitement de fondre les deux lots et de dresser un seul inventaire : il s'agissait d'archives récemment séparées et en les réunissant, on rétablissait la situation existant en 2003.

Mais ce n'était pas tout ! En cours de classement, un lot d'archives de la Société Générale de Belgique fut repéré dans les magasins des A.G.R. Il faisait quelque 60 mètres linéaires et comprenait des archives couvrant la période 1850-1920. Elles avaient été versées en 1960 et 1961, à une époque où l'archiviste général du Royaume était encore Étienne Sabbe. Elles furent jointes aux 420 mètres déjà collectés.

Le tout fut rassemblé sous le label « Archives de la Société Générale de Belgique – cinquième série ». L'inventaire en a finalement été publié en 2025.

f. Origine du présent versement

Les cinq premiers versements d'archives de la Société Générale de Belgique aux A.G.R. sont donc l'initiative de la société elle-même et de ses liquidateurs, le groupe Suez (aujourd'hui Engie). Les archives qui font l'objet du présent inventaire ont une autre trajectoire. Produites pour la plupart avant 1934, elles ont été récupérées dans les années 1970 par l'archiviste de la Société Générale de Banque, Mme Wybo-Wehrli. Les archives étaient conservées dans des bâtiments propriété de la Banque. Considérant que le holding « Société Générale de Belgique » et la « Société Générale de Banque » tiraient tous deux leur origine de la banque mixte fondée en 1822, l'archiviste les a intégrées aux archives de la Banque.

Ces quelque 65 mètres linéaires de documents ont donc été transférés (à une date inconnue) dans les dépôts d'archives historiques de la Banque, d'abord chaussée de Gand, puis rue de la Chancellerie. C'est là qu'elles se trouvaient lors de leur traitement par René Brion et Jean-Louis Moreau, entre 2005 et 2008.

Après inventaire, les archives de la Société Générale de Belgique ont été mises à la disposition des chercheurs par la Banque BNP Paribas Fortis entre 2008 et 2022. L'inventaire a été mis en ligne par la Banque pour faciliter les recherches.

En 2018, la direction de la Banque a décidé de céder en don les archives historiques de l'entreprise aux Archives de l'État.

2. ACQUISITION

C'est finalement en septembre 2022 que les archives de la Société Générale de Belgique propriété de BNP Paribas Fortis ont été transférées aux Archives Générale du Royaume (dépôt Joseph Cuvelier ou A.G.R. 2), en même temps qu'une série d'autres fonds d'archives faisant partie du patrimoine de BNP Paribas Fortis. Le contrat de don avait été signé le 24 mars 2022. Les archives ont alors été intégrées au patrimoine des A.G.R. sous le nom d'« Archives de la Société Générale de Belgique – sixième versement ».

Fin 2022, juste après son déménagement vers les Archives de l'État, le fonds a été reclassé, quelques articles acquis depuis 2008 ont été intégrés et les archives ont été conditionnées en chemises et boîtes non acides par Annette Hendrick, Marie Meyer et Doriane Maringer.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Les archives de la Société Générale de Belgique présentent un puissant intérêt, et ce pour plusieurs raisons. Elle est la plus importante société qui ait jamais existé en Belgique, en ce sens qu'il n'y a pas d'autre d'exemple d'un pays dont le développement économique ait été aussi intimement lié à celui d'une entreprise privée, pendant un aussi long laps de temps. En outre, elle s'est intéressée à des entreprises actives dans de nombreux pays.

Au fil de son histoire, la société s'est intéressée à quasi tous les secteurs de l'industrie et des services. Le poids de la Générale au sein de l'industrie belge a augmenté sans cesse en valeur absolue, mais diminué sur le long terme en valeur relative par rapport à l'ensemble de l'économie nationale. Au milieu du XIX^e siècle, la Générale contrôlait quelque 40 % de l'industrie lourde (20 hauts fourneaux sur 50 ; 44 % de la production de charbon). Elle resta par la suite intéressée pour l'essentiel à des secteurs gourmands en capitaux : les chemins de fer, les non-ferreux, l'électricité, la sidérurgie... Durant les « golden sixties », le groupe intervenait encore à hauteur de 18 % dans les investissements de l'industrie manufacturière belge : elle contrôlait alors un groupe de plus de 400 sociétés (dont 123 participations directes) ! Par ailleurs, il ne faut pas retenir que les aspects quantitatifs pour apprécier la puissance de la Générale. Les entreprises qu'elle patronnait jouaient souvent un rôle moteur dans les associations professionnelles et les cartels regroupant toutes les entreprises d'un même secteur. Par ce biais, l'influence que la Générale exerçait sur l'ensemble de l'industrie dépassait le poids de ses filiales.

Les présentes archives reflètent essentiellement la période de son histoire antérieure à 1934 et à la scission de la banque mixte « Société Générale de Belgique » en un holding éponyme et une banque de dépôt baptisée à l'époque « Banque de la Société Générale de Belgique ». Le fonds comprend notamment plusieurs lots relatifs à la Première Guerre mondiale et des séries qui remontent même à la fondation de la société, en 1822, comme d'importantes archives comptables qui complètent celles conservées dans le fonds « quatrième versement ».

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Seuls quelques doubles ont été éliminés.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Nous renvoyons à l'historique des archives pour ce qui regarde ce point.

D. MODE DE CLASSEMENT

Le mode de classement adopté reflète celui déjà utilisé lors du classement des fonds précédents. Le fonds est divisé en 21 sous-ensembles qu'on peut regrouper ainsi : statuts et historiques (1 sous-fonds), conventions (1 sous-fonds), archives des organes statutaires de la société (1 sous-fonds), archives de dirigeants et cadres (7 sous-fonds), archives relatives aux opérations bancaires (1 sous-fonds), archives relatives au réseau (1 sous-fonds), archives de différents services (7 sous-fonds), archives d'organismes gérés par la Société Générale de Belgique (1 sous-fonds), archives diverses.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

La convention de don signée entre la Banque BNP Paribas Fortis et les Archives de l'État stipule que « pour toute archive produite après 1980, un délai de consultation de 40 ans est de rigueur ». Les archives de ce fonds sont donc immédiatement consultables, à quelques exceptions près.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

Les conditions de reproduction en vigueur aux AGR sont applicables aux archives de ce fonds.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

La grande majorité des archives est en français.

D. CARACTÉRISTIQUES MATÉRIELLES ET CONTRAINTES TECHNIQUES

Le fonds comprend un grand nombre de registres très pesants.

E. RECOMMANDATIONS POUR L'UTILISATION

Le chercheur ne perdra pas de vue que les archives de ce fonds ne sont qu'une partie des archives de la Société Générale qui ont survécu.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

D'autres fonds d'archives présentent des complémentarités avec le fonds « Société Générale de Belgique, sixième versement ». On pense par priorité aux cinq versements antérieurs. Nombre de sous-fonds ont été démembrés à la suite des aléas de ces versements multiples. C'est le cas des archives comptables, réparties dans les quatrième et sixième versements. Autre exemple : le chercheur qui s'intéresse à la carrière du sixième gouverneur de la Société Générale, Jean Jadot, est malheureusement contraint de prendre en mains les inventaires des deuxième, troisième et quatrième versements. Il existe des archives de Pierre Oury dans les troisième et quatrième versements. Et ainsi de suite.

On sait aussi que des archives de la Société Générale de Belgique sont conservées à ce jour par la Banque BNP Paribas Fortis, qui en est l'héritière. Par ailleurs, il existe de nombreux fonds susceptibles d'éclairer l'histoire du groupe, comme celui de la Banque d'Outremer, une

société absorbée en 1928 par la Société Générale de Belgique, ou ceux des principales filiales ou sous-filiales du holding : B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger), Tractebel (aujourd'hui GDF Suez), Union Minière (aujourd'hui Umicore), Générale de Banque (aujourd'hui BNP Paribas Fortis), AG Insurance, CBR, etc. Nombre de ces fonds ont été traités et inventoriés par l'A.V.A.E., en collaboration avec les A.G.R. Ces fonds sont conservés aux Archives de l'État, sauf pour ce qui regarde les archives d'AG Insurance et de la Générale de Banque (aujourd'hui BNP Paribas Fortis), conservées par les entreprises productrices.

B. BIBLIOGRAPHIE

BRION, R. et MOREAU, J.-L., *La Société Générale de Belgique. 1822-1997*, Anvers, 1998.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

Les deux auteurs, René Brion et Jean-Louis Moreau, ont travaillé conjointement à la rédaction du présent inventaire entre 2005 et 2008, sans que telle ou telle partie soit attribuable à l'un en particulier. En 2022, une mise à jour a été effectuée par Jean-Louis Moreau, Annette Hendrick, Marie Meyer et Doriane Maringer.

Le traitement tient compte des normes archivistiques internationales telles qu'appliquées en Belgique par les Archives de l'État et exposées dans les ouvrages suivants :

- PETIT R., VAN OVERSTRAETEN D., COPPENS H. et NAZET J., Terminologie archivistique en usage aux Archives de l'État en Belgique. I. Gestion des archives (Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 16), Bruxelles, 1994.
- COPPENS H., De ontsluiting van archieven. Richtlijnen en aanbevelingen voor de ordening en beschrijving van archieven in het Rijksarchief (Algemeen Rijksarchief en Rijksarchief in de provinciën. *Miscellanea Archivistica Manuale*, 21), Bruxelles, 1994.
- Directives relatives au contenu et à la forme d'un inventaire d'archives (Archives générales du Royaume et Archives de l'État dans les provinces), Bruxelles, août 2012.

VII. ANNEXE : LISTE DES ABRÉVIATIONS LES PLUS COURANTES

A.C.E.C. :	Ateliers de Constructions Électriques de Charleroi
A.G. :	Aktiengesellschaft
A.G.R.:	Archives générales du Royaume
A.M.B. :	<i>Annexes au Moniteur belge</i>
A.M.I.	Agence Maritime Internationale
a.s.b.l. :	association sans but lucratif
A.V.A.E. :	Association pour la Valorisation des Archives d'Entreprises
B.B.E.	Banque Belge pour l'Étranger
B.S.G.B. :	Banque de la Société Générale de Belgique
Cie :	compagnie
Co. :	Compagnie ou Company
Corp. :	Corporation
C.R.B.	Commission for Relief in Belgium
C.S.K.	Comité Spécial du Katanga
Cy :	Company
F.N.R.S.	Fonds National de la Recherche Scientifique
G.m.b.H. :	Gesellschaft mit beschränkten Haftung
Inc. :	Incorporated

Ltd. :	Limited
m. :	mètre
n° :	numéro
n.v. :	naamloze vennootschap
NN. :	[sigle conventionnel pour un prénom inconnu]
O.P.A. :	offre publique d'achat
s.a. :	société anonyme, società anonima
s.a.r.l. :	société anonyme à responsabilité limitée
s.c.a.r.l. :	société congolaise par actions à responsabilité limitée
S.G.B. :	Société Générale de Belgique
U.M.H.K.	Union Minière du Haut-Katanga

INVENTAIRE

I. STATUTS, HISTORIQUES

A. STATUTS

1. Photocopie d'une brochure intitulée *Statuts de la Société anonyme* [Société Générale des Pays-Bas pour favoriser l'Industrie Nationale] à former à Bruxelles en exécution de l'arrêté royal du 28 août 1822 (en français et en néerlandais).
1822. 1 pièce
2. Brochures avec les statuts coordonnés de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale puis S.G.B. en 1871, juin 1919, juillet 1922, 1923, février 1928 et décembre 1935, photocopies de divers statuts entre 1935 et 1961.
1871-1961. 1 liasse
3. Circulaires du gouverneur Ferdinand Baeyens et du secrétaire Édouard De Brabander annonçant l'adoption à partir du 1^{er} janvier 1905 d'une nouvelle dénomination pour la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale : « Société Générale de Belgique ». 1904. 2 pièces
4. Notice relative à la modification des statuts de la S.G.B. à la suite de l'admission à la cote de la Bourse de Bruxelles de 31.000 nouvelles parts sociales et parts de réserve.
1919. 1 pièce
5. Brochures avec les statuts coordonnés en mai 1929 et mai 1963, photocopies des extraits des *A.M.B.* relatifs à la constitution de la B.S.G.B. (Banque de la Société Générale de Belgique) s.a. en 1934.
1929-1963. 1 chemise
6. Acte notarié enregistrant la prorogation de l'existence de la S.G.B. jusqu'en 1958.
1936. 2 pièces

B. HISTOIRE DE LA SOCIÉTÉ ET DE SES FILIALES

7. Copies de documents conservés aux archives de l'État à La Haye relatifs à la création de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale : projet de statuts, mémoire du baron Joseph de Bonaert (commissaire du Grand-livre de la dette publique), lettre du ministre d'État Repelaer van Driel au Roi Guillaume, considérations sur le futur personnel, etc.).
1822. 1 chemise
Avec document du 5 avril 1971 listant les différents documents que l'on peut trouver dans les photocopies.
8. Documentation sur l'histoire des banques et du groupe de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale au XIX^e siècle : extraits d'annuaires et

- d'almanachs, copies des statuts de la société, de la Banque Foncière s.a., de la Société Nationale pour Entreprises Industrielles et Commerciales s.a., de la Société de Commerce s.a. et de la Société des Capitalistes Réunis dans un But de Mutualité Industrielle s.a., extrait du *Journal d'Anvers* du 23 juin 1866 publié à l'occasion du décès du baron J.J.R. Osy de Wichem.
1839-1900. 1 chemise
9. Carte topographique au 1/5000^e de la forêt de Soignes telle qu'elle fut cédée par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale à l'État Belge en 1842.
1843. 1 pièce
La carte, dressée par le géomètre J.-B. De Roy, indique la situation des triages forestiers.
10. Documentation historique sur la S.G.B. s.a. et en particulier ses activités bancaires : correspondance, coupures de presse, extraits d'articles de revues et de livres historiques.
1863-1996. 1 chemise
11. Étude historique sur la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale réalisée Edmond Mesens et dédiée au baron Goffinet.
1875. 1 volume HF
Après un texte de synthèse, l'ouvrage comprend de nombreux tableaux sur l'évolution financière et comptable de la S.G.B.
12. Note sur l'historique de la dénomination sociale de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale puis et l'usage du néerlandais dans les statuts et les documents légaux produits par la société.
1942. 1 pièce
13. Spécimens de journaux contenant des articles relatifs à la S.G.B., ses activités ou ses dirigeants : *L'Écho de la Bourse* (30 octobre 1904, avec portraits de Ferdinand de Meeus et du baron Ferdinand Baeyens), *La Finance Illustrée* (2 mai 1906), *Internationales Bank- und Handels-Journal* (Vienne, 12 mai 1907), *Patrie* (journal publié pendant la Première Guerre mondiale, septembre 1916).
1904-1916. 1 chemise
14. Publications et brochures relatives à l'histoire de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale et ses litiges avec le gouvernement belge après l'indépendance de la Belgique (copies).
1823-1851. 1 liasse
Voir en annexe le détail de cet article.
15. Article de J. Schoonheydt publié dans le *Bulletin du Cercle d'Études Numismatiques* de juillet-septembre 1974 et intitulé *Les premiers billets de banque belges émis par la Société Générale (1837-1850)*.
1974. 1 pièce
Avec reproduction d'un échange de lettres entre le ministre des Finances Léopold d'Huart et la Banque.
16. Dessin d'un blason destiné à la S.G.B.
s.d. 1 pièce
17. Mémoire d'A. Schroyens, *De groep van Société Générale de Belgique*, présenté à la Katholieke Universiteit te Leuven (Instituut voor Toegepaste Economische

Wetenschappen) dans le cadre d'une licence en sciences économiques.
1965.

1 volume

C. CÉLÉBRATION D'ANNIVERSAIRES

18. Dossier concernant le cinquantième anniversaire de la Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale : menu de banquet du 28 août 1872, enveloppe d'invitation au banquet, dépliant illustré avec liste des gouverneurs, secrétaires, directeurs, commissaires et sociétés patronnées, poème jubilaire.
1872. 1 chemise
19. Dossier concernant la célébration du centième anniversaire de la S.G.B. : brochure intitulée *Célébration du centenaire de la fondation de la Société Générale de Belgique* (avec les discours de la journée commémorative du 23 décembre 1922 et la liste des invités) et numéros de divers journaux évoquant le centième anniversaire de la S.G.B. (*Le Soir, La Dernière Heure, La Nation Belge, La Gazette, La Libre Belgique, Journal de Bruxelles, Le XXe Siècle, Le National Bruxellois, L'Étoile Belge, L'Indépendance Belge, Het Nieuws van den Dag, Het Laatste Nieuws*).
1922. 1 liasse
La brochure est conservée en 4 exemplaires.
20. Dossier concernant la célébration du centenaire de la fondation de la S.G.B. : textes des discours et toasts prononcés lors de la séance académique par le gouverneur Jean Jadot, Léon Van der Rest (Banque Nationale de Belgique), Georges Deprez (au nom des sociétés patronnées), le Premier ministre Georges Theunis, Charles Sargent au nom de la B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne) s.a., Franz Philippson, Jules Carlier (Comité Central Industriel), listes des excusés, programmes détaillés des journées de commémoration, note au personnel, relevé nominatif indiquant la place des membres du personnel masculin et féminin.
1922. 1 chemise
Avec spécimen du *Bulletin du Club de la Générale* n^o 71 du 10 janvier 1923.
21. Brochure imprimée intitulée *Le centenaire de la Société Générale de Belgique 1822-1922*, reprenant les discours prononcés lors de la cérémonie commémorative du 23 décembre 1922 et quelques photos prises à cette occasion.
1922. 1 pièce
22. Livre publié à l'occasion du centenaire de la société et intitulé *La Société Générale de Belgique, 1822-1922* (2 exemplaires).
1922. 1 volume
23. Numéro du *Bulletin hebdomadaire* de la S.G.B. consacré au centenaire de la société, avec texte du discours prononcé par le gouverneur Jean Jadot et coupure de presse du journal *Le Soir* du 21 décembre 1922 consacré à cet anniversaire.
31 décembre 1922. 1 pièce
24. Croquis de la disposition des membres du personnel à l'occasion des cérémonies du centenaire de la S.G.B.
1922. 1 pièce

- 25-30. Dossier concernant le mémorial rédigé par Jacques Bolle à l'occasion du cent cinquantième anniversaire de la S.G.B. en 1972.
1957-1978. 4 liasses
25. Comptes rendus de réunions du groupe de travail « mémorial », correspondance relative à l'organisation des recherches historiques et à l'élaboration de l'ouvrage, plans et projets de table des matières, texte sur l'histoire de la S.G.B. et de la B.S.G.B. (Banque de la Société Générale de Belgique) de 1822 à 1945 rédigé par P. R. Stoclet en 1957.
1957, 1970-1972.
26. Projets de textes pour le mémorial.
1972, 1978.
Avec une présentation de l'histoire de la S.G.B. rédigée en 1978 par R. Sterkendries, conseiller économique de la S.G.B.
27. Tapuscrit de l'ouvrage pour la période 1848-1935.
1971.
28. Tapuscrit d'une deuxième partie du mémorial jamais publiée et qui donne un aperçu de l'évolution entre 1935 et 1972 des différents secteurs (industriels et de services) dans lesquels la société est intéressée.
1971.
29. Historique de 209 pages de la S.G.B. rédigé en 1972 par un auteur non identifié (peut-être H. Van der Wee).
1972. 1 liasse
30. Mémorial publié lors du 150^e anniversaire de la S.G.B. et intitulé *Société Générale de Belgique 1822-1972*.
1972. 1 volume
On conserve deux exemplaires en français, en néerlandais et en anglais.
31. Rapport annuel de la S.G.B. pour l'exercice 1997 (175^e anniversaire de la société), avec supplément résumant l'histoire de la société (exemplaire en anglais).
1998. 1 pièce

D. ANCIENS INVENTAIRES D'ARCHIVES

32. Inventaire dactylographié des archives de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale pour la période 1822-1870, versées en 1932 aux A.G.R. (Archives générales du Royaume) à l'initiative de l'archiviste Étienne Sabbe.
1932. 1 liasse
33. Inventaire manuscrit des archives de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale pour la période 1822-1870, versées en 1932 aux Archives générales du Royaume (avec une introduction d'Étienne Sabbe, auteur de l'inventaire).
janvier 1932. 1 liasse

II. CONVENTIONS

34. Traité conclu le 24 décembre 1864 avec la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne au sujet d'une indemnité due pour rails défectueux.
décembre 1864. 1 pièce

35. Contrat du 6 janvier 1866 avec la Société du Nord de la Belgique et convention intervenue le 30 novembre 1867 avec la Société Belge de Chemins de Fer pour terminer le différend relatif à la livraison et au paiement des obligations des chemins de fer de la Flandre Occidentale et de l'Ouest de la Belgique.
janvier 1866, novembre 1867. 2 pièces
36. Conventions avec la Société de la Vieille Montagne pour l'émission de 5000 obligations « Vieille Montagne » (14 octobre 1871) et pour un crédit de 2.000.000 francs accordé ouvert par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale (8 novembre 1872).
octobre 1871, novembre 1872. 2 pièces
37. Convention entre la Banque Nationale de Belgique et les principales banques du pays pour la constitution d'un comptoir spécial (décembre 1872) et convention entre ce comptoir et la Banque Nationale pour l'escompte des effets (décembre 1876).
décembre 1872, décembre 1876. 2 pièces
38. Acte de répartition des actions des Charbonnages de Saint-Hadelin.
mai 1873. 1 pièce
39. Convention et quittances pour l'achat des Charbonnages des Propriétaires Réunis.
août-octobre 1873. 1 chemise
40. Garantie donnée à la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale par R. Van Ypersele de Strihou pour les escomptes de la firme Eug. Ruffet & Cie.
juillet 1874. 1 pièce
41. Compte spécial de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale avec la Société Belge de Chemins de fer arrêté au 31 octobre 1873 conformément à la délibération de l'assemblée générale de cette société du 5 mai 1874.
1874. 1 pièce
42. Convention avec E. Gurruchaga et Fusnot & Cie pour le dépôt à la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale d'un cautionnement de 110.000 francs.
juin 1874. 1 chemise
43. Convention avec la Banque Centrale de Crédit Foncier de Russie pour l'émission d'obligations de cette banque.
février 1875. 1 pièce
44. Garantie donnée à la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale par Joseph Cahen pour les affaires que la Banque traitera avec son fils, Albert Cahen.
mars 1875. 1 pièce
45. Rachat des annuités dues au Prince de Chimay par la Société du Poirier : acte de cession et actes de notification aux débiteurs.
août 1876. 1 chemise
46. Convention pour la reprise par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale du service des obligations de la société ferroviaire « Dendre et Waes ».
avril 1877. 1 pièce

47. Convention pour l'achat par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale des Charbonnages de Saint-Martin.
mars 1880. 1 pièce
48. Lettre de la Société de Loth relative à l'émission d'obligations destinées au remboursement de sa dette vis-à-vis de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale.
juillet 1881. 1 pièce
49. Lettres de la Compagnie Belge-Italienne de Chemins de Fer et de la Société des Chemins de fer du Nord de la Belgique relatives à l'achat de 30.000 obligations de la Compagnie Belge-Italienne de Chemins de Fer.
septembre 1882. 2 pièces
50. Correspondance relative à la consolidation de la dette de la Société de Charbonnage du Carabinier.
1883. 3 pièces
51. Lettre de la Société des Charbonnages de Bonne-Espérance et Batterie relative à la consolidation de leur dette.
1884. 1 pièce
52. Lettre de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite relative à une garantie de 3.000.000 francs donnée à celle-ci pour compte de Mrs Solvay et Cie.
janvier 1884. 1 pièce
53. Convention concernant les annuités du gouvernement italien reprises de la Société Belge de Chemins de fer.
novembre 1886. 1 pièce
54. Convention avec les liquidateurs du Comptoir Eyckholt pour le règlement de la créance de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale sur cette firme.
avril 1887. 1 pièce
55. Lettre de garantie signée par le comte de Ribaucourt, le baron Albert Snoy, J. de Kerchove et E. Rykort en faveur de la Société d'Exploitation des Chemins de fer Vicinaux du Nord-Est de Bruxelles.
mars 1889. 1 pièce
56. Correspondance relative à la participation de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale dans l'émission de 6000 obligations par la Société des Aciéries d'Angleur et à la fusion de celle-ci avec les usines de Sclessin.
avril-mai 1892. 3 pièces
57. Acte de partage des actions de capital et de jouissance de la Société Belge de Chemins de Fer au Mexique.
septembre 1893. 1 pièce
58. Convention relative à l'émission de 12.000 bons hypothécaires de la Compagnie du Chemin de Fer du Congo et de la prise ferme de 1500 bons par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale.
mars 1894. 1 pièce

59. Convention relative à la participation de 375.000 francs de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale dans l'emprunt hypothécaire de la Compagnie du Chemin de Fer du Congo.
août 1894. 1 pièce
60. Lettres échangées entre la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale et la Société Belge de Chemins de Fer au Mexique au sujet de la prise ferme de 8.000 obligations par la Société Générale et de son droit d'option sur 12.000 obligations.
octobre 1895. 2 pièces
61. Conventions entre la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale et la société Finance & Industrie d'une part, et entre la société Finance & Industrie et la société Marcinelle et Couillet s.a., d'autre part, pour l'émission et le remboursement d'obligations.
novembre 1898. 2 pièces
62. Convention pour le rachat par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale à la Société d'Aubrives & Villerupt de sa créance de 600.000 francs à charge de la Ville de Marseille.
septembre 1899. 1 pièce
63. Acte syndical concernant l'émission d'obligations par la Société des Verreries du Donetz et convention relative à la prise ferme par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale d'obligations de cette société.
juillet 1900. 2 pièces
64. Documents concernant la reprise par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale d'obligations de la Compagnie Ottomane des Eaux de Salonique détenues par la Banque Générale de Namur : procès-verbal de la réunion des obligataires de la Compagnie Ottomane du 17 décembre 1901, extrait du procès-verbal de la séance du conseil de direction de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale du 16 avril 1901 et lettre de la Compagnie des Services d'Eau.
avril-décembre 1901. 3 pièces
65. Convention provisoire et acte syndical pour la constitution d'une société anonyme pour l'affermage et la reprise de l'exploitation de la concession du gaz à Rio-de-Janeiro.
juillet 1901. 2 pièces
66. Acte de cession par la Société Belge de Chemins de Fer de douze annuités de 80.000 francs.
novembre 1904. 1 pièce

III. ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

67. Rapport présenté par le gouverneur Ferdinand de Meeus à l'assemblée générale extraordinaire de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale, le 5 juin 1848, et rapport de la direction de la S.G.B. aux assemblées générales des 15 octobre et 5 novembre 1918.
1848, 1918. 2 pièces

- 68-74. Rapports annuels présentés par le conseil de direction de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale puis S.G.B. à l'assemblée générale.
1824-1936. 7 liasses
68. Exercices 1822 à 1857.
1824-1858.
69. Exercices 1860-1867 et 1870-1874.
1861-1875.
Les rapports pour les exercices 1859, 1868 et 1869 manquent.
70. Exercices 1875-1881, 1883-1888.
1876-1889.
Le rapport pour l'exercice 1882 manque.
71. Exercices 1889-1898.
1890-1899.
72. Exercices 1899-1909.
1900-1910.
73. Exercices 1910-1923.
1911-1924.
74. Exercices 1924-1935.
1925-1936.
- 75-93. Rapports annuels reliés présentés à l'assemblée générale de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale puis S.G.B.
1848-1976. 19 recueils
- Les années indiquées sont celles des exercices.
75. 1847-1852.
76. 1853-1860.
77. 1861-1870.
78. 1871-1880.
79. 1881-1888.
80. 1889-1897.
81. 1898-1904.
82. 1905-1911.
83. 1912-1920.
84. 1921-1926.
85. 1927-1931.
86. 1932-1936.
87. 1937-1942.
88. 1943-1950.
89. 1951-1955.
90. 1956-1960.
91. 1961-1965.
92. 1966-1970.
93. 1971-1975.
94. Compte rendu (copie dactylographiée) de l'exposé du gouverneur Émile Francqui à l'assemblée générale extraordinaire du 8 novembre 1934 consacré à l'application de l'arrêté royal du 22 août 1934 sur la protection de l'épargne et l'activité bancaire et la création de la B.S.G.B. (Banque de la Société Générale de Belgique).
1934. 1 pièce

IV. GOUVERNEURS, DIRECTEURS ET CADRES

A. GÉNÉRALITÉS

95. Dossier concernant les manifestations organisées à l'occasion des 50^e et 60^e anniversaires de l'entrée du gouverneur Ferdinand Baeyens à la S.G.B. : notes, discours, organisation des cérémonies, brochure imprimée intitulée *Jubilé de Mr le baron Baeyens 1851-1911* (avec portrait du gouverneur), spécimens de reçus bancaires de la S.G.B. 1901-1911. 1 chemise
96. Relevé manuscrit de la composition du conseil de direction de la S.G.B. entre 1823 et 1913. 1914. 1 pièce
97. Brochure reprenant l'allocution d'Émile Francqui, président du comité exécutif du Comité national de Secours et d'Alimentation à la dernière réunion des délégués des comités provinciaux, le 3 juillet 1919. 1919. 1 pièce
98. Démissions de Joseph Kersten des différents mandats exercés dans les sociétés patronnées par le groupe S.G.B. mars 1923. 1 chemise
99. Documents relatifs à la manifestation organisée lors du 25^e anniversaire de l'entrée de Jean Jadot à la direction de la S.G.B. : numéro du *Bulletin du Club de la Générale* de décembre 1931, discours. 1931. 1 chemise
100. Dossier concernant l'assassinat du gouverneur Alexandre Galopin en février 1944 : correspondance reçue à cette occasion, articles et brochures commémoratives. 1944-1948. 1 chemise
101. Brochure présentant la succession des mandats au conseil de direction de la S.G.B. entre 1922 et 1950. 1950. 1 pièce

B. JEAN JADOT

D'autres archives de Jean Jadot reposent dans le fonds S.G.B., deuxième versement (numéros 39-71) ; troisième versement (numéros 67-73) ; quatrième versement (numéros 382-414 et 5897) ; et cinquième versement (numéros 325-326). On retrouve également des dossiers microfilmés de Jean Jadot dans les archives de la société Union Minière, premier versement (numéros 958-981).

102. Dossier concernant un projet de création d'une banque de développement industriel et commercial en Chine, en partenariat avec la B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne) s.a. et des capitalistes chinois emmenés par le docteur Sun Yat Sen : correspondance avec René Villars, Michel Speelman, Octave Homberg et Émile Francqui, notes, projet de statuts. 1912-1913. 1 chemise

103. Dossier concernant les activités du Consortium des Banques, pendant la Première Guerre mondiale : minutes des procès-verbaux et documents préparatoires des réunions du comité de direction et des réunions plénières (2 août 1914-7 décembre 1915), procès-verbal d'une réunion chez Karl von Lumm (2 décembre 1915) et procès-verbaux de réunions du conseil général de la Banque Nationale de Belgique (février-avril 1915).
1914-1915. 1 liasse
104. Article de Philippe Fourneraut (vice-président de l'Association des Centraliens) intitulé *Les trois vies de Joseph Charignon* et retraçant les activités de cet ingénieur collaborateur de Jean Jadot en Chine.
avril 2013. 1 pièce
Don de Max Jadot.

C. FERDINAND BAEYENS

Ferdinand Baeyens, gouverneur de la S.G.B., était notamment président de la Société Anonyme des Charbonnages du Levant du Flénu s.a. à Cuesmes. Les archives qui suivent concernent ce seul mandat.
D'autres archives de Ferdinand Baeyens reposent dans les fonds S.G.B., deuxième versement (numéro 38) ; troisième versement (numéro 68) ; quatrième versement (numéros 5236 et 5277) ; et cinquième versement (numéros 319-324).

105. Correspondance échangée entre Ferdinand Baeyens et la direction de la Wiener Lombard- und Escompte-Bank (à Vienne).
1892-1903. 1 chemise

D. LOUIS CASPERS

106. Dossier concernant le mandat de Louis Caspers comme commissaire de L'Industrielle Serbe s.a. : correspondance, rapports du conseil d'administration au collège des commissaires, rapports du collège des commissaires à l'assemblée générale (série incomplète), procès-verbaux de quelques assemblées générales, bilans annuels au 30 juin.
1897-1914. 1 chemise
107. Documentation sur diverses sociétés de chemin de fer autrichiennes : Chemin de Fer Vienne-Aspang (statuts de 1879, brochure de 1910 intitulée *Eisenbahn Wien-Aspang. Dienst-Verordnungen der Direktion*, statuts de la caisse de pension en 1889, brochure sur la pension des employés en 1885), Aktiengesellschaft der Schneebergbahn (spécimen du *Verordnungsblatt des k.k. Handelsministeriums für Eisenbahn und Schifffahrt* en 1895, statuts de 1897, coupure de presse de juin 1898) et Mährisch-Schlesischen Centralbahn (statuts de 1876, feuillet annonçant l'émission d'actions en 1878).
1876-1910. 1 chemise
108. Dossier concernant les sociétés de chemin de fer autrichiennes Eisenbahn Wien-Aspang ou Chemin de Fer Vienne-Aspang (résolutions de l'assemblée générale des actionnaires tenue à Vienne le 18 août 1881, rapports annuels pour les exercices 1900 et 1909 à 1924) et Aktien-Gesellschaft der Schneebergbahn (rapports annuels pour les exercices 1909-1924).
1881-1925. 1 liasse

- 109-110. Dossier concernant la participation de la S.G.B. dans l'Austro-Belgische Eisenbahn Gesellschaft (Vienne).
1895-1923. 2 chemises
109. Vente des actions, plans cadastraux et carte d'un projet de liaison de différentes lignes ferroviaires (1916), conventions, mémorandums, correspondance entre Louis Caspers, la S.G.B. et l'Oesterreichische Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe.
1895, 1914-1923.
110. Rapports annuels et bilans imprimés pour les exercices 1906, 1909 et 1912-1916.
1907-1917.
111. Dossier concernant la Wiener Lombard- und Escompte-Bank : statuts imprimés (brochures de 1873, 1885, 1897, 1904, 1907, 1913, 1920, 1922), statuts dactylographiés de 1924, rapports annuels pour les exercices 1910 à 1922, brochure boursière publiée par la Wiener Lombard- und Escompte-Bank sous le titre *Effektenkurse 1922*.
1873-1924. 1 liasse
Louis Caspers fut vice-président de cette banque.
112. Publications relatives au marché financier de Vienne (Autriche) : statuts imprimés de la Wiener Börse (1877), brochure sur la réglementation boursière à Vienne intitulée *Bedingungen für den Handel in Effecten, Devisen und Valuten an der Wiener Börse. Arrangement-Ordnung* (versions de 1877 et 1879), cours de bourse et cours de change publiés sous le nom d'*Amtliches Coursblatt der Wiener Börse* (spécimens de 1878, 1883, 1896 et 1930), coupures de journaux édités à Vienne entre 1921 et 1925 (*Die Börse, Neue Freie Presse, Mitteleuropäische Wirtschaft*), brochure intitulée *Statuten der Organisation der Aktionäre und Wertpapierbesitzer* (1920), brochure intitulée *Kapitalvermehrungen der Aktien-Gesellschaften* (1922).
1877-1930. 1 chemise
113. Dossier concernant les cours de bourse et de change à Berlin et Leipzig (Allemagne) : feuilles quotidiennes des cours annexées à un journal ou publiées par les journaux spécialisés *Coursblatt der Deutschen Effecten- und Wechsel-Bank (vormals L.A. Hahn)* (1883) et *Wechsel-Fonds- und Geld-Cours* (1883), cours de bourse et de change publiés par les firmes *Frege & Comp.* (Leipzig, 1878, 1883) et *Credit- & Spar-Bank-Verein* (Leipzig, 1879).
1878-1883. 1 chemise
114. Publications relatives aux marchés financiers allemand et autrichien : brochure *Neuer Börsenschwindel* publiée à Leipzig (concerne les bilans d'entreprises, l'agiotage, le consortium 'Creditanstalt-Bankverein – Effecten- und Wechsel-bank', 1880), brochure *De Tätigkeit der Banken in den Jahren 1921 und 1922*, publiée à Vienne par le Dr. Max Gotal, directeur de la Wiener Giro- und Kassen-Vereines (1923), numéros de la revue *Mitteilungen des Verbandes Österreichischer Banken und Bankiers* (Vienne, 7 février 1919 et 1^{er} février 1924), rapport annuel de la Kontinentale Handels-Aktiengesellschaft pour l'exercice 1922 (Vienne, 1923), *Recueil des rapports des secrétaires de légation de Belgique. Rapport sur la situation économique et financière de l'Autriche-*

- Hongrie*, par G. De Raymond (Bruxelles, 1914).
1880-1923. 1 chemise
115. Publications relatives à divers organismes financiers allemands et austro-hongrois.
1872-1914. 1 liasse
Voir en annexe le détail de cet article.
Avec *Amiliche Nachrichten über das 'Preußische Staatsschuldbuch'* (Berlin, 1905) et statuts de l'Omnium (Compagnie Générale d'Assurances et de Crédit Foncier) s.a. (Bruxelles, ca 1910).
116. Brochures (statuts, décrets, concessions, conventions ou cahier des charges) concernant la Société Anonyme du Chemin de Fer de l'Est de Lyon s.a. (Bruxelles, 1878), la société Deutsch- Nordischer Lloyd (Société Anonyme de Chemins de Fer et de Bateaux à Vapeur), le chemin de fer de Warnemünde à Neustrelitz par Rostock et Warren (Schwerin, 1883) et la société Austro-Belgische Eisenbahngesellschaft (1878).
1878-1883. 1 chemise
117. Procuration donnée par Ferdinand Baeyens et Adolphe Stoclet à Louis Caspers pour la vente et l'échange d'immeubles appartenant à la Société Belge de Chemins de Fer s.a. (en liquidation).
1906. 1 pièce
118. Dossier concernant le chemin de fer du Grand Central Belge : circulaires de 1864-1865 (sur l'organisation, la comptabilité, les budgets, l'imputation des dépenses d'exploitation, la réglementation pour les fournitures), spécimens de documents et formulaires utilisés par les services du Grand Central (registre d'inscription du mouvement et de la recette des voyageurs, état récapitulatif du mouvement et du produit des transports de voyageurs, relevé des transports de bagages, relevé des produits extraordinaires, statistiques, quittance et avis d'encaissement de remboursement à un chef de station, feuille de route d'un transport par wagon et formulaires d'assurance et de douane, relevé mensuel des billets de voyageurs recueillis à l'arrivée des trains au bureau de Haelen en février 1881).
1864-1881. 1 chemise
Avec une enveloppe au nom du service des recettes du Grand Central adressée à Louis Caspers.
119. Dossier concernant le chemin de Fer d'Épernay à Romilly : instructions provisoires relatives à la comptabilité des recettes (brochure, ca 1871), extrait du compte courant général de la station d'Avize (mai 1871), compte courant du 20 janvier 1872 de la gare de Sézanne, relevé des destinations de transport de marchandises et valeurs, avis de demande de billets, spécimens de quittances et formulaires divers.
1871-1872. 1 chemise

E. JULES BAGAGE

120. Dossier concernant la Banque Commerciale du Congo et la Banque du Congo Belge et leur fusion : notes, correspondance et études relatives aux deux banques et à leurs activités, comptes rendus de réunions et entretiens relatifs au privilège d'émission de la Banque du Congo Belge, coupures de presse et journaux justificatifs annonçant les assemblées générales, rapports annuels de la Banque du Congo Belge pour les exercices 1949 et 1951-1952, statuts imprimés de la Banque Commerciale du Congo s.c.a.r.l. (1949), rapports annuels de cette banque pour les

exercices 1950-1951 et 1951-1952.
1948-1952.

1 liasse

F. EDMOND CARTON DE WIART

Il existe d'autres fonds où l'on retrouve des papiers d'Edmond Carton de Wiart : S.G.B., troisième versement (numéro 74) ; S.G.B., 4^e versement (numéros 707-709) ; et surtout S.G.B., cinquième versement (numéros 2060-2129).

1. CORRESPONDANCE PENDANT LA PREMIÈRE GUERRE MONDIALE

121. Copie-lettres d'Edmond Carton de Wiart : lettres personnelles et lettres envoyées en tant que directeur de la S.G.B., notamment à plusieurs membres du gouvernement belge. février-octobre 1915. 3 pièces
- 122-124. Correspondance d'Edmond Carton de Wiart (comme directeur et représentant à Londres de la S.G.B.), échangée avec la clientèle, des sociétés amies, etc., et concernant leurs comptes à la Banque, diverses propositions d'affaires, les dividendes versés par la S.G.B. ou les sociétés du groupe, leurs assemblées générales, leurs activités en Belgique et dans le monde, etc. octobre 1914-juin 1918. 3 liasses
122. octobre 1914-juin 1916.
123. juillet 1916-mai 1917.
124. mai 1917-juin 1918.
125. Copie-lettres d'Edmond Carton de Wiart en tant que directeur de la S.G.B. octobre 1915-décembre 1918. 1 liasse
126. Correspondance d'Edmond Carton de Wiart en tant que directeur délégué de la S.G.B. concernant l'ouverture de crédits par la B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à des clients de la S.G.B. décembre 1916-décembre 1918. 1 liasse
- 127-128. Correspondance (reçue et envoyée) d'Edmond Carton de Wiart avec des membres du gouvernement belge au Havre, plusieurs secrétaires généraux de ministères belges, des ministres britanniques, les diplomates belges en poste à Buenos-Aires, La Haye, Londres, New York, Washington et au Vatican, des hommes d'affaires belges, français, hollandais et anglais, etc. 1917-1918. 2 liasses
- Voir en annexe le détail de ces articles.
127. 1917.
128. 1918.
- 129-130. Télégrammes envoyés par le « Bureau d'Information » de la S.G.B. à Londres (c'est-à-dire par Edmond Carton de Wiart). juillet 1917-décembre 1918. 2 recueils
129. juillet 1917-mai 1918.
130. mai-décembre 1918.

- 131-132. Pièces justificatives des débours imputés à la S.G.B. pour son bureau de représentation à Londres pendant la Première Guerre mondiale.
juillet 1916-décembre 1918. 2 recueils
131. juillet 1916-août 1917.
132. août 1917-décembre 1918.
- 133-134. Situations hebdomadaires des dépenses et frais généraux du siège de Londres de la S.G.B., avec les provisions versées par la B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger).
1916-1918. 2 carnets
133. 1916-1917.
134. 1917-1918.
- 135-140. Dossier concernant les activités d'Edmond Carton de Wiart comme « délégué financier » de l'État belge à Londres et plus spécialement : les finances de l'État belge, les crédits ouverts à la Belgique par la France et la Grande-Bretagne et leur remboursement, les paiements effectués sur le marché américain, l'évolution du compte de la Belgique auprès de la Grande-Bretagne, l'achat d'armement, denrées et matières premières par la Belgique, les interactions entre les finances de la C.R.B. (Commission for Relief in Belgium) et celles de l'État belge, les problèmes de devises rencontrés par l'État belge et les paiements en dollars, les achats de la Belgique sur les marchés neutres, les problèmes de fret maritime rencontrés par l'État belge.
juillet 1916-décembre 1918. 5 liasses et 1 chemise
Ce dossier contient entre autres de la correspondance avec le major Georges Theunis, délégué du ministre belge de la Guerre auprès de la Commission Internationale de Ravitaillement, avec John Maynard Keynes (trésorerie britannique), avec la Banque d'Angleterre, avec Joseph Avenol, délégué financier du gouvernement français, et avec A. Van de Vyvere, ministre belge des Finances.
135. juillet-décembre 1916. 1 liasse
136. janvier-juin 1917. 1 liasse
137. juillet-décembre 1917. 1 liasse
138. janvier-mars 1918. 1 liasse
139. juillet-décembre 1918. 1 chemise
140. juillet-décembre 1918. 1 liasse
- 141-142. Copie-lettres d'Edmond Carton de Wiart en tant que délégué financier de l'État belge.
juillet 1916-décembre 1918. 2 recueils
141. juillet 1916-décembre 1917.
142. janvier-décembre 1918.
- 143-144. Correspondance d'Edmond Carton de Wiart avec Émile Francqui et divers ministres et membres du Comité National Belge de Secours et d'Alimentation (Michel Lévie, etc.) concernant l'alimentation de la Belgique, les activités du Comité et de la C.R.B. (Commission for Relief in Belgium), les relations avec Herbert Hoover l'état moral et physique de la population belge, les réquisitions de main-d'œuvre, les emprunts belges, les affaires de la S.G.B., de ses filiales et de groupes amis.
1916-1918. 1 liasse et 1 chemise
143. 1916-1917. 1 chemise

144. 1916-1918. 1 liasse
- 145-146. Correspondance avec le ministre des Finances Aloïs (ou Aloys) Van de Vyvere. 1916-1918. 2 liasses
145. Correspondance concernant entre autres : les relations du Comité National Belge de Secours et d'Alimentation avec le gouvernement britannique et avec la C.R.B. (Commission for Relief in Belgium), les difficultés financières de la C.R.B. et les plaintes d'Émile Francqui à ce sujet, des projets d'emprunts aux Pays-Bas et aux États-Unis pour financer le « Relief », la collaboration éventuelle des États-Unis au redressement de la Belgique après la guerre. 1916-1918.
146. Correspondance concernant entre autres : la situation du bureau de la Banque de Bruxelles à Amsterdam, la situation de filiales de la S.G.B. (Union Financière et Industrielle Liégeoise s.a., B.B.E. ou Banque Belge pour l'Étranger), le Comité National Belge de Secours et d'Alimentation et ses relations avec le gouvernement britannique et avec la C.R.B. (Commission for Relief in Belgium), le désir des groupes Ryan et Guggenheim de prendre une participation dans l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut Katanga), l'achat de devises étrangères, la liquidation des marks après la guerre, le marché de l'or et de l'argent, les modalités de paiement de l'indemnité chinoise, l'alimentation de la population belge, les activités du Belgian Trade Committee et les relations d'affaires entre la Belgique et la Grande-Bretagne, l'octroi de décorations belges à des sujets britanniques, les activités des comités de prêt existants à Londres, La Haye et Paris. 1917-1918.
- 147-148. Correspondance avec différents journaux et personnalités concernant entre autres les affaires du groupe de la S.G.B. à l'étranger (Russie, Chine), le financement et les activités du Comité National Belge de Secours et d'Alimentation et ses frictions avec la C.R.B. (Commission for Relief in Belgium), les finances de la Belgique pendant et après la guerre, l'avenir des compagnies belges de navigation, etc. 1914-1916. 2 liasses
- Les correspondants sont entre autres le Roi Albert, les ministres Prosper Pouillet, Émile Vandervelde, Charles de Broqueville, Paul Hymans, Van Cauwelaert, Gérard Cooreman, Jules Renkin et Aloïs Van de Vyvere, Émile de Cartier de Marchienne, Frédéric de Jehay (chef de cabinet du Roi), Jules Ingenbleek, Herbert Hoover, John M. Keynes, Henry Urban, Page, Robert Williams, Barbanson, de Brouckère, Auguste de Lantsheere, E. de Roubaix, Franz Philippson, Émile Francqui, Paul Segers, Serruys, la Banque d'Anvers, Paul Berryer, L. de Brabander, M. Gevers, Lambert Jadot, Fernand Neuray, J. Hemphill (Guaranty Trust Cy à New York), *La Tribune Congolaise*, *L'Indépendance Belge*, Lionel Wiener.
147. 1914-1915.
148. 1916.
- 149-150. Copie-lettres reprenant le courrier d'Edmond Carton adressé à divers : ministres belges (Jules Renkin, Aloys Van de Vyvere, Charles de Broqueville, Paul Hymans, Paul Berryer, Gérard Cooreman), Herbert Hoover, l'aide de camp du Roi Albert I^{er}, le chef de cabinet du Roi (Frédéric de Jehay), l'industriel anglais

- Robert Williams, Vernon Kellogg, etc.
octobre 1915-novembre 1918. 2 recueils
149. octobre 1915-avril 1916.
150. novembre 1917-novembre 1918.
151. Documents divers concernant la période de guerre : note sur la situation du Comité National Belge de Secours et d'Alimentation en juin 1917 (avec annexes), extrait du journal *La Belgique* du mardi 17 octobre 1916 concernant la mise au travail de la population belge par l'occupant, copie d'une lettre adressée par Émile Francqui au ministre Aloïs Van de Vyvere en septembre 1917 concernant la situation alimentaire en Belgique, lettres sur la situation financière du Comité National de Secours et d'Alimentation. 1916-1917. 1 chemise
- 152-153. Copie-lettres de la correspondance personnelle entre Edmond Carton de Wiart et divers, notamment Georges Theunis (délégué du ministre de la Guerre) et plusieurs ministres du gouvernement du Havre. mai 1916-décembre 1918. 2 liasses
152. mai 1916-septembre 1917.
153. septembre 1917-décembre 1918.
154. Extraits du journal tenu par Edmond Carton de Wiart pour août 1918 et février 1919 et lettre expédiée par Carton de Wiart au ministre Gérard Cooreman concernant un titre honorifique à accorder à Herbert Hoover. 1918-1919. 1 chemise
- 2. SUBSIDES ET MÉCÉNAT**
155. Reçu de la Société Belge de Bienfaisance à Londres pour une donation de la S.G.B. 6 décembre 1917. 1 pièce
- 3. PARTICIPATION AU JURY D'EXAMENS DIPLOMATIQUES COMMERCIAUX**
156. Dossier concernant les activités d'Edmond Carton de Wiart comme membre de la commission des examens diplomatiques commerciaux du ministère des Affaires étrangères : nomination (1911), programme et procédure des examens, listes des inscriptions reçues, listes des examinateurs, correspondance. 1906-1939. 1 liasse
157. Mémoires présentés en 1921 dans le cadre d'un examen diplomatique commercial : rapport de Joseph Herry intitulé *Aperçus de la politique allemande des voies navigables depuis l'armistice*, rapport du prince Eugène de Ligne sur *L'orientation de la Belgique dans la politique mondiale du pétrole*, rapport de Robert van de Kerchove d'Hallebast sur *La question russe et les intérêts belges en Russie*, rapport d'Egmont van Zuylen van Nyevelt sur *Le différend franco-anglais et le commerce belge*, mémoire anonyme sur *La réglementation du commerce extérieur des territoires rhénans depuis l'armistice et son influence sur les relations avec la Belgique*, mémoire de Jos. Berryer sur *La crise et le mouvement commercial au Congo en 1919-1920*, mémoire du vicomte A. du Parc sur *Quelques possibilités de développer les exportations belges aux Indes*

- britanniques* et mémoire de NN. Delathuy sur *La métallurgie en Espagne*.
1921. 1 liasse
158. Mémoires présentés en 1922 dans le cadre d'examen diplomatique commercial) : rapport d'Egmont van Zuylen van Nyevelt sur *Le différend franco-anglais et les relations commerciales et douanières avec la Belgique*, mémoire du baron Beyens sur *La navigation maritime commerciale et les ports aux Pays-Bas*, note de F. Collon sur *Le panaméricanisme économique et la Belgique*, mémoire de Stéphane Halot sur *Quelques aspects économiques de la Tchécoslovaquie*, mémoire de Robert Silvercruys sur *La question du pétrole aux États-Unis*, mémoire du comte Duchastel sur *L'aviation commerciale en Europe*, mémoire NN. Mineur sur *La crise agricole de la fin du XIXe siècle et ses effets dans certains pays d'Europe*, mémoire de Frans Joly sur *Le problème monétaire*.
décembre 1922. 1 liasse
159. Mémoires présentés en décembre 1923 pour l'obtention du diplôme d'aptitude au grade de secrétaire de légation de première classe : étude du comte Stanislas de Meeus sur *Le crédit à l'exportation et les banques belges à l'étranger*, mémoire du vicomte de Lantsheer sur *La création d'une chambre de commerce belge en Rhénanie*, mémoire de Jacques Delvaux de Fenffe sur *L'organisation de l'industrie charbonnière allemande*, mémoire du chevalier E. Ruzette sur *L'intervention officielle dans le développement du commerce d'exportation*, mémoire d'Émile Graeffe sur *L'industrie sucrière belge depuis 1918. Son importance et son régime*, mémoire d'E. Du Bois sur *Le prélèvement extraordinaire sur le capital*, mémoire d'Henry Borel de Bitche sur *L'Occupation de la Ruhr, ses causes et conséquences économiques*, mémoire de J. Defontaine sur *L'immigration européenne aux États-Unis*, mémoire anonyme sur les relations entre les États-Unis et le Japon et la percée des capitaux étrangers au Japon.
1923. 1 liasse

G. ARCHIVES D'ÉDOUARD DE BRABANDER

160. Dossier concernant l'intervention « patriotique » de la S.G.B. en faveur de l'acquisition du Palais d'Arenberg (ou Palais d'Egmont) au duc Engelbert d'Arenberg par la Ville de Bruxelles par paiement en bons interprovinciaux plutôt qu'en billets de banque et la question de la livraison de ces bons au duc après-guerre, malgré le séquestre, à la suite d'une décision de justice.
1918-1921. 1 chemise

H. FÉLICIEEN CATTIER

On retrouve quelques dossiers ayant appartenu à Félicien Cattier dans d'autres fonds, comme le fonds S.G.B., quatrième versement (numéro 720) ou le fonds Banque d'Outremer, premier versement.

1. SECONDE GUERRE MONDIALE

161. Dossier concernant l'administration des sociétés commerciales en temps de guerre : notes, extraits de procès-verbaux de réunions du conseil d'administration de différentes sociétés, correspondance.
1940. 1 chemise

162. Dossier concernant la mission de Félicien Cattier à Lisbonne (Portugal), à la demande des autorités allemandes, en vue d'adoucir les mesures prises au Congo à l'encontre des ressortissants allemands : notes, correspondance, autorisations et passeports délivrés par l'occupant, télex échangés, notamment avec le ministre des Colonies, contacts avec le gouverneur général Pierre Ryckmans, télex, note sur la politique du gouvernement de Londres.
1940. 1 chemise
163. Correspondance, notes et documentation rassemblées pendant la Seconde Guerre mondiale sur la politique du gouvernement belge de Londres, la situation et l'activité des sociétés coloniales belges.
1940-1941. 1 chemise
Le dossier évoque entre autres des informations sur les sociétés coloniales recueillies auprès de René Boël au cours d'un voyage à Lisbonne.
164. Correspondance concernant le versement des bénéfices réalisés sur la vente de diamants « boart » sur un compte spécial à répartir entre différents groupements professionnels de l'industrie diamantaire pour financer des secours sociaux.
1940. 1 chemise
165. Correspondance de Félicien Cattier avec Firmin Van Bree.
1942-1945. 1 chemise
166. Dossier concernant un projet de mission de Pierre Le Bœuf à Lisbonne : procès-verbal manuscrit d'un entretien avec le gouverneur Alexandre Galopin concernant les objectifs de cette mission (10 novembre 1941), notes d'informations sur les sociétés coloniales, correspondance.
1941. 1 chemise
Avec en annexe le texte d'une conférence de Pierre Bonvoisin intitulée « *Alexandre Galopin (1879-1944). Gouverneur de la Société Générale de Belgique. Victime des nazis en représailles de sa ferme attitude patriotique* ».
167. Dossier concernant les conséquences pour la Belgique d'une modification éventuelle du régime monétaire de la Colonie.
1944. 1 chemise
168. Dossier concernant la liquidation du portefeuille colonial de la Texaf s.a. et du Crédit Anversoï s.a. et la reprise éventuelle des titres de la Société des Forces Hydro-Électriques de Sanga s.c.a.r.l. et de la Cotonaf (Société Française des Cotons Africains) : notes, procès-verbaux de réunions, correspondance.
1943-1944. 1 chemise
- 2. MANDAT AU C.S.K. (COMITÉ SPÉCIAL DU KATANGA)**
169. Dossier concernant les contacts avec le C.S.K. et le fonctionnement et l'évolution de cet organisme : notes, correspondance.
1930-1945. 1 liasse
170. Dossier concernant un litige relatif à l'accord conclu en 1923 entre le C.S.K. et la Simkat en vue de l'exploitation du gisement d'étain de Funda-Biabo : notes de V. Brien (président de la Simkat) et de l'avocat NN. Massaux, correspondance.
1939. 1 chemise

3. MANDAT À L'U.M.H.K. (UNION MINIÈRE DU HAUT-KATANGA)

171. Dossier concernant les négociations relatives à la poursuite du cartel de cuivre : notes de Camille Gutt, correspondance. 1930-1931. 1 chemise
172. Notes concernant un projet de constitution d'une société pour la construction en Belgique de maisons en cuivre. 1931. 1 chemise
173. Dossier concernant des négociations avec la Hirsch Kupfer & Messingwerke A.G. de Berlin, concernant l'acquisition de titres de cette société et le placement du cuivre de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) en Allemagne : notes, correspondance. 1931. 1 chemise
174. Dossier concernant les négociations pour le renouvellement du cartel international du cuivre : notes et correspondance avec notamment Fernand Pisart et Camille Gutt, de la S.G.M. (Société Générale des Minerais), avec Edgar Sengier, de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga), et avec la direction de l'Anaconda, producteur de cuivre américain. 1934-1935. 1 chemise
175. Dossier concernant une augmentation de capital de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) et une modification à ses statuts. 1935-1937. 1 liasse
176. Dossier concernant l'enseignement pour enfants européens au Katanga (notes, correspondance entre le procureur général F. de Lannoy, le gouverneur général à Léopoldville, son chef de cabinet et le consul général Georges Van Schendel) et le voyage au Katanga de Félicien Cattier en mai 1938 (notes de voyage et questionnaire adressé à cette occasion F. Cattier en tant que président de l'Union Minière). 1935-1938. 1 chemise
177. Cours d'agents techniques prospecteurs de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) et notes du géologue Robert du Trieu de Terdonck relatives à ces cours. 1936. 1 liasse
178. Dossier concernant les tarifs des transports ferroviaires dans la colonie : notes, lettre de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) au ministre des Colonies. 1937. 1 chemise
179. Brochures avec les statuts et les cahiers des charges de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga). 1937. 1 chemise
180. Rapport annuel du département de la main-d'œuvre indigène de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) pour l'exercice 1937. 1938. 1 pièce

181. Note d'avril 1938 sur les centres d'exploitation de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga), plans et notes sur les bilans de la société aux 31 décembre 1937 et 1938.
1938-1939. 1 liasse
182. Dossier concernant l'organisation et l'activité du département « vente de radium » de l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) : commissions de vente, réseau des agents dans le monde, production de l'U.M.H.K., prêts et locations de certaines quantités de radium à des tiers ; notes sur le marché mondial du cuivre (documentation sur les principaux producteurs).
1939-1940. 1 liasse
183. Mélanges concernant l'U.M.H.K. (Union Minière du Haut-Katanga) pendant la Seconde Guerre mondiale et notamment : le marché du cuivre et le cartel du cuivre, un litige avec l'U.C.B. (Union Chimique Belge) relatif à l'exploitation des uranates en Belgique, la dissolution de la filiale E.T.C. (Étude et Traitement Chimiques) s.a., la politique commerciale de l'U.M.H.K. et un projet de réforme proposé par Edgar Sengier, les filiales de l'U.M.H.K. au Congo et les échanges de télex entre E. Sengier et Félicien Cattier.
juillet 1940-mai 1945. 1 liasse

4. MANDATS D'ADMINISTRATEUR DANS DIVERSES SOCIÉTÉS

184. Dossier concernant le mandat d'administrateur de Félicien Cattier à la Compagnie du Chemin de Fer du Nord s.a. : statuts de 1933, 1938 et 1941, rapports annuels pour 1921, 1931, 1933, 1934 et 1938, notes concernant entre autres l'expiration des concessions et la reprise du réseau en Belgique et du personnel par la Société Nationale des Chemins de Fer Belges (1938-1943), correspondance avec notamment l'inspecteur générale de la compagnie, Albert de Spirlet, documentation sur les dernières années d'activité de la société, carte du réseau en Belgique et des entreprises desservies, listes du personnel en janvier 1934, 1936 et 1937, calendriers des réunions de commissions et comités de la société (1935 et 1937), brochure intitulée *Documents Officiels. Cahier des Charges. Convention de 1883. Police des chemins de fer. Transit et exportation* (Lille, 1899), carte de parcours sur les lignes du réseau Nord belge de la Compagnie du Chemin de Fer du Nord s.a. (1938).
1855, 1918-1944. 1 liasse
Avec décret du 1^{er} novembre 1917 portant règlement sur la police, la sûreté et l'exploitation des voies ferrées (brochure, 1918), statuts imprimés de la Société Anonyme des Chemins de Fer de Mons à Hautmont et de Saint-Ghislain s.a. (1855), cartogramme de la densité de la circulation des trains en Belgique (1926) et carnet au nom de Félicien Cattier lui accordant libre circulation sur toutes les lignes des grands réseaux français (1937).
185. Dossier concernant le mandat d'administrateur de Félicien Cattier à la Cofoka (Compagnie Foncière du Katanga) s.c.a.r.l. : statuts imprimés (1938), rapports annuels imprimés pour les exercices 1933 à 1937, procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 17 mars 1942 qui évoque le changement d'immeuble social (avec plan), notes documentaires annuelles sur l'activité et les résultats de la société (1928-1939).
1928-1942. 1 liasse

186. Dossier concernant le mandat d'administrateur de Félicien Cattier à la Chinese Engineering & Mining Co. Ltd. : gestion de la société, activités de production de charbon de la Kaïping en Chine, copie de la correspondance échangée entre le directeur général de la Chinese Engineering & Mining Co. Ltd. et The Kailan Mining Administration à l'occasion de troubles politiques en Chine et de négociations avec le gouvernement chinois, soutien au personnel pendant la Seconde Guerre mondiale, notes, correspondance.
1934-1945. 1 liasse
187. Dossier concernant le mandat d'administrateur de Félicien Cattier à la Banque du Congo Belge s.a. : procès-verbaux des réunions du conseil d'administration et du comité permanent (janvier 1940-mars 1945), rapport annuel pour l'exercice 1938, notes, correspondance reçue et envoyée par Cattier.
1939-1945. 1 liasse
- 188-190. Dossier concernant les mandats d'administrateur de Félicien Cattier à la C.M.B. (Compagnie Maritime Belge) s.a. et à l'A.M.I. (Agence Maritime Internationale) s.a.
1937-1945. 1 liasse et 2 chemises
188. Note sur la situation comparée de la flotte de la C.M.B. entre 1939 et 1945 (février 1945), notes préparatoires au conseil d'administration du 3 novembre 1944 relatives à la situation de la flotte maritime et sa reconstruction, rapports sur la gestion de la flotte en Angleterre, situation financière au 30 juin 1944, avances consenties aux familles de marins jusque fin septembre 1944, note au sujet de la consignation des navires à Anvers, rapport sur le Baudouinville échoué sur un bras de la Loire, liste des employés ayant été priés de rester chez eux.
1944-1945. 1 chemise
189. Notes préparatoires de réunions de conseil d'administration et de comité de direction relatives à l'exploitation de la flotte maritime, au volume des transports sur les lignes maritimes, aux pertes subies par faits de guerre, aux contrôles exercés par les belligérants sur la flotte belge avant l'entrée du pays en guerre, aux navires en construction notamment chez Cockerill s.a., à la situation financière, etc.
avril 1937-mars 1942. 1 liasse
190. Trésorerie de la C.M.B. s.a. et de l'A.M.I. : prévisions, situations.
mai 1937-octobre 1939. 1 chemise
191. Dossier concernant le mandat d'administrateur de Félicien Cattier à la Mutualité Coloniale s.a. : statuts (1933), situation et évaluation du portefeuille titres (1934-1936).
1933-1936. 1 chemise
192. Dossier concernant le mandat d'administrateur de Félicien Cattier à la Compagnie du Katanga s.a. : procès-verbaux de réunions, notes.
mai 1942-juin 1945. 1 liasse

5. FONDATION UNIVERSITAIRE ET F.N.R.S. (FONDS NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE)

193. Correspondance avec la Banque d'Outremer s.a. relative au mandat de trésorier de la Fondation Universitaire.
1919-1920. 1 chemise
194. Dossier concernant la gestion des portefeuilles titres de la Fondation Universitaire, du F.N.R.S. (Fonds National de la Recherche Scientifique) et de la Fondation Hoover pour le Développement de l'Université Libre de Bruxelles : correspondance, relevés de portefeuille et de leur rendement et évaluation annuelle de 1926 à 1943 des patrimoines gérés par le Fondation Hoover.
1926-1943. 1 liasse
195. Dossier concernant la gestion de la Fondation Universitaire et du F.N.R.S. (Fonds National de la Recherche Scientifique), avec notamment : de la correspondance relative à l'octroi de bourses d'études, une brochure de présentation de la Fondation (ca 1930), la brochure d'A. Gravis intitulée *Pour la réforme de l'enseignement moyen* (1929), des listes de membres du Club de la Fondation Universitaire (brochures pour les années académiques 1928-1929, 1930-1931, 1935-1936), le dixième rapport annuel de la fondation.
1928-1936. 1 liasse
- 6. MÉCÉNAT ET PATRONAGE**
196. Dossier concernant la recherche de patronages en vue de la création d'un collège d'enseignement moyen à Élisabethville.
1938. 1 chemise
197. Dossier concernant la création du Fonds d'Assistance aux Marins : lettre adressée au prince Charles (comte de Flandre) et correspondance.
1939-1940. 1 chemise
198. Dossier concernant l'Aide Coloniale aux Hôpitaux et Sanatoria de Belgique et l'aide aux civils belges déportés ou internés en Allemagne : notes, procès-verbaux de réunions, correspondance avec la Croix-Rouge de Belgique et avec Martin Thèves.
1943-1944. 1 chemise
199. Dossier concernant les relations avec l'Union des Femmes Coloniales a.s.b.l. et le service social pour Congolais : note, correspondance.
1943. 1 chemise
200. Dossier concernant un discours de Félicien Cattier sur les développements de l'hygiène et la diminution de la mortalité au Congo : notes préparatoires, documentation (entre autres sur l'Institut de Médecine Tropicale), texte du discours.
1945. 1 chemise
201. Statuts d'un établissement public intitulé « Office pour les échanges scolaires et estudiantins entre la Belgique et l'étranger ».
s.d. 1 pièce

7. DIVERS ET MÉLANGES

202. Lettre d'Henry Le Bœuf à Félicien Cattier concernant la location du rez-de-chaussée de l'immeuble de la Banque d'Outremer rue Thérésienne à une société dénommée Fortis et s'occupant d'installation de chambres fortes.
1927. 1 pièce
203. Dossier concernant des accords négociés entre la S.B.R. (Société Belge Radio-Électrique) s.a. et les sociétés néerlandaises et allemande Philips Gloeilampenfabrieken n.v., Philips Radio n.v. et Telefunken Gesellschaft für Drahtlose Telegraphie G.m.b.H. : projets de conventions, conventions, notes sur les ventes de produits de ces sociétés en Belgique.
1931. 1 chemise
204. Dossier concernant l'affiliation de Félicien Cattier à la Chambre de Commerce Belge de Paris : cartes de membre, statuts de cette association (brochure, ca 1925).
1925, 1934-1939. 1 chemise
205. Notes sur divers contacts avec la S.G.B. et son gouverneur Alexandre Galopin.
1935-1937. 1 chemise
206. Note (émanant de la société Forminière s.a.) concernant le Congo Mines Participation Agreement, conclu en 1907 pour associer des tiers (américains) aux développements de la Forminière et de la Société Minière du Kasai.
1937. 1 pièce
207. Correspondance avec Léon Hayoit de Termicourt concernant un arbitrage entre David Van Buuren et le baron Cassel.
1938-1946. 1 chemise
208. Notes et plan concernant la recherche de pétrole au Congo.
1939. 1 chemise
209. Projets d'acte syndical en vue de la création de la Mibaco (Syndicat de Recherches Minières dans le Bas-Congo).
1939. 1 chemise
210. Dossier concernant l'A.I.C.B. (Association des Intérêts Coloniaux Belges) : correspondance reçue (notamment du président André Gilson et du secrétaire général Fred Van der Linden) et documentation sur ses activités.
juin 1940-mai 1945. 1 liasse
211. Dossier concernant la présidence du comité de rédaction de l'ouvrage *Le Congo belge par l'image*.
1943-1944. 1 chemise

8. DOCUMENTATION

212. Note du Dr. Léopold Mottoulle intitulée *Contribution à l'étude du déterminisme fonctionnel de l'industrie dans l'éducation de l'indigène Congolais*.
s.d. (ca 1934). 1 pièce
213. Note sur *L'agriculture au Congo belge* (volumes 1 et 2), avec carte agricole en couleur.
septembre 1936. 1 pièce

214. Manuscrit de l'examen passé par René Kabale à l'école professionnelle pour commis d'Élisabethville.
1936. 1 pièce
215. Brochures diverses : *L'agression japonaise et la Société des Nations* (Genève, 1937), *Étude sur la question de l'action sociale et de l'action individuelle des actionnaires dans les sociétés anonymes* (Cahier n^o 1 du Centre d'Étude des Sociétés Anonymes, Bruxelles, septembre 1937), *L'aide des étudiants de l'Université de Bruxelles aux enfants d'Espagne* (Bruxelles, 1^{er} janvier 1939), Henri De Man, *Une offensive pour la paix* (Paris-Bruxelles, 1938), Colloque Walter Lippmann, 26-30 août 1938 : texte provisoire.
1937-1939. 1 liasse
Avec carton du comité des étudiants pour l'aide à l'Espagne républicaine.
216. Publications diverses relatives au Congo : brochure sur les exportations de la Colonie (étude de la B.C.B. ou Banque du Congo Belge, s.a. réalisée en 1938), liste protocolaire des personnalités du Congo belge (mars 1938) et rapport d'activité du Conseil de province d'Élisabethville en 1938.
1938. 3 pièces
217. Copie du jugement rendu par le tribunal d'Anvers dans l'affaire Minerva Motors s.a.
30 juin 1938. 1 pièce
218. Texte d'une conférence sur les sociétés coloniales dans la vie économique et sociale du Congo.
ca 1940. 1 pièce
219. Note de la société Sogechim s.a. sur le rendement financier des activités économiques de la Colonie en 1939.
1941. 1 pièce

V. OPÉRATIONS BANCAIRES

A. RÈGLEMENTS, TARIFS, FORMULAIRES

220. Copies des règlements pour les comptes courants de dépôt (1894, 1898), les comptes courants des sociétés patronnées ou agréées (1897) et les comptes courants pour recouvrements en Belgique, en France ou dans d'autres pays étrangers (ca 1895).
1894-1898. 1 chemise
221. Tarif d'encaissement des valeurs (effets et titres ou coupons) remises par les titulaires de comptes courant de dépôt.
1905. 1 pièce
222. Brochure intitulée *Opérations, conditions et tarifs* (versions de 1907 et 1913, avec photos).
1907. 2 pièces
223. Dépliant donnant la liste, par localité, des banques chargées du service d'agence de la S.G.B. en Belgique.
juillet 1920. 1 pièce

- 224-225. Brochures avec les formulaires-types des actes relatifs aux opérations bancaires : brochure imprimée par la S.G.B. septembre 1924. 2 pièces
Conservé en 3 exemplaires.
224. Tome 1 : ouvertures de crédit.
225. Tome 2 : ouvertures de comptes courants, dépôts de titres, location de coffres-forts, procuration générale.
226. Brochure avec le règlement des opérations (versions de juin 1927 et décembre 1931). 1927. 2 pièces

B. VIREMENTS

227. Carnet de virements de la S.G.B. lié au compte courant du général Raymond Dinjeart. 1930. 1 pièce
Avec sceau sec de la S.G.B. sur chaque formulaire de virement.

C. PRÊTS, CRÉDITS

- 228-230. Recueil des résolutions prises par le conseil de direction concernant les ouvertures de crédit, garanties bancaires, etc. avril 1893-décembre 1904. 3 carnets
228. 28 avril 1893-10 août 1900.
229. 17 août 1900-17 novembre 1903.
230. 27 novembre 1903-23 décembre 1904.
231. Brochure imprimée relative aux prêts sur fonds publics (versions sans date et de septembre 1910). ca 1910. 2 pièces
232. Acte notarié passé à l'ouverture d'un crédit hypothécaire par la S.G.B. pour acquisition d'une maison et pièces relatives à l'enregistrement de l'acte auprès du bureau de conservation des hypothèques. 21 novembre 1934. 3 pièces
233. Registre de lettres de crédit de la BSGB. 1935-1944. 1 volume
Avec lettres de crédit délivrées et lettres de crédit vierges.

D. SERVICE (OU CAISSE) DES RECOUVREMENTS

Service compétent pour l'encaissement d'effets de commerce et de chèques et l'acceptation des effets.

234. Brochures diverses : tarif des recouvrements sur la Belgique valable au 1^{er} mai 1905, tarif des recouvrements sur l'étranger valable au 1^{er} juillet 1906, instructions générales pour le service des recouvrements (1907) et tarif des recouvrements sur la France au 1^{er} octobre 1911. 1905-1911. 1 liasse

235. Prospectus des conditions générales applicables au recouvrement et à la négociation des effets sur la Belgique et sur l'étranger à partir du 1^{er} janvier 1889. 1889. 1 pièce
236. Brochure intitulée *Société Générale pour favoriser l'Industrie Nationale. Tarifs de recouvrements sur l'étranger valable au 1^{er} novembre 1899. Allemagne, Autriche-Hongrie, Grand-duché de Luxembourg, Hollande, Îles britanniques, Italie, Suisse.* 1899. 1 pièce
237. Dossier concernant le réescompte par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale du portefeuille d'effets « France » et l'organisation de cette opération. 1886-1904. 1 chemise
238. Pièces diverses relatives à des traites tirées par la société Traction et Électricité et sa filiale Distrigaz (Société Anonyme de Distribution du Gaz) payables à la S.G.B. (financement de fournitures faites par la Société Anonyme des Usines à Tubes de la Meuse). 1932. 1 chemise

E. SERVICES DES COMPTES COURANTS

Voyez également le Grand-livre des comptes courants dans la comptabilité.

1. ADMINISTRATION DES COMPTES COURANTS : RÈGLEMENTS, TARIFS, PROCURATIONS, SPÉCIMENS DE FORMULAIRES

239. Règlements des comptes-courants de la S.G.B. pour dépôts, sociétés agréées, recouvrements d'effets Belgique, France ou étranger. ca 1900-1910. 1 chemise
240. Circulaires relatives à l'intérêt alloué par la S.G.B. aux comptes courants de dépôt. 1907. 1 chemise
241. Dépliant relatif au règlement des comptes courants de dépôts ouverts à la clientèle (versions de juillet 1907, juin 1908, janvier 1909, juillet 1915). 1907-1915. 1 chemise
242. Dépliant relatif au règlement des comptes courants pour recouvrements d'effets, coupons et valeurs. 1909. 1 chemise
243. Dépliant relatif au règlement des comptes courants des sociétés patronnées ou agréées. 1909. 1 pièce
244. Brochure à l'attention du personnel avec les prescriptions et règlements relatifs au service des comptes courants. 1920. 1 pièce
245. Formulaire en usage à la S.G.B. : procuration générale pour les opérations de banque, procuration réciproque, procuration et autorisation maritale à l'effet d'émettre des chèques et d'opérer des retraits sur compte courant, carnets de

- compte courant (notamment pour femme mariée et pour compte joint d'époux).
ca 1920. 1 chemise
246. Spécimens d'extraits du registre de compte courant et de talons du solde d'un
compte courant à conserver par le client (équivalent d'un formulaire de virement
ou de situation de compte).
1928-1929. 1 chemise

2. CHÈQUES

247. Spécimens de chèques et reçus émis par la S.G.B. (reçu d'encaissement de
coupons émis par le bureau de l'escompte et du change en 1889, quittances de
paiement sur compte courant d'intérêts de rentes belges, reçu de paiement de
rentes belges sur compte d'intérêts). Spécimens de chèques payables à l'ordre de
la S.G.B. émis par différentes banques étrangères.
1878-1914. 1 recueil
Les banques dont on conserve des chèques sont The Hong Kong Shanghai Banking Corp. (1913),
Banque Brésilienne Italo-Belge s.a. (1913-1914), J.A. Bances y Ca (Cuba) (1912-1913), The
London and River Plate Bank Ltd. (1913), Mallet Frères & Cie (1912), The Bank of Africa Ltd.
(1914, Afrique du Sud), Banque Française et Italienne pour l'Amérique du Sud s.a. (1912), Banco
Nacional de Mexico (1912), Banco Central Mexicano (Mexique, 1912), Banque Française pour le
Commerce et l'Industrie s.a. (France, 1914), B.U.P. ou Banque de l'Union Parisienne s.a. (1914),
Banco de la Nacion Boliviana (Bolivie, 1914), Banco Francés del Rio de la Plata (Argentine,
1912), Banco del Peru y Londres (Pérou, 1912), Comptoir National d'Escompte de Paris s.a.
(1913), Bank of Nova Scotia (1913).
248. Registre des entrées et sorties de carnets de chèques imprimés.
1899-1902. 1 volume
249. Spécimens de reçus signés par la clientèle de la S.G.B. à l'occasion de la
réception de chèques.
1931-1934. 1 recueil

F. CAISSE D'ÉPARGNE

250. Copies des résolutions du conseil de direction de la Société Générale pour
Favoriser l'Industrie Nationale s.a. relatives à la « caisse d'épargnes » (sic).
1831-1849. 1 volume
251. Circulaire imprimée à l'occasion de la création de la « caisse d'épargnes » de la
Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale (en français et en
néerlandais) ; circulaire manuscrite annonçant une modification des taux
d'intérêts annuels sur les livrets de la Caisse d'épargnes (1842).
1831-1842. 2 pièces
252. Feuillet ou dépliant avec le règlement de la caisse d'épargne de la Société
Générale pour Favoriser l'Industrie nationale (versions de 1831, ca 1860 et ca
1900).
1831-1900. 3 pièces
253. Dossier concernant la gestion de la caisse d'épargne de la Société Générale pour
Favoriser l'Industrie nationale : circulaires et correspondance adressées aux
agents, note sur les variations d'intérêts et les délais de remboursement des fonds
déposés et correspondance avec le ministère de l'Intérieur concernant les

- montants d'épargne déposés.
1831-1849. 1 chemise
254. Journal des recettes de quinzaine de la caisse d'épargne (montants par agence de province et montants totaux).
mai 1884-mai 1886. 1 volume
255. Circulaire relative aux pièces à produire en cas de décès d'un titulaire d'actions, d'obligations ou de dépôts à la Caisse d'Épargne.
ca 1900. 1 pièce
256. Circulaire renouvelant les instructions relatives au service de la caisse d'épargne, avec en annexe les formulaires utilisés pour sa gestion (relevé des recettes et paiements effectués, demande de duplicata de livrets, relevés de quinzaine, etc.).
1904. 1 pièce

G. DÉPÔT DE TITRES ET VALEURS PAR DES TIERS

1. RÈGLEMENT

257. Dépliants et brochures avec le règlement des dépôts de titre et valeurs.
1905-1917. 1 chemise

2. ENTRÉE ET RETRAIT DE TITRES, RELEVÉS

- 258-261. Livre d'entrée des titres déposés par la clientèle.
1911-1920. 4 volumes
258. 1911-1912.
259. 1915-1917.
260. 1917-1919.
261. 1919-1920.
262. Grand-livre des entrées et sorties de titres en dépôt à découvert volontaires (relevé alphabétique).
1891-1897. 1 volume
263. Grand-livre des entrées et sorties de titres en dépôt à découvert volontaires (relevé alphabétique pour les clients dont les noms commencent par les lettres A, B, C, E, F, et G).
1898-1907. 1 volume
264. Registre (chronologique) des dépôts à découvert gratuits (dépôts par la clientèle de titres de sociétés filiales de la S.G.B.).
1905-1911. 1 volume
- 265-266. Registre (chronologique) des dépôts de titres à découvert.
1906-1907. 2 volumes
265. 1906-1907.
266. 1907.
267. Registre des titres remis à la clientèle par la caisse des dépôts provisoires (guichets).
septembre 1930-janvier 1933. 1 volume

- 268-269. Registre (chronologiques) des titres mis à la disposition de la clientèle.
1912-1919. 2 volumes
268. 1912-1917.
269. 1917-1919.
- 270-271. Registre (chronologique) des retraits par la clientèle de titres en dépôt à découvert.
1906-1908. 2 volumes
270. 1906-1907.
271. 1907-1908.
- 272-273. Registre des retraits provisoires de titres.
janvier 1921-mars 1939. 2 volumes
272. janvier-juillet 1921.
273. décembre 1920-mars 1939.
274. Registre des retraits définitifs de titres.
octobre 1919-octobre 1935. 1 volume
275. Registre (chronologique) des retraits gratuits (titres de sociétés filiales de la
S.G.B.).
1905-1911. 1 volume
276. Registre (chronologique) des titres « en suspens », avec nom du propriétaire et du
cessionnaire (soit le plus souvent la Caisse de Liquidation).
1919-1920. 1 volume
277. Spécimens de cartons utilisés pour la gestion des dépôts de titres (comptes titres
du Duc Engelbert d'Arenberg et de membres de la famille d'Arenberg-Croy).
1909-1910. 1 chemise

3. TRANSFERTS

- 278-281. Bordereaux quotidiens du service « dépôts de titre conservation » actant le
transfert de titres déposés par la clientèle depuis le trésor de la Banque vers les
guichets (ou caisse titres) de la S.G.B.
janvier 1931-juin 1931. 4 liasses
278. janvier-février 1931.
279. mars 1931.
280. avril 1931.
281. mai-juin 1931.
282. Bordereaux actant le transfert de titres déposés par la clientèle à la Banque vers
les guichets de la S.G.B.
mai-juin 1931. 1 liasse
283. Bordereaux « conservation » actant le transfert de titres déposés à l'étranger vers
les guichets (ou caisse titres) de la S.G.B.
1931. 1 chemise

4. PAIEMENT DE COUPONS, REMBOURSEMENTS

284. Brochure donnant la liste des titres et coupons payables à la S.G.B.
1906. 1 pièce

285. Liste des titres et coupons payables : à Bruxelles, aux guichets de la S.G.B. ; et en province, aux guichets des banques chargées de son service d'agence.
1902. 1 pièce
286. Registre des remboursements d'obligations et paiement de coupons de la Société Anonyme des Chemins de fer du Nord de la Belgique s.a.
1904-1938. 1 volume
287. Paquets cachetés par le trésor de la S.G.B., contenant les reçus ou quittances des obligataires de la Compagnie de Chemin de Fer du Nord-Donetz ; bordereaux enregistrant le paiement par la S.G.B. de coupons d'actions ou obligations de la Compagnie de Chemin de Fer du Nord-Donetz pendant la Première Guerre mondiale.
1914-1917. 1 liasse
- 288-289. Relevés alphabétiques mensuels des remboursements d'obligations en dépôt.
1909-1913. 2 volumes
288. 1909.
289. 1912-1913.

5. LIQUIDATION OU VENTE DE TITRES

290. Notes et correspondance relatives aux ventes de titres destinées à couvrir le solde débiteur du compte « vente à réméré » de certains clients.
1914-1925. 1 liasse
291. Correspondance entre la S.G.B. et des débiteurs défailants à propos de la vente des titres que ceux-ci ont déposé en gage de leurs prêts.
1915-1924. 1 chemise
292. Registre des liquidations (ou ventes) de titres déposés à la caisse des dépôts provisoires.
1914-1919. 1 volume
293. Feuilles de base ou relevés des titres vendus par la clientèle et remis par la caisse des dépôts provisoires (guichets) à la caisse des liquidations.
1930-1931. 1 volume

6. SERVICE DES DÉPÔTS CACHETÉS

294. Relevé alphabétique des dépôts volontaires cachetés (avec valeurs déclarées).
1872-1915. 1 volume
295. Procès-verbaux des dépôts et retraits de dépôts cachetés volontaires.
1913-1919. 1 volume

7. DÉPÔTS À L'ÉTRANGER

296. Correspondance de la S.G.B. relative aux dépôts à terme et à préavis constitués par la B.N.B. (Banque Nationale de Belgique) auprès de la Banque Italo-Belge s.a. à Londres et de la B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Londres.
1928-1929. 1 chemise

8. LOCATION DE COFFRES FORTS

297. Articles de presse sur les nouveaux coffres-forts de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale 1895-1896. 3 pièces
298. Dossier concernant le service des coffres-forts : brochures sur la location de coffres (versions de janvier 1904 et juin 1909), dépliant avec le règlement du service de location (janvier 1910), spécimen de fiche d'un locataire d'un coffre-fort (ca 1914-1920). 1904-1910. 1 chemise
299. Spécimen de convention de location de coffre-fort passée en 1917 (avec copie du règlement et des tarifs). 1917. 1 pièce

H. ENTRÉES ET SORTIES DE TITRES APPARTENANT À LA S.G.B.

- 300-302. Registre des achats et ventes de titres (ou dépôts et retraits de titres) qui constituent le portefeuille de la S.G.B. elle-même (obligations, actions, titres du Trésor). février 1891-décembre 1936. 3 volumes
300. février 1891-novembre 1921.
301. novembre 1921-février 1929.
302. février 1929-décembre 1936.
- 303-306. Registre des dépôts et retraits de titres en portefeuille. juillet 1921-août 1939. 4 volumes
303. juillet 1921-mai 1924.
304. mai 1924-juillet 1928.
305. juillet 1928-octobre 1930.
306. décembre 1933-août 1939.
- 307-308. Grand-livre du portefeuille titres (relevé des entrées et sorties par titres. ca 1908-1924. 2 volumes
- Avec répertoire des titres dans le livre n^o 1.
307. Livre n^o 1. ca 1908-1924.
308. Livre n^o 2. ca 1908-1924.
309. Registre des entrées et sorties de titres de la tour de la deuxième direction. 1921-1922. 1 volume

I. CHANGE

310. Répertoire des commissions de change appliquées sur chaque place financière (Paris, Londres, Zurich, Madrid, New York, etc.). 1932. 1 volume
311. Agenda de la Banque reprenant des achats de devises (livre sterling, etc.) conclus avec la Banque Nationale s.a., la B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne) s.a., les banques affiliées, etc. 1914. 1 volume

J. ÉMISSION DE BILLETS DE BANQUE

312. Reproduction d'un billet de la Société Générale des Pays-Bas imprimé dans les années 1820 par la firme Enschede & Zonen, à Harlem.
ca 1825. 1 pièce
313. Spécimen du papier utilisé pour l'impression du fond de billets de banque.
12 septembre 1914. 2 pièces
314. Spécimen d'un billet de banque de deux francs émis par la S.G.B. pendant la Première Guerre mondiale.
1915. 1 pièce
Le billet est abîmé (quasi déchiré en deux).

K. ÉMISSION D'EMPRUNTS PRIVÉS ET PUBLICS**1. GESTION DES RENTES BELGES 2½ %**

Une « administration des rentes » fut créée à Bruxelles le 9 décembre 1844 par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale et MM. Rothschild Frères à Paris en vue d'émettre des certificats au porteur pour les rentes inscrites sur le Grand-livre de la dette publique belge au taux de 2 ½ % l'an.

315. Dossier concernant l'administration des rentes belges 2 ½ % formée par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale et la banque Rothschild Frères (Paris) : copie des situations mensuelles de 1872 à 1875 (avec tableau du capital souscrit et des bénéfices réalisés de 1859 à 1873), carnets d'inscription des certificats au porteur de 2.000 francs et de certificats en florins de la dette belge soumis à l'échange contre des obligations du Trésor avec les noms des déposants et le montant souscrit (1875-1884), registre des liquidations de certificats en florins et francs (1878-1913), registre des certificats de rente 2 ½ % annulés et retirés de la circulation (1854-1876).
1854-1884. 1 liasse
316. Acte notarié organisant la prolongation de durée de l'administration des rentes constituée par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale et Rothschild Frères.
décembre 1859. 1 pièce
317. Correspondance avec divers (dont Rothschild Frères) relative au paiement des intérêts, remplacements de coupons et cas de pertes ou détérioration des talons ou coupons de rente belge.
1842-1879. 1 liasse
Avec spécimens de feuilles de coupons de rente.
318. Correspondance avec l'Administration de la Trésorerie et de la Dette publique (ministère des Finances) concernant : la situation des rentes 2 ½ % ; leur échange contre des obligations de rente créées par le gouvernement ; le rachat par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale de récépissés fractionnaires ; et l'évolution du compte ouvert sur le Grand-livre de la dette publique, au nom de l'administration des rentes constituée par la Société Générale et Rothschild. Correspondance avec Rothschild Frères et des épargnants concernant le remplacement de titres détruits.

- 1853-1893. 1 liasse
Avec spécimens de reçus de la Société Générale et spécimen de feuille de coupons de rentes.
319. Spécimens de reçus pour paiements de coupons et intérêts aux propriétaires de certificats de rente belge 2 ½ %.
ca 1860-1897. 1 chemise
- 2. EMPRUNT DE RECONSTRUCTION DE 1920**
320. Publicité pour l'emprunt 5 % de l'État belge émis en février 1920 à l'intervention de la S.G.B.
février 1920. 1 pièce
Copie d'un document conservé aux archives du Musée de la Vie wallonne, à Liège.
- 3. EMPRUNTS DE LA VILLE DE BRUXELLES**
321. Dossier concernant les instructions aux employés de la Banque relatives à sa participation à l'émission d'emprunts de la ville de Bruxelles de 1886 et 1905.
1886-1905. 1 chemise
- 4. ÉMISSIONS DE SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES ET OBLIGATIONS ÉMISES PAR LA S.G.B.**
322. Prospectus d'émission pour les obligations hypothécaires 4 % de la Société Industrielle, Charbonnière et Métallurgique du Bassin d'Ouspensk s.a. en 1899 et pour l'Emprunt chinois 5 % Or de 1898.
1898-1899. 1 chemise
323. Prospectus d'émission des titres des sociétés Le Cardé (Anciens Établissements Guillaume Maisier Fils) à Limbourg (1924), Union Sucrière de Belgique s.a. (1924), Intertropical-Comfina s.a. (1924), Société Anonyme des Usines de Moncheret s.a. (1924), Société Anonyme des Forges et Tôleries Liégeoises s.a. (1924), Société Anonyme des Charbonnages des Liégeois en Campine s.a. (1924), société en commandite simple Évence Coppée & Cie (1924), Société des Charbonnages Dahlbusch s.a. (1924), Société Anonyme des Charbonnages de Fontaine-l'Évêque s.a. (1924).
1924. 1 liasse
324. Registres de récépissés de souscription lors des émissions des titres des sociétés Société Anonyme des Aciéries d'Angleur et des Charbonnages Belges (1923), Intertropical-Comfina s.a. (1924), Société Anonyme d'Ougrée-Marihaye s.a. (1924), Société Anonyme des Usines de Moncheret s.a. (1924).
1923-1924. 1 liasse
325. Affiches annonçant la vente par souscription publique de titres Petrofina ou Compagnie Financière Belge des Pétroles s.a. (1925), Compagnie du Congo Belge s.a.r.l. (1924), Union Sucrière de Belgique s.a. (1924), Autobus Belges n.v. (en néerlandais, 1924), Société Anonyme des Usines de Moncheret s.a. (1924).
1924-1925. 1 chemise HF
Certaines affiches sont en mauvais état.
326. Registre des titres de diverses sociétés présentés à la signature des membres de la direction.
1896-1899. 1 volume

327. Circulaires et prospectus relatifs à des émissions et conversions d'emprunts d'entreprises (voir détail en annexe), États (Norvège en 1894, État indépendant du Congo en 1888, 1889 et 1898), province (Rhénanie en 1894), villes et communes (Bruxelles en 1887, Anvers en 1888, Schaerbeek, Ixelles, Saint-Gilles et Saint-Josse-ten-Noode en 1894, Gand en 1896, Liège et Schaerbeek en 1897, Ostende en 1898).
1885-1899. 1 chemise
Voir le détail de cet article en annexe 1.
328. Circulaires et notes concernant les modalités d'émission, de commissions allouées, de souscription ou de paiement de coupons d'obligations de la S.G.B. et de sociétés diverses (Ville de Lille, Société de Châtelineau, etc.).
1875-1919. 1 chemise
Avec affichette de la S.G.B. annonçant la prise en charge par la société, pour ses propres obligations, de la taxe fiscale de 4 % établie sur les intérêts par la loi du 1^{er} septembre 1913.
329. Conventions des emprunts émis par la Ville de Bruxelles en 1930 et 1932 auprès d'un consortium de banques dont la S.G.B. et la Banque de Paris et des Pays-Bas (succursale de Bruxelles).
1930-1932. 2 pièces
330. Convention de l'emprunt émis par la Ville de Gand en 1932 auprès d'un consortium de banques dont la S.G.B. et la Banque de Paris et des Pays-Bas (succursale de Bruxelles).
1932. 1 pièce

L. OPÉRATIONS BANCAIRES DIVERSES

331. Spécimen d'un carnet de reçus signés de clients de la S.G.B. pour dépôts de pièces, valeurs, titres et sommes divers (Restaurants Bruxellois, Maison du Peuple, Mairie de Lille, Compagnie Mutuelle des Tramways, etc.).
1918-1920. 1 pièce
332. Carnet des remises quotidiennes d'obligations déposées sur des comptes titres de clients de la Banque.
janvier 1915-mai 1921. 1 pièce

M. INSPECTION

- 333-341. Dossiers de divers détournements, affaires de fraudes ou erreurs : correspondance bancaire, relations éventuelles avec les avocats de la Banque, coupures de presse, spécimens de chèques de la S.G.B. et de la Banque d'Outremer s.a., spécimens de traites bancaires (effets), ordres de bourse, reçus et approuvés de compte courant, etc.
1926-1934. 7 liasses et 2 chemises
333. Affaire 'Lauwers'.
1928-1931. 1 liasse
334. Affaire 'De Houck'.
1928-1934. 1 liasse
335. Affaire 'Vyvermans'.
1927-1934. 1 chemise

- | | | |
|------|--|-----------|
| 336. | Affaire 'Vyvermans' (suite).
1931-1933. | 1 liasse |
| 337. | Affaire 'Boinon'.
1930-1933. | 1 chemise |
| 338. | Affaire 'Bombeck'.
1926-1928. | 1 liasse |
| 339. | Affaire 'Cartiaux et Vyvermans'.
1930-1934.
Avec chèques de la Banque d'Outremer s.a. | 1 liasse |
| 340. | Affaire du receveur communal de Saint-Josse-ten-Noode (avec
spécimens du journal <i>La Nation Belge</i> (1931).
1930-1931. | 1 liasse |
| 341. | Affaire "Coen".
1933-1934. | 1 liasse |

VI. RÉSEAU (AGENCES ET BANQUES PATRONNÉES)

A. SERVICE D'AGENCE DE LA S.G.B.

- | | | |
|------|---|---------|
| 342. | Acte autographe par lequel le roi Guillaume entérine la création de la Banque
d'Anvers.
novembre 1826. | 1 pièce |
| 343. | Feuillet imprimé donnant la liste des agences des banques patronnées assurant le
service d'agence de la S.G.B. dans 238 localités belges.
1922. | 1 pièce |

B. CIRCULAIRES, RÈGLEMENTS

- | | | |
|------|---|-----------|
| 344. | Circulaires adressées aux banques patronnées par la Société Générale pour
Favoriser l'Industrie nationale
1896, 1904. | 1 chemise |
| 345. | Brochure avec le <i>Règlement du service d'agence des banques patronnées</i> .
ca 1920. | 1 pièce |
| 346. | Circulaires annonçant la création de différentes banques patronnées (Banque
Centrale de la Meuse s.a. en janvier 1908, Banque de Roulers-Thielt s.a. en août
1906, Banque Générale du Centre en janvier 1904, B.U.P. ou Banque de l'Union
Parisienne s.a. en mars 1904), signatures autorisées à la Banque de Gand s.a.
(1904).
1904-1908. | 1 chemise |

C. RAPPORTS ANNUELS DES BANQUES PATRONNÉES (1922-1934)

- | | | |
|----------|--|-------------|
| 347-358. | Rapports annuels imprimés des banques patronnées par la S.G.B.
1923-1934.
La liste de banques reprises dans cette collection varie selon l'exercice. | 12 recueils |
| 347. | Exercice 1922 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque
d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et
Luxembourg), Banque de la Flandre Occidentale (Bruges), Banque
Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai) | |

- (avec exemplaire en néerlandais, Bank van Kortrijk n.v.), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Générale d'Ostende (Ostende), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), Banque d'Outremer (Bruxelles), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
- 1923.
348. Exercice 1923 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque de la Flandre Occidentale (Bruges), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai) (avec exemplaire en néerlandais Bank van Kortrijk n.v.), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Générale d'Ostende (Ostende), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge).
- 1924.
349. Exercice 1924 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai) (avec exemplaire en néerlandais Bank van Kortrijk n.v.), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge).
- 1925.
350. Exercice 1925 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai) (avec exemplaire en néerlandais Bank van Kortrijk n.v.), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque

- Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge).
1926.
351. Exercice 1926 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai) (avec exemplaire en néerlandais Bank van Kortrijk n.v.), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge).
1927.
352. Exercice 1927 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai) (avec exemplaire en néerlandais Bank van Kortrijk n.v.), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
1928.
353. Exercice 1928 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
1929.
354. Exercice 1929 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et

- Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
- 1930.
355. Exercice 1930 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Limburgsche Bankvereniging n.v. (Maastricht), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
- 1931.
356. Exercice 1931 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Limburgsche Bankvereniging n.v. (Maastricht), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
- 1932.
357. Exercice 1932 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque

- Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur (Namur), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
1933.
358. Exercice 1933 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai et de la Flandre Occidentale (Courtrai), Banque Centrale de Namur et de la Meuse (Namur et Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle et du Limbourg (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, B.I.B. (Banque Italo-Belge), Banque générale du Nord (Ancienne Banque Verley, Decroix) (Lille), B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne).
1934.
- 359-361. Deuxième série (incomplète) de rapports annuels imprimés des banques patronnées et de la S.G.B. (la liste de banques reprises dans cette collection varie selon l'exercice).
1932-1934. 3 recueils
359. Exercice 1931 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Générale de la Flandre Occidentale (Bruges et Ostende), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Centrale du Limbourg (Hasselt), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Limburgsche Bankvereniging n.v. (Maastricht), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur s.a., Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, S.G.B.
1932.
360. Exercice 1932 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai (Courtrai), Banque Centrale de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale de Namur s.a., Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, S.G.B.
1932.

361. Exercice 1933 : Banque Centrale de la Dendre (Alost), Banque d'Anvers (Anvers), Banque Générale du Luxembourg (Arlon et Luxembourg), Banque Centrale de la Sambre (Charleroi), Banque de Courtrai et de la Flandre Occidentale (Courtrai), Banque Centrale de Namur et de la Meuse (Dinant), Banque de Flandre et de Gand (Gand), Banque Générale du Centre (La Louvière), Banque Générale de Liège et de Huy (Liège), Banque Centrale de la Dyle et du Limbourg (Louvain), Banque du Hainaut (Mons), Banque Centrale Tournaisienne (Tournai), Banque de Verviers (Verviers), B.B.E. (Banque Belge pour l'Étranger) à Bruxelles, S.G.B. 1934.

VII. SERVICES

A. SERVICE DES SOCIÉTÉS PATRONNÉES.

362. États des obligations ou actions émises par les différentes filiales du groupe et déposées à la Banque (avec les noms des déposants et la nature des titres déposés).
mai 1903. 1 chemise
Les sociétés concernées sont notamment les Chemins de Fer de Mons à Hautmont s.a., les Chemins de Fer du Nord de la Belgique s.a., les Chemins de Fer Nord-Milan s.a., la Société Hypothécaire Belge-Américaine s.a., la Société Métallurgique Russo-Belge s.a., la Société de Marcinelle et Couillet, la Société Métallurgique d'Aubrives et Villerupt, les Charbonnages Réunis de Charleroi, les Charbonnages des Produits à Flénu s.a., les Charbonnages Unis de l'Ouest de Mons s.a., les Charbonnages du Couchant s.a., les Charbonnages du Gouffre s.a. et la Société des Minoteries et Élévateurs à Grains s.a.

B. FINANCES

1. CAPITAL

363. États des titres de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale (actions complètes, actions de capital, parts de réserve et obligations) déposés à la Banque. 1903. 1 chemise
364. Graphiques donnant l'évolution du cours des actions de la S.G.B., de ses bénéfices bruts et de ses dividendes pour les années 1822 à 1862. ca 1919. 1 pièce
- 365-367. Registres de souscription aux titres de capital et parts de réserve de la S.G.B. (avec nombre de titres souscrits et noms des souscripteurs). ca 1922. 3 volumes
365. Registre du premier versement. s.d. (ca 1922).
366. Registre des versements de libération. s.d. (ca 1922).
367. Registre de libération totale. s.d. (ca 1922).

- 368-369. Registre des entrées et sorties des stocks de papier et feuilles d'actions, obligations et coupons de la S.G.B.
1896-1915. 2 volumes
368. 1896-1903.
369. 1904-1915.
370. Carnet des reçus délivrés lors de la remise des papiers pour actions et coupons des actions de capital, parts de réserve et obligations de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale.
1851-1867. 1 carnet
371. Relevé des opérations de signature, timbrage et griffe des titres de la S.G.B. et de certaines sociétés patronnées.
1899-1914. 1 carnet
Avec spécimens de quittances de primes pour des polices d'assurance sur la vie émises en Autriche et en Prusse par la Royale Belge.
372. Registre d'échange d'actions de capital contre des parts de réserve et de remise de ces titres à la caisse des titres de passage.
ca 1905-1925. 1 volume
373. Relevé des obligations de la S.G.B. émises en province.
décembre 1913-juin 1921. 1 volume
374. Registre des numéros des obligations S.G.B. émises mensuellement.
novembre 1903-septembre 1920. 1 volume
375. Relevé des obligations de la S.G.B. émises « au » Trésor.
avril 1916-octobre 1925. 1 volume
376. Contrôle comptable mensuel des obligations de la S.G.B. mises à disposition de la II^e direction puis délivrées par celle-ci.
novembre 1915-septembre 1926. 1 volume
377. Correspondance adressée à Karl von Lumm comme Commissaire général impérial pour les banques en Belgique (Kaiserliche Generalkommissar für die Banken in Belgien) concernant l'émission d'obligations 4 % par la S.G.B.
1918. 1 chemise
378. Dossier concernant les augmentations de capital de 1918 (prospectus, circulaires, coupures de presse, consultation juridique, rapport annuel pour l'exercice 1917, statuts de la S.G.B. en 1903, spécimens de quittances de versement délivrés aux souscripteurs), de 1922 (prospectus, extraits de délibérations du conseil, circulaires, coupures de presse, consultation juridique, spécimens de bons de souscription et de quittances de versement, correspondance avec la Commission de la Bourse) et 1928 (extraits des *A.M.B.*, circulaires, coupures de presse, avis aux actionnaires, notes sur la participation du personnel au syndicat de garantie de l'émission, spécimens de certificat provisoire au porteur et numéro du *Bulletin* hebdomadaire de la S.G.B.).
1903, 1918-1928. 1 liasse

379. Carnet des quittances de souscription des titres de capital émis lors de l'augmentation de capital de 1922.
1922. 3 pièces
Les quittances portent des sceaux secs.
380. Feuillet publié à l'occasion de l'augmentation de capital de la S.G.B. en février 1928 (pris ferme à concurrence de 108.000 parts de réserve par un syndicat groupant la Banque d'Anvers et la B.B.E. ou Banque Belge pour l'Étranger).
1928. 1 pièce
381. Dossier concernant l'augmentation de capital de 1929 (émission de 480.000 parts de réserve nouvelles) : extraits des *A.M.B.*, prospectus, circulaires, avis aux actionnaires, notes sur la participation du personnel au syndicat de garantie de l'émission, correspondance adressée par l'Union des Banques de Province aux membres du syndicat de garantie.
1929. 1 liasse
Avec un numéro du *Bulletin* hebdomadaire de la S.G.B.
382. Brochure avec l'avis du conseil de direction de la S.G.B. critiquant le projet d'O.P.A. de Cerus sur 15 % des parts de réserve de la société.
1988. 1 pièce
Cette brochure n'a semble-t-il pas été distribuée.
383. Prospectus préliminaire d'offre publique de vente par Sodinvest s.a. de 7 millions de parts de réserve de la S.G.B. du 26 au 30 juin 1989.
1989. 1 liasse
Avec rapport annuel de la S.G.B. pour l'exercice 1988 (versions française et anglaise).
- 2. PORTEFEUILLE**
384. Numéro du *Cours Authentique* publié par la Commission de la Bourse instituée par la loi du 30 décembre 1867.
1883. 1 pièce
385. État du portefeuille de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale détaillant les cautionnements déposés pour divers, les actions de sociétés, fonds publics et obligations, le compte des liquidations diverses et les participations financières.
1903. 1 chemise
386. Dossier concernant la formation de la Banque Générale du Luxembourg par apport de certaines agences de la Banque Centrale de la Meuse s.a. (anciennement Banque Henry) et la fusion de la Banque Centrale de Namur s.a. avec la Banque Centrale de la Meuse s.a.
1917-1919. 1 chemise
387. Rapport annuel de la B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne) s.a. pour l'exercice 1913.
1914. 1 pièce
388. Acte (copie) de vente d'actions de la société Arbed (Société des Aciéries de Burbach-Eich-Dudelange) s.a. à la Deutsche Bank et acte (copie) du syndicat de blocage des actions à passer entre la S.G.B. et la Deutsche Bank.
ca 1941. 2 pièces

C. COMPTABILITÉ**1. GÉNÉRALITÉS**

389. Dossier concernant les créances sur l'Allemagne non reconnues ou irrécouvrables au lendemain de la Première Guerre mondiale : notes, correspondance avec les banques allemandes, contacts avec l'Office (belge) de Vérification et de Compensation.
1918-1927. 1 liasse
390. Notes concernant les comptes bancaires en Russie, les avoirs en roubles en Russie et dans des banques étrangères et certains avoirs à la Banque Hongroise d'Escompte et de Change (Budapest).
1928-1929. 1 chemise
391. Notes diverses concernant notamment : la concentration auprès de la Wiener-Bank Verein des mouvements de banque de la S.G.B. dans les pays issus de l'éclatement de l'Empire Austro-Hongrois, la valorisation des créances de la S.G.B. sur l'Autriche et la Hongrie après la Première Guerre mondiale (notamment des couronnes autrichiennes comprises dans le solde créditeur de la S.G.B. à la Wiener Lombard und Escompte-Bank), les contacts à ce sujet avec l'Anglo-Austrian Bank Ltd., la banque S.M. von Rothschild à Vienne, l'Oesterreichische Creditanstalt für Handel und Gewerbe à Vienne et l'Office (belge) de Vérification et de Compensation, le règlement des dettes d'avant-guerre entre ressortissants belges et allemands en vertu de l'article 296 du traité de Versailles (évolution des comptes avec Ernst Wertheimer & Co., la Disconto-Gesellschaft, la Dresdner Bank et la Commerz- und Disconto-Bank, etc.), les instructions aux banques patronnées de la S.G.B. (circulaires sur les modalités de différentes opérations bancaires), les notes de service adressées au personnel, les règles concernant les opérations de change traitées pour compte du « social » (sic), la tenue des écritures comptables, etc.
1921-1930. 1 liasse

2. LIVRE JOURNAL

- 392-584. Livre journal de la Société Générale des Pays-Bas pour Favoriser l'Industrie nationale, puis Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale, puis S.G.B. (Société Générale de Belgique).
1823-1936. 193 volumes
- | | | |
|------|-------|--|
| 392. | 1823. | |
| 393. | 1824. | |
| 394. | 1825. | |
| 395. | 1826. | |
| 396. | 1827. | |
| 397. | 1828. | |
| 398. | 1829. | |
| 399. | 1830. | |
| 400. | 1831. | |
| 401. | 1832. | |
| 402. | 1833. | |
| 403. | 1834. | |

- 404. 1835.
- 405. 1836 (première partie).
- 406. 1836 (deuxième partie).
- 407. 1837 (première partie).
- 408. 1837 (deuxième partie).
- 409. 1838 (première partie).
- 410. 1838 (deuxième partie).
- 411. 1839 (première partie).
- 412. 1839 (deuxième partie).
- 413. 1840 (première partie).
- 414. 1840 (deuxième partie).
- 415. 1841 (première partie).
- 416. 1841 (deuxième partie).
- 417. 1842 (première partie).
- 418. 1842 (deuxième partie).
- 419. 1843 (première partie).
- 420. 1843 (deuxième partie).
- 421. 1844 (première partie).
- 422. 1844 (deuxième partie).
- 423. 1845 (première partie).
- 424. 1845 (deuxième partie).
- 425. 1846 (première partie).
- 426. 1846 (deuxième partie).
- 427. 1847 (première partie).
- 428. 1847 (deuxième partie).
- 429. 1848 (première partie).
- 430. 1848 (deuxième partie).
- 431. 1849 (première partie).
- 432. 1849 (deuxième partie).
- 433. 1850 (première partie).
- 434. 1850 (deuxième partie).
- 435. 1851 (première partie).
- 436. 1851 (deuxième partie).
- 437. 1852 (première partie).
- 438. 1852 (deuxième partie).
- 439. 1853 (première partie).
- 440. 1853 (deuxième partie).
- 441. 1854 (première partie).
- 442. 1854 (deuxième partie).
- 443. 1855 (première partie).
- 444. 1855 (deuxième partie).
- 445. 1856 (première partie).
- 446. 1856 (deuxième partie).
- 447. 1857 (première partie).
- 448. 1857 (deuxième partie).
- 449. 1858 (première partie).
- 450. 1858 (deuxième partie).
- 451. 1859 (première partie).

- 452. 1859 (deuxième partie).
- 453. 1860 (première partie).
- 454. 1860 (deuxième partie).
- 455. 1861 (première partie).
- 456. 1861 (deuxième partie).
- 457. 1862 (première partie).
- 458. 1862 (deuxième partie).
- 459. 1863 (première partie).
- 460. 1863 (deuxième partie).
- 461. 1864 (première partie).
- 462. 1864 (deuxième partie).
- 463. 1865 (première partie).
- 464. 1865 (deuxième partie).
- 465. 1866 (première partie).
- 466. 1866 (deuxième partie).
- 467. 1867 (première partie).
- 468. 1867 (deuxième partie).
- 469. 1868 (première partie).
- 470. 1868 (deuxième partie).
- 471. 1869 (première partie).
- 472. 1869 (deuxième partie).
- 473. 1870 (première partie).
- 474. 1870 (deuxième partie).
- 475. 1871 (première partie).
- 476. 1871 (deuxième partie).
- 477. 1872 (première partie).
- 478. 1872 (deuxième partie).
- 479. 1873 (première partie).
- 480. 1873 (deuxième partie).
- 481. 1874 (première partie).
- 482. 1874 (deuxième partie).
- 483. 1875 (première partie).
- 484. 1875 (deuxième partie).
- 485. 1876 (première partie).
- 486. 1876 (deuxième partie).
- 487. 1877 (première partie).
- 488. 1877 (deuxième partie).
- 489. 1878 (première partie).
- 490. 1878 (deuxième partie).
- 491. 1879 (première partie).
- 492. 1879 (deuxième partie).
- 493. 1880 (première partie).
- 494. 1880 (deuxième partie).
- 495. 1881 (première partie).
- 496. 1881 (deuxième partie).
- 497. 1882 (première partie).
- 498. 1882 (deuxième partie).
- 499. 1883 (première partie).

- 500. 1883 (deuxième partie).
- 501. 1884 (première partie).
- 502. 1884 (deuxième partie).
- 503. 1885 (première partie).
- 504. 1885 (deuxième partie).
- 505. 1886 (première partie).
- 506. 1886 (deuxième partie).
- 507. 1887 (première partie).
- 508. 1887 (deuxième partie).
- 509. 1888 (première partie).
- 510. 1888 (deuxième partie).
- 511. 1889 (première partie).
- 512. 1889 (deuxième partie).
- 513. 1890 (première partie).
- 514. 1890 (deuxième partie).
- 515. 1891 (première partie).
- 516. 1891 (deuxième partie).
- 517. 1892 (première partie).
- 518. 1892 (deuxième partie).
- 519. 1893 (première partie).
- 520. 1893 (deuxième partie).
- 521. 1894 (première partie).
- 522. 1894 (deuxième partie).
- 523. 1895 (première partie).
- 524. 1895 (deuxième partie).
- 525. 1896 (première partie).
- 526. 1896 (deuxième partie).
- 527. 1897 (première partie).
- 528. 1897 (deuxième partie).
- 529. 1898 (première partie).
- 530. 1898 (deuxième partie).
- 531. 1899 (première partie).
- 532. 1899 (deuxième partie).
- 533. 1900 (première partie).
- 534. 1900 (deuxième partie).
- 535. 1901 (première partie).
- 536. 1901 (deuxième partie).
- 537. 1902 (première partie).
- 538. 1902 (deuxième partie).
- 539. 1903 (première partie).
- 540. 1903 (deuxième partie).
- 541. 1904 (première partie).
- 542. 1904 (deuxième partie).
- 543. 1905 (première partie).
- 544. 1905 (deuxième partie).
- 545. 1906 (première partie).
- 546. 1906 (deuxième partie).
- 547. 1907 (première partie).

548. 1907 (deuxième partie).
549. 1908 (première partie).
550. 1908 (deuxième partie).
551. 1909 (première partie).
552. 1909 (deuxième partie).
553. 1910 (première partie).
554. 1910 (deuxième partie).
555. 1911 (première partie).
556. 1911 (deuxième partie).
557. 1912 (première partie).
558. 1912 (deuxième partie).
559. 1913 (première partie).
560. 1913 (deuxième partie).
561. 1914 (première partie).
562. 1914 (deuxième partie).
563. 1915 (première partie).
564. 1915 (deuxième partie).
565. 1916.
566. 1917.
567. 1918.
568. 1919.
569. 1920.
570. 1921.
571. 1922.
572. 1923.
573. 1924.
574. 1925.
575. 1926.
576. 1927.
577. 1929.
578. 1930.
579. 1931.
580. 1932.
581. 1933.
582. 1934.
583. 1935.
584. 1936.
- 585-604. Journal général de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale.
1823-1842. 20 volumes
585. 1823.
586. 1824.
587. 1825.
588. 1826.
589. 1827.
590. 1828.
591. 1829.
592. 1830.
593. 1831.

594.	1832.
595.	1833.
596.	1834.
597.	1835.
598.	1836.
599.	1837.
600.	1838.
601.	1839.
602.	1840.
603.	1841.
604.	1842.

3. GRANDS-LIVRES

- 605-607. Grand-livre des comptes courants sans intérêts de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale : crédit et débit au compte du client.
1858-1873. 3 volumes
On relève parmi les clients des familles, des sociétés, la liste civile du Roi, des particuliers, des directeurs de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale, des associations charitables, etc.
- | | |
|------|------------|
| 605. | 1858-1863. |
| 606. | 1863-1872. |
| 607. | 1873. |
- 608-610. Grand-livre des comptes courants avec intérêt de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale.
1851-1871. 3 volumes
L'intérêt varie selon que le client est une société, un autre organisme ou un particulier.
- | | |
|------|------------|
| 608. | 1851-1855. |
| 609. | 1856-1865. |
| 610. | 1866-1871. |
- 611-618. Livre des « comptes courants divers » de la S.G.B. : recettes et dépenses à régulariser.
1910-1917. 8 volumes
- | | |
|------|-------|
| 611. | 1910. |
| 612. | 1911. |
| 613. | 1912. |
| 614. | 1913. |
| 615. | 1914. |
| 616. | 1915. |
| 617. | 1916. |
| 618. | 1917. |
- 619-669. Livre des « comptes courants ouverts à diverses sociétés » par la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale.
1850-1900. 51 volumes
Ces comptes sont ouverts le plus souvent aux filiales de la Société Générale elle-même.
- | | |
|------|-------|
| 619. | 1850. |
| 620. | 1851. |
| 621. | 1852. |

622.	1853.
623.	1854.
624.	1855.
625.	1856.
626.	1857.
627.	1858.
628.	1859.
629.	1860.
630.	1861.
631.	1862.
632.	1863.
633.	1864.
634.	1865.
635.	1866.
636.	1867.
637.	1868.
638.	1869.
639.	1870.
640.	1871.
641.	1872.
642.	1873.
643.	1874.
644.	1875.
645.	1876.
646.	1877.
647.	1878.
648.	1879.
649.	1880.
650.	1881.
651.	1882.
652.	1883.
653.	1884.
654.	1885.
655.	1886.
656.	1887.
657.	1888.
658.	1889.
659.	1890.
660.	1891.
661.	1892.
662.	1893.
663.	1894.
664.	1895.
665.	1896.
666.	1897.
667.	1898.
668.	1899.
669.	1900.

- 670-763. Grand-livre annuel des comptes courants portant intérêts (1858-1874), puis grand-livre des comptes de dépôts (1875-1924) de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale puis S.G.B.

1858-1928.

94 volumes

Ce Grand-livre n'est conservé que pour les clients dont le nom commence par les lettres « A à E », « A à F » ou « A à H », selon l'année. Cette sélection n'est pas le fait des archivistes.

670. 1858 à 1866.

671. 1867.

672. 1868.

673. 1869.

674. 1870.

675. 1871.

676. 1872.

677. 1873.

678. 1874.

679. 1875.

680. 1876.

681. 1877.

682. 1878.

683. 1879.

684. 1880.

685. 1881.

686. 1882.

687. 1883.

688. 1884.

689. 1885.

690. 1886.

691. 1887.

692. 1888.

693. 1889.

694. 1889.

695. 1890.

696. 1890.

697. 1891.

698. 1891.

699. 1892.

700. 1892.

701. 1893.

702. 1893.

703. 1894.

704. 1894.

705. 1895.

706. 1895.

707. 1896.

708. 1896.

709. 1897.

710. 1897.

711. 1898.

712. 1898.

713.	1899.
714.	1899.
715.	1900.
716.	1900.
717.	1901.
718.	1901.
719.	1902.
720.	1902.
721.	1903.
722.	1903.
723.	1904.
724.	1904.
725.	1905.
726.	1905.
727.	1906.
728.	1906.
729.	1907.
730.	1907.
731.	1908, volume 1.
732.	1908, volume 2.
733.	1909, volume 1.
734.	1909, volume 2.
735.	1910, volume 1.
736.	1910, volume 2.
737.	1911, volume 1.
738.	1911, volume 2.
739.	1912, volume 1.
740.	1912, volume 2.
741.	1913, volume 1.
742.	1913, volume 2.
743.	1914, volume 1.
744.	1914, volume 2.
745.	1915, volume 1.
746.	1915, volume 2.
747.	1916, volume 1.
748.	1916, volume 2.
749.	1917, volume 1.
750.	1918-1919 (comptes du Comité de secours et d'alimentation et de diverses œuvres de secours pendant la guerre).
751.	1918-1919, A. à Al.
752.	1918-1919, Al. à Ar.
753.	1918-1919, Ar. à Ba.
754.	1920, volume A. à An.
755.	1920, volume Am. à Ba.
756.	1921-1922, volume A à Ad.
757.	1921-1922, volume Ad. à Ap.
758.	1921-1922, volume Ar. à Bam.
759.	1921-1922, volume Ban. à Bea.

760. 1923-1924, volume A. à Ac.
761. 1923-1924, volume Ad. à Aq.
762. 1925-1926, Volume A à Az.
763. 1928, Volume A à Ar.
- 764-820. Grand-livre des comptes courants de change avec diverses banques étrangères
(dits aussi à partir de 1922 « grand-livre des changes banquiers étrangers »).
1870-1926. 57 volumes
764. 1870-1871.
765. 1872.
766. 1873.
767. 1874.
768. 1875.
769. 1876.
770. 1877.
771. 1878.
772. 1879.
773. 1880.
774. 1881.
775. 1882.
776. 1883.
777. 1884.
778. 1885.
779. 1886.
780. 1887.
781. 1888.
782. 1889.
783. 1890.
784. 1891.
785. 1892.
786. 1893.
787. 1894.
788. 1895.
789. 1896.
790. 1897.
791. 1898.
792. 1899.
793. 1900.
794. 1901.
795. 1902.
796. 1903.
797. 1904.
798. 1905.
799. 1906.
800. 1907.
801. 1908.
802. 1909.
803. 1910.
804. 1911.

- 805. 1912.
- 806. 1913.
- 807. 1914.
- 808. 1915.
- 809. 1916.
- 810. 1917.
- 811. 1918.
- 812. 1919.
- 813. 1920.
- 814. 1920.
- 815. 1921.
- 816. 1922.
- 817. 1923.
- 818. 1924.
- 819. 1925.
- 820. 1926.

821-860. Grand-livre de la S.G.B. (siège social).
1914-1928.

40 volumes

- 821. 1^{er} trimestre 1914.
- 822. 2^e trimestre 1914.
- 823. juillet-décembre 1914.
- 824. 1^{er} trimestre 1915.
- 825. 2^e trimestre 1915.
- 826. 3^e trimestre 1915.
- 827. 4^e trimestre 1915.
- 828. 1^{er} trimestre 1916.
- 829. 2^e trimestre 1916.
- 830. 3^e trimestre 1916.
- 831. 4^e trimestre 1916.
- 832. 1^{er} trimestre 1917.
- 833. 2^e trimestre 1917.
- 834. 3^e trimestre 1917.
- 835. 4^e trimestre 1917.
- 836. 1^{er} trimestre 1918.
- 837. juillet-décembre 1918.
- 838. janvier-avril 1919.
- 839. mai-août 1919.
- 840. septembre-décembre 1919.
- 841. janvier-avril 1920.
- 842. mai-août 1920.
- 843. septembre-décembre 1920.
- 844. janvier-avril 1921.
- 845. mai-août 1921.
- 846. septembre-décembre 1921.
- 847. 1^{er} semestre 1922.
- 848. 2^e semestre 1922.
- 849. 1^{er} semestre 1923.
- 850. 2^e semestre 1923.

851. 1^{er} semestre 1924.
852. 2^e semestre 1924.
853. 1^{er} semestre 1925.
854. 2^e semestre 1925.
855. 1^{er} semestre 1926.
856. 2^e semestre 1926.
857. 1^{er} semestre 1927.
858. 2^e semestre 1927.
859. 1^{er} semestre 1928.
860. 2^e semestre 1928.
- 861-908. Grand-livre des comptes courants ouverts aux sociétés patronnées ou agréées par la S.G.B.
1901-1930. 48 volumes
861. Sociétés patronnées ou agréées.
1901.
862. Sociétés patronnées ou agréées.
1902.
863. Sociétés patronnées ou agréées.
1903.
864. Sociétés patronnées ou agréées.
1904.
865. Sociétés patronnées ou agréées.
1905.
866. Sociétés patronnées ou agréées.
1906.
867. Sociétés patronnées ou agréées.
1907.
868. Sociétés patronnées ou agréées.
1908.
869. Sociétés patronnées ou agréées.
1909.
870. Sociétés patronnées ou agréées.
1910.
871. Sociétés patronnées.
1911.
872. Sociétés agréées.
1911.
873. Sociétés patronnées.
1912.
874. Sociétés agréées.
1912.
875. Sociétés patronnées.
1913.
876. Sociétés agréées.
1913.
877. Sociétés patronnées.
1914.

- 878. Sociétés agréées.
1914.
- 879. Sociétés patronnées.
1915.
- 880. Sociétés agréées.
1915.
- 881. Sociétés patronnées.
1916.
- 882. Sociétés agréées.
1916.
- 883. Sociétés patronnées.
1917.
- 884. Sociétés agréées.
1917.
- 885. Sociétés patronnées.
1918.
- 886. Sociétés agréées.
1918.
- 887. Sociétés patronnées.
1919.
- 888. Sociétés agréées.
1919.
- 889. Sociétés patronnées.
1920.
- 890. Sociétés agréées.
1920.
- 891. Sociétés patronnées.
1921.
- 892. Sociétés agréées.
1921.
- 893. Sociétés patronnées.
1922.
- 894. Sociétés agréées.
1922.
- 895. Sociétés patronnées.
1923.
- 896. Société agréées.
1923.
- 897. Sociétés patronnées.
1924.
- 898. Société agréées.
1924.
- 899. Sociétés patronnées.
1925.
- 900. Sociétés agréées.
1925.
- 901. Sociétés patronnées.
janvier-mars 1926.

- 902. Sociétés agréées.
janvier-mars 1926.
- 903. Sociétés patronnées.
janvier-mars 1927.
- 904. Sociétés agréées.
janvier-mars 1927.
- 905. Sociétés patronnées.
janvier-mars 1928.
- 906. Sociétés agréées.
janvier-mars 1928.
- 907. Sociétés patronnées.
janvier-mars 1930.
- 908. Sociétés agréées.
janvier-mars 1930.

4. DÉPENSES DIVERSES (2^E DIRECTION)

a. Dépenses de caisse

- 909-913. Livre de caisse des menues dépenses de la II^e direction de la S.G.B. (timbre, feu, lumière, livres, journal, etc.).
1911-1933. 5 volumes
- 909. septembre 1911-mars 1915.
- 910. mars 1915-janvier 1920.
- 911. 1919-1926.
- 912. 1927-1930.
- 913. 1931-1933.
- 914-916. Registres des mandats à payer pour dépenses diverses de la S.G.B.
1916-1936. 3 volumes
- 914. 1916-1921.
- 915. 1921-1925.
- 916. 1925-1936.

b. Dépenses d'administration (autos, vêtements, chauffage...)

- 917-918. Livre des dépenses diverses du service autos de la S.G.B. et frais de voyage.
1925-1930. 2 volumes
- 917. 1925-1926.
- 918. 1927-1930.
- 919. Livre des dépenses d'habillement du personnel des services généraux de la S.G.B. : relevés des vêtements distribués aux membres du personnel (garçons de bureaux, huissiers, encaisseurs, boutefeus, menuisiers, vitriers, portiers, grooms, etc.), y compris ceux des diverses agences.
1920-1930. 1 volume

c. Avances de roubles aux Belges émigrés de Russie (1921)

- 920. Dossier concernant les finances de sujets belges émigrés de Russie : avances sur roubles, inventaire de meubles et biens saisis en Russie, note sur des roubles saisis à la frontière de la Finlande à des Belges qui émigrent.

- 1912-1921. 1 chemise
Avec spécimen de billet de 500 roubles à l'effigie de Pierre le Grand, testaments de sujets belges fuyant la Russie et laissez-passer accordé à un agent belge d'une société de commerce.
921. Reçus délivrés par des sujets belges émigrés de Russie pour roubles leur appartenant saisis par les autorités finlandaises lors de leur fuite de Russie et restitués ensuite par l'intermédiaire de la S.G.B. 1921. 1 chemise
- D. CONTENTIEUX**
922. Études juridiques relatives à la représentation aux assemblées générales de la Société Générale des Pays-Bas pour Favoriser l'Industrie nationale des femmes ou épouses propriétaires d'actions, d'usufruitiers, de tuteurs et d'« incapables ». 1824-1826. 1 chemise
923. Études juridiques et notes de NN. Lefebvre et NN. Van Volxem fils sur la capacité d'une femme mariée à transférer des titres nominatifs à un tiers sans l'autorisation de son mari, et sur la cession de titres appartenant à des mineurs. 1825-1826. 1 chemise
924. Note de Ferdinand Drugman et Jean-Pierre Barbanson sur la saisie par l'armée hollandaise de la caisse de l'agence de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale à Turnhout, saisie constituant selon eux un cas de force majeure dégageant la responsabilité de la Société à l'égard de l'État. décembre 1832. 1 pièce
925. Note de l'avocat Ferdinand Drugman, relative à la marche à suivre pour assurer les droits de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale sur les actions déposées en vue d'obtenir un compte courant. 6 avril 1835. 1 pièce
926. Note de Ferdinand Drugman sur les droits d'enregistrement appliqués aux sociétés anonymes. janvier 1837. 1 pièce
927. Brochure intitulée *Mémoire pour la Société Générale contre MM. Fr. et Ph. Vandermaelen et Joseph Meeus*, Bruxelles, 1864. 1864. 1 pièce
928. Dossier concernant la législation allemande en matière de successions (« Erbschein ») : documentation, correspondance. 1905-1909. 1 chemise
929. Consultation de l'avocat Eugène Hanssens relative à la garantie des avances alimentaires de la S.G.B. à des personnes peu fortunées par transfert à son nom de leurs livrets de la C.G.E.R. (Caisse Générale d'Épargne et de Retraite). 1916. 1 pièce
930. Copie de la décision du Conseil d'État relative à un contentieux entre la Compagnie Générale d'Éclairage de Bordeaux et la Ville de Bordeaux portant sur la poursuite des services concédés malgré la hausse du prix du charbon. 1916. 1 pièce

931. Dossier concernant diverses enquêtes et renseignements sur des affaires de faux chèques et de vols ou pertes de valeurs.
1933-1934. 1 liasse
Avec spécimens de faux chèques.

E. PERSONNEL

1. BULLETIN DU PERSONNEL

932. Numéro du *Bulletin du Club de la Générale* de septembre 1931.
septembre 1931. 1 pièce
Voir aussi les n^{os} 20, 99, 378 et 381.

2. RÈGLEMENT D'ORDRE INTÉRIEUR ET CIRCULAIRES

933. Extraits des procès-verbaux de réunions du conseil de direction de la S.G.B.
concernant le personnel et ses activités.
1823-1923. 1 recueil
934. Brochures avec le règlement d'ordre intérieur de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale ; et avec les *Mesures d'ordre de service complétant le règlement d'ordre intérieur*, qui décrivent l'activité des différentes divisions, bureaux et services de la Banque.
1896. 2 pièces
935. Brochure d'instructions pour les bureaux de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale, complétant le règlement d'ordre intérieur.
1896. 1 pièce
936. Brochure des *Mesures d'ordre de service complétant le règlement d'ordre intérieur* de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale.
1896. 1 pièce
937. Ordre de service du 29 novembre 1919 portant réorganisation des services de la S.G.B. et de ses sept départements.
1919. 1 pièce

3. RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES NON PÉCUNIAIRES

938. Dossier concernant la rémunération des prestations supplémentaires du personnel du service des émissions relatives aux dommages de guerre.
1923. 1 chemise
939. Livre des recettes et dépenses du réfectoire (ou mess) du personnel de la S.G.B. : achats d'aliments et ventes de soupes, plats du jour, tasses de cafés lait, bière, etc.
juin 1928-octobre 1934. 1 volume

4. MUTUALITÉ

940. Dossier concernant la Mutualité du personnel de la S.G.B. : statuts (brochure, 1930), règlement d'ordre intérieur (brochure, ca 1930), projet de nouveaux statuts (1935).
1930-1935. 3 pièces

5. PENSIONS

941. Spécimen d'extrait du compte courant de la Caisse de Réserve des employés ouvert à la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale. 1892. 1 pièce
942. Brochure avec le règlement de la Caisse de Réserve des employés de la S.G.B. 1914. 1 pièce
943. Relevés de titres déposés sous le dossier de la « Caisse de réserve » des employés de la S.G.B. et mandats de paiements à exécuter. ca 1926. 1 chemise
944. Note sur la chronologie des décisions en matière d'allocations de vie chère accordées au personnel pensionné de la S.G.B. 1927. 1 pièce

6. ÉTAT DU PERSONNEL

- 945-952. États du personnel de la S.G.B. (classement par service et ordre d'entrée en fonctions, avec grade et traitement). 1922-1934. 8 recueils
945. État du personnel au 1^{er} mars 1922. 1922.
946. État du personnel au 15 mars 1924. 1924.
947. État du personnel au 1^{er} avril 1928. 1928.
948. État du personnel au 1^{er} avril 1929. 1929.
949. État du personnel au 1^{er} avril 1930. 1930.
950. État du personnel au 15 mai 1931. 1931.
951. État du personnel au 15 mai 1932. 1933.
952. État du personnel au 15 avril 1934. 1934.

7. CLUB DE LA GÉNÉRALE

953. Demande de subside adressée à la direction de la S.G.B. par le Club de la Générale (avec rapport sur ses activités). janvier 1932. 1 pièce
954. Brochure publiée par le Club de la Générale sous le titre *Couplets et ensembles extraits de la revue 'Tambours, battez... la Générale !'* (ca 1925-1930). s.d. 1 pièce

8. DISTINCTIONS ET HOMMAGES

955. Dossier concernant la commémoration du sacrifice des membres du personnel de la S.G.B. tués au cours de la Première Guerre mondiale : circulaires, extraits du

Bulletin du Club de la Générale, relevé d'une collecte organisée au sein du personnel.

1932.

1 chemise

956. Dossier concernant divers hommages et manifestations en l'honneur de membres du personnel : manifestation en l'honneur du secrétaire Édouard de Brabander (1901), promotion du même dans l'ordre de Léopold (1911), 50^e année de service du fondé de pouvoir Charles Nerinck (1923), retraite de NN. Bols (ca 1925), 25^e année de service de NN. Demanet (ca 1925), 35^e anniversaire de l'entrée à la S.G.B. de NN. Goossens (1930), retraite du fondé de pouvoirs NN. Coen (1932). 1901-1932. 1 chemise
957. Menus des banquets offerts à l'occasion du 50^e anniversaire de l'entrée à la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale de Georges Germain, chef de division (1878), de Louis Anoul, chef de division (1896) et de François T'Kint de Roodenbeke, chef du secrétariat (1896), menu d'un banquet offert à l'occasion d'un 25^e anniversaire non identifié (1851-1875). 1875, 1878, 1896. 1 chemise

9. DIVERS

958. Feuillet d'un employé de la S.G.B. récapitulant les jours de congés pris chaque année depuis son entrée à la Société Générale pour Favoriser l'Industrie Nationale, en 1879. 1893. 1 pièce
959. Affichette annonçant le vol de 31 bons de rente belge de 10.000 francs par un employé de la S.G.B., donnant la description physique de la personne recherchée (avec photo) et offrant une récompense à toute personne contribuant à son arrestation. 1905. 1 pièce
960. Carnet contenant le relevé des allocations accordées au personnel de la S.G.B. par la direction. 1918-1919. 1 carnet
961. Documents concernant deux conventions passées entre la S.G.B. et la B.S.G.B. (Banque de la Société Générale de Belgique) relatives à l'achat d'une propriété et au paiement des pensions et rentes du personnel passé de la S.G.B. à la B.S.G.B. : conventions et correspondance. 1936-1937. 3 pièces

F. RELATIONS PUBLIQUES

962. Lettre du Belgian Artists' Committee actif à Londres pendant la Première Guerre mondiale, concernant le soutien de la S.G.B. à ses activités en faveur des soldats belges au front. 1915. 1 pièce
963. Dossier concernant diverses manifestations publiques auxquelles la S.G.B. s'est associée : 50^e anniversaire de la Caisse Générale de Reports et de Dépôts s.a. (1924), 100^e anniversaire de la Compagnie Belge d'Assurances Générales sur la Vie s.a. (1924), noces d'argent du roi Albert et de la reine Élisabeth (1925), 100^e

- anniversaire de la Banque Jules Joire (1927), 110^e anniversaire de la Société John Cockerill s.a. (1927), décoration des rues du quartier des banques à Bruxelles à l'occasion du retour du Congo du roi Albert et de la reine Élisabeth (1928), 100^e anniversaire de la Compagnie Belge d'Assurances Générales contre l'Incendie (1930), mariage du prince et de la princesse de Piémont (1930).
1924-1930. 1 chemise
964. Numéro 10 du *Bulletin d'information de la Société Générale de Belgique* (édition spéciale).
septembre 1972. 1 pièce
965. Collection partielle du *Bulletin d'information de la Société Générale de Belgique* (n^{os} 30 à 51).
octobre 1977-mai 1984. 1 liasse
Le n^o 49 manque.
966. Brochure de présentation du groupe de la S.G.B. intitulée *Société Générale de Belgique et sociétés affiliées* (versions en français et en anglais).
1975. 2 pièces
967. Situations et résultats de la S.G.B. au 30 juin 1996.
1996. 1 pièce

G. BÂTIMENTS

968. Dossier concernant les taxes immobilières dues par la S.G.B. : estimation des immeubles de la S.G.B., correspondance avec l'administration des Contributions, extraits de la matrice cadastrale.
1899-1921. 1 chemise
969. Note manuscrite sur les origines de propriété d'immeubles de la Société Générale pour Favoriser l'Industrie nationale à Bruxelles (rue Montagne-du-Parc, n^{os} 1 à 5, rue Isabelle ou de la Bibliothèque, n^o 1147 et rue des Douze-Apôtres, n^{os} 26 et 28) et à Anvers (hôtel de la Banque sis Lange Nieuwstraat).
1903. 1 pièce
970. Carnet des dépenses pour locations et encaissements de loyers ou « produits des immeubles » de la S.G.B. (à Bruxelles rue Royale, rue Isabelle, rue des Douze-Apôtres, place de la Chancellerie, rue du Marais, boulevard Anspach et passage de la Bibliothèque, à Vilvorde rue de Louvain, etc.).
1899-1924. 1 carnet
971. Plan d'un bâtiment à usage de bureaux à construire pour la S.G.B., rue Royale.
1952. 1 pièce

VIII. FONDS D'AMORTISSEMENT DE L'EMPRUNT DE L'ÉTAT INDÉPENDANT DU CONGO DE 1888

L'emprunt de l'E.I.C. (État indépendant du Congo) est autorisé par décret du Roi-Souverain Léopold II en date du 7 février 1888 et par la loi belge du 29 avril 1887. À l'époque, il constitue pour l'État indépendant une dette publique au capital nominal de 150 millions de francs représentée par 1.500.000 obligations de cent francs, au porteur, réparties en 60.000 séries de 25 obligations chacune et

remboursables en 99 ans. Le secrétariat du Fonds d'Amortissement de l'Emprunt du Congo est assuré par la S.G.B. L'ordre dans lequel les obligations sont remboursées est fixé par des tirages au sort qui ont lieu six fois par an au siège de la S.G.B., en présence de représentants du ministre des Finances et du comité de gestion du Fonds d'Amortissement de l'Emprunt du Congo. Les remboursements sont terminés en 1991.

L'essentiel des archives du Fonds d'Amortissement est conservé dans le fonds d'archives S.G.B., quatrième versement (numéros 5235 à 5335).

- 972-973. Registre des dépôts et retraits pour le compte du comité de gestion du Fonds d'Amortissement de l'Emprunt de l'État Indépendant du Congo de 1888. 1899-1919. 2 volumes
972. 1899-1915.
973. 1916-1919.
974. Grand-livre du portefeuille du Fonds d'Amortissement de l'Emprunt de l'État Indépendant du Congo de 1888. ca 1901-1921. 1 volume
975. Certificats de dépôts, au trésor de la S.G.B., de titres constituant le Fonds d'Amortissement de l'Emprunt du Congo de 1888. 1896-1901. 1 chemise
- 976-979. Livre des récépissés du Fonds d'Amortissement de l'Emprunt de l'État Indépendant du Congo de 1888 (annulés et acquittés, arriérés). 1905-1919. 4 volumes
976. 1905, 1912-1913.
977. 1913-1914.
978. 1905-1911, 1914-1917.
979. 1917-1919.

IX. DIVERS

980. Informations sur différents clients ou correspondants de la S.G.B. concernant essentiellement leurs signatures autorisées ou un changement de raison sociale. 1902-1925. 1 chemise
- Les sociétés concernées sont notamment : Comptoir Commercial Anversois, Ernesto A. Bunge et I. Born, Banque de Commerce s.a., Banque de Bruxelles s.a., Banque Liégeoise, Delhaize Frères et Cie, Société Belge de Crédit Industriel et Commercial et de Dépôts s.a., Crédit Lyonnais s.a., Société Anonyme de Merbes-le-Château s.a., Manufacture de Glaces et de Produits Chimiques s.a., Crédit Liégeois s.a.

ANNEXE : ANALYSES DÉTAILLÉES

14. Publications et brochures relatives à l'histoire de la S.G.B. (copies) : *Quelques feuilles sur la Société Générale des Pays-Bas pour favoriser l'Industrie Nationale* (Bruxelles, février 1823), *De l'emploi du fonds de l'Industrie sous le gouvernement précédent* (Bruxelles, 1834), *Essai sur la question des rapports du gouvernement belge avec la Société Générale, par un membre de la représentation nationale* (Bruxelles, mars 1835), F. Rapaert, *Coup d'œil sur la situation financière de la Belgique au 1^{er} juillet 1835* (Bruxelles, 1835), F. J. Van den Bossche, *Exposé des droits et actions du gouvernement belge à charge de la Société Générale du chef de l'acte de son institution* (Bruxelles, 1836), [Un Belge ami de la vérité], *Réponse à Mr. Van den Bossche sur les droits et actions du gouvernement belge à charge de la Société Générale* (Bruxelles, 1837), *Mémoire pour le gouvernement Hollandais et le Syndicat d'Amortissement contre la Société Générale* (Bruxelles, janvier 1842), Édouard de Lescluze, *Quelques réflexions sur la question financière 1847-1848* (Bruges, 1848), *Situation financière de la Belgique* (Bruxelles, 1847), Louis Duvivier, *Quelques considérations sur l'état financier de la Belgique. Au peuple belge* (Bruxelles 1848), *Réponse pour M. le ministre des Finances aux observations de la Société Générale concernant les intérêts de l'encaisse de 1830* (Bruxelles, 1851), *Réponse pour M. le ministre des Finances comme représentant de l'État belge au mémoire lui signifié par la Société Générale à l'appui du pourvoi dirigé par cette société contre les arrêts prononcés par la Cour des Comptes le 4 mai et le 3 décembre 1850* (Bruxelles, 1851).
1823-1851. 1 liasse
115. Statuts imprimés et brochures relatives à divers organismes financiers allemands et austro-hongrois : Wiener Bank-Verein (Vienne, 1906), Banque des Pays de l'Europe Centrale s.a. (1922), Union-Bank (Vienne, 1909), Allgemeinen Verkehrsbank (Vienne, 1903), Wissenschaftlichen Klub à Vienne (1914), Niederösterreichischen Landes-Hypotheken-Anstalt (Vienne, 1912), Pensions-Institutes der Angestellten der Allgemeinen Depositen-Bank (Vienne, 1887), Leykam-Josefsthal A.G. für Papier- & Druck-Industrie (Vienne, 1888), Oesterreichischen Disconto-Gesellschaft (Vienne, 1907), Österreichischen Länderbank (Vienne, 1903), Schlesischen Eskompte-Bank (Bielitz, 1920), Wiener Giro- und Cassen-Vereines (1907), Marburger Escomptebank (1872), Wiener Creditgesellschaft für Industrie und Handel (1905), Österreichischen Zentral-Industrie und Montan-Bank (s.d.), Bank & Wechselstuben-Actien-Gesellschaft ‚Mercur‘ (Vienne, 1910), Kreditinstitutes Zentralverkauf (Vienne, 1907), Böhmisches Industrial-Bank (Prague, 1898), Credit-Anstalt für Handel und Gewerbe (Vienne, 1910), Wiener Lombard- und Escompte-Bank (ca 1914), « Azienda » ou Österreichisch-Französische Lebens- und Reten-Versicherungs-Gesellschaft (Vienne, 1887).
1872-1914. 1 liasse

Avec *Amliche Nachrichten über das 'Preußische Staatsschuldbuch'* (Berlin, 1905) et statuts de l'Omnium (Compagnie Générale d'Assurances et de Crédit Foncier) s.a. (Bruxelles, ca 1910).

127. Correspondance reçue et envoyée à divers et notamment Gaston Barbanson, Paul Berryer (ministre de l'Intérieur), baron Eugène Beyens (ministre des Affaires étrangères), sir Adam Block (ministère britannique du Commerce extérieur), Sir J. Bradbury (secrétaire de la Trésorerie britannique), James Brown (Wall Street, New York), Hector Carlier, NN. Cartuyvels de Collaert, Gérard Cooreman (ministre d'État), Henri Davignon (à Londres), baron Émile de Cartier de Marchienne (ministre de Belgique à Washington), comte Frédéric Van den Steen de Jehay (chef de cabinet du roi), Victor Denyn (chef de cabinet du ministre des Colonies), baron de Renette (vice-gouverneur général du Katanga), NN. De Sadeleer (copie d'une lettre envoyée par celui-ci au ministre des Finances, A. van de Vyvere), baron Empain, baron Albéric Fallon (ministre de Belgique à La Haye), Laurent Fierens (avocat), Émile Francqui, J.-L. Garvin, Eugène Henry (gouverneur général du Congo), Herbert Hoover (Food Administration), Octave Homberg (cabinet du ministre français des Finances), Paul Hymans (légation de Belgique à Londres, concernant Thomas Ryan), chevalier Hynderick, professeur Vernon Kellogg (Stanford Lee University), J. Langlois (trésorier de la liste civile du roi), Charles Lejeune, J. Liebaert (ministre d'État et directeur de la Banque Nationale de Belgique), Pierre Mali (consul de Belgique à New York), Bernard Mallet, NN. Massart (président du comité de secours aux prisonniers de guerre belges), Paul May, Eghos Nubar, duc de Norfolk, NN. Orth, W. H. Page, Fernand Passelecq, Elizabeth Patlen, Georges Peltzer, Prosper Poulet (ministre des Sciences et des Arts), Jules Renkin (ministre des Colonies), colonel NN. Repington, NN. Rombouts, Walter Runciman, Paul Segers (ministre de la Marine), NN. Sontag, Willard Straight, NN. Storck, le sultan d'Égypte, Lord Edm. Talbot, A. Thiry, le journal *The Times*, Henry Urban (ingénieur), baron Léon Van der Elst (secrétaire général du ministère des Affaires étrangères), Jules Van den Heuvel (ministre de Belgique auprès du Saint-Siège), Émile Vandervelde (membre du Conseil des ministres), Lionel Wiener (Compagnie Générale de Chemins de Fer et de Tramways en Chine s.a.), L. Villars (président de la B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne) s.a.), J.P. Whitaker, Robert Williams, F.J. Willis. 1917. 1 liasse
128. Correspondance reçue et envoyée à divers et notamment sir Adam Block (ministère britannique du Commerce extérieur), Édouard Bunge, Gérard Cooreman (ministre d'État), baron NN. Chazal, baron Émile de Cartier de Marchienne (ministre de Belgique à Washington), baron de Broqueville (ministre de la Reconstitution Nationale), Auguste de Lantsheere (légation de Belgique à Buenos-Aires), comte Fr. de Jehay (chef de cabinet du roi), baron Albéric Fallon (ministre de Belgique à La Haye), comte Ed. d'Assche, Émile Francqui, Herbert Hoover (Food Administration), comte Renaud de Briey, général comte de Jonghe d'Ardoye, Octave Homberg (cabinet du ministre français des Finances), Peston Horner (directeur général de l'U.M.H.K.), Arm. Hubert (ministre de l'Industrie), Paul Hymans (légation de Belgique à Londres), Otto Kahn, J. Liebaert (ministre d'État et directeur de la Banque Nationale de Belgique), J. Ingenbleeck (secrétaire du roi Albert Ier et de la reine Élisabeth) NN. Jungbluth, Paul May, prince Napoléon, Fernand Passelecq, baron Moncheur (ministre de Belgique à Londres), Georges Peltzer, F. Pisart, Prosper Poulet (ministre des Sciences et des Arts),

Lucien Puissant-Baeyens, Jules Renkin (ministre des Colonies), NN. Rombouts, Léonard Scraeyen (directeur général du Chemin de Fer du Katanga), Alfred Sharpe, Edgar Sengier, Henry Urban (ingénieur), Lionel Wiener (Compagnie Générale de Chemins de Fer et de Tramways en chine s.a.), baron van Eetvelde (ministre d'État de Belgique), Cornelis Johannes Karel Van Aalst (président de la Nederlandsche Handelsmaatschappij), L. Villars (président de la B.U.P. (Banque de l'Union Parisienne) s.a.), Guaranty Trust.
1918.

1 liasse

327. Circulaires et prospectus relatifs à des émissions et conversions d'emprunts d'entreprises, États et provinces (Rhénanie et Norvège en 1894, État indépendant du Congo en 1888, 1889 et 1898), villes et communes (Bruxelles en 1887, Anvers en 1888, Schaerbeek, Ixelles, Saint-Gilles et Saint-Josse-ten-Noode en 1894, Gand en 1896, Liège et Schaerbeek en 1897, Ostende en 1898).
1885-1899.

1 chemise

Les entreprises concernées sont : Société Nationale des Chemins de Fer Vicinaux (1885), Chemins de Fer de l'Est de Lyon s.a. (1889), Compagnie Impériale Ottomane de la Voie Ferrée Économique de Beyrouth à Damas (1892), Société des Chemins de Fer Liégeois-Namurois s.a. (1892), Tramways d'Odessa (1892), Société des Tabacs de Portugal s.a. (1892-1893), Société Anonyme du Chemin de Fer de l'Entre-Sambre-et-Meuse s.a. (1893), Société des Charbonnages du Levant du Flénu s.a. (1893), Société des Chemins de Fer du Tessin (1894), Banque Centrale du Crédit Foncier de Russie (1894), Société Anonyme Belge de Chemins de Fer au Mexique s.a. (1895), Société Ottomane du Chemin de Fer Smyrne-Cassaba et prolongement s.a. (1895) (avec carte), Société des Chemins de Fer Nord-Milan s.a. (1895) (avec carte), Compagnie du Chemin de Fer du Congo s.a. (1896), Société Métallurgique Russo-Belge (1898), Société Anonyme de Marcinelle et Couillet s.a. (1899), Compagnie Internationale pour le Commerce et l'Industrie s.a. (1899), Société Hypothécaire Belge-Américaine s.a. (1899).
Avec prospectus annonçant le remboursement des obligations du chemin de fer Grand central Belge contre des titres de la Société des Chemins de Fer du Nord de Milan s.a., de la Société Belge des Chemins de Fer au Mexique s.a. et de la Société Anonyme Métallurgique d'Aubrives et Villerupt s.a. (1896).